

CRDI

RAPPORT ANNUEL

2002-2003

CENTRE DE
RECHERCHES POUR
LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

L'APPRENTISSAGE

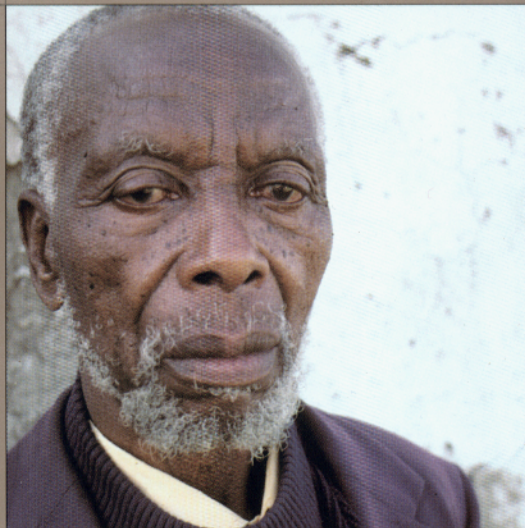
PAR

L'EXPÉRIENCE

LA PERSÉVÉRANCE

L'INNOVATION

L'ANALYSE



Le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) est une société d'État créée par le Parlement du Canada en 1970 pour aider les pays en développement à trouver, par la recherche scientifique et l'utilisation du savoir, des solutions viables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face. L'appui du CRDI sert en particulier à consolider la capacité de recherche indigène afin d'appuyer les politiques et les technologies susceptibles de contribuer à l'édification, dans les pays du Sud, de sociétés plus saines, plus équitables et plus prospères.

© Centre de recherches pour le développement international 2003

La Bibliothèque nationale du Canada a catalogué cette publication de la façon suivante :

Centre de recherches pour le développement international (Canada)

Rapport annuel CRDI 2002–2003

Annuel

1970/71–

Texte en français et en anglais.

Titre de la page de titre addit. : Rapport annuel CRDI 2002–2003

ISSN 0704-7584

ISBN 1-55250-113-2

1. Assistance technique canadienne — Périodiques.

2. Aide économique canadienne — Périodiques.

I. Titre.

HC60

338.91'71'01754

C75-743379E

Pour éviter d'alourdir le texte et sans aucune intention discriminatoire, nous employons le masculin comme genre neutre pour désigner à la fois les femmes et les hommes. Le rapport est entièrement imprimé sur du papier recyclé et l'encre est d'origine végétale. Pour réduire les frais d'impression, le nombre d'exemplaires est limité : on trouvera cependant la version intégrale du rapport sur le site Web du CRDI à <http://www.idrc.ca/library/document/annual/ra0203/>. La version électronique (uniquement) contient des pointeurs vers d'autres sites connexes, des articles et documents divers.

0203-AN-113-049

TABLE DES MATIÈRES



Le message du président du Conseil des gouverneurs	2
--	---

L'INSTITUTION **4**

Les principaux événements en 2002–2003	10
L'aperçu statistique et financier	12



DE LA PAROLE À L'ACTION **14**

Le message de la présidente	15
L'objectif : renforcer les capacités de recherche indigènes	19
L'objectif : rapprocher la recherche et les politiques	27
L'objectif : analyser, explorer, consolider	35



LES RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES **44**

La gouvernance	44
Les coordonnées du CRDI	50
L'exposé et l'analyse de la gestion financière	51
Les états financiers	57

LE MESSAGE DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS



C'est avec plaisir que je sou mets ce rapport annuel du Centre de recherches pour le développement international pour l'année se terminant le 31 mars 2003.

L'exercice 2002-2003 marque la troisième année d'activité du CRDI depuis l'entrée en vigueur du Plan quinquennal 2000-2005. À l'exception de l'initiative de programme Gouvernance, équité et santé, dont le prospectus a été approuvé par le Conseil des gouverneurs en octobre 2002, les 11 autres initiatives de programme, qui constituent le pivot des programmes du Centre, ont mis en œuvre les prospectus approuvés en 2000-2001 et en 2001-2002. Comme en témoignent les comptes rendus présentés dans le présent rapport, l'année qui vient de s'écouler a été consacrée à la réalisation des promesses.

Garder le cap ne signifie pas continuer sur son erre d'aller pas plus que l'accomplissement ne mène à la complaisance. Loin de là ! Si la persévérance et la constance sont des caractéristiques du CRDI, la faculté d'adaptation, la réceptivité et l'innovation sont aussi des traits qui le distinguent.

Tous ces attributs ont dû être mis à contribution au cours de la dernière année, les défis qu'exige le respect de notre mandat n'ayant cessé de croître dans toutes les régions du monde. L'agitation civile dans des pays comme le Zimbabwe et l'Argentine, les conditions météorologiques exceptionnelles qu'a connues la région du Pacifique, le conflit qui a sévi dans le sous-continent indien et la guerre au Moyen-Orient, sans compter l'apparition de maladies contagieuses — en particulier le syndrome respiratoire aigu sévère, ou SRAS — ont eu une incidence considérable sur les travaux du CRDI. Ainsi, le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international a émis des avertissements aux voyageurs concernant plus de 60 pays et régions où le Centre intervient — dont certaines régions du Canada — souvent à plusieurs reprises. Le CRDI n'a pas pris ces mises en garde à la légère. Pour assurer la sécurité de notre personnel et de nos partenaires, nous n'avons pas hésité à déplacer ou à reporter des voyages prévus pour mettre en œuvre ou évaluer des projets ou encore des assemblées et des conférences où des résultats de recherche devaient être rendus publics.

Vers la fin du mois de mai, alors que les tensions entre l'Inde et le Pakistan avaient atteint un dangereux point culminant, le CRDI a autorisé le départ du personnel non essentiel du Bureau régional de l'Asie du Sud, à New Delhi. Tous sont retournés en poste et ont regagné leur foyer en juillet.

Apprendre à mener à bien des activités et à gérer les risques dans un climat de turbulence est un souci contraignant. Au cours de la dernière année, la haute direction du CRDI a fait faire des études sur l'incidence du conflit sur les recherches qu'il parraine au Népal et en Palestine. Ces études ont conclu qu'il est possible d'appuyer et d'effectuer des recherches en développement, même au milieu du chaos, et confirmé le bien-fondé de la prudente mais constante présence du CRDI.

Certes, l'environnement international a connu de fortes perturbations, mais les changements n'ont pas tous été négatifs. Les défis sont souvent synonymes de nouvelles possibilités. Les élections démocratiques qui ont eu lieu au Kenya vers la fin de 2002, par exemple, pourraient avoir ouvert des portes qui jusque-là étaient restées fermées. Les négociations commerciales bilatérales et multilatérales alimentent la demande de recherches axées sur le commerce dans les pays en développement.

Chez nous, cependant, le climat était beaucoup plus favorable, en particulier pour l'aide au développement. En février, le gouvernement du Canada a annoncé que le budget de l'aide internationale serait augmenté de 8 % par année jusqu'à hauteur du double de ce qu'il est présentement. Dans ce même budget, le ministre des Finances, l'honorable John Manley, a clairement manifesté son appui à l'égard du CRDI lorsqu'il a expressément mentionné que le financement du Centre bénéficierait d'une augmentation annuelle de 8 % au cours des deux prochaines années.

Ces fonds additionnels aideront le CRDI à consolider les programmes en vigueur pour l'exercice 2003-2004. Nous serons ainsi mieux en mesure de saisir les occasions qui se présenteront et d'exploiter les résultats des projets réussis pour accroître le soutien de la recherche destinée à améliorer les conditions de vie des populations du Sud.

C'est à Maureen O'Neil, présidente du CRDI, qu'il incombe de veiller à ce que ces fonds supplémentaires soient utilisés de la manière la plus efficace possible. Le renouvellement de son mandat pour cinq ans a été confirmé au début d'avril 2003. Je me réjouis à l'idée de continuer à travailler avec elle et avec le personnel du CRDI à la poursuite de la mise en œuvre du Plan quinquennal et à la planification du prochain Cadre général des stratégies et des programmes.

Le gouvernement du Canada a nommé cinq nouveaux gouverneurs au Conseil cette année. Je leur souhaite la bienvenue au sein de la grande famille du CRDI et souhaite aussi bonne continuation aux gouverneurs dont le mandat a été renouvelé. Pour ma part, je suis évidemment très heureux d'avoir été reconduit dans mes fonctions pour un deuxième mandat de cinq ans. Enfin, je remercie chaleureusement les gouverneurs dont le mandat a pris fin de nous avoir si généreusement fait profiter de leur expérience et de leur sagesse.

Parmi les questions sur lesquelles le Conseil s'est penché au cours de l'année, deux en particulier méritent d'être mentionnées. D'abord, la consolidation du cadre stratégique à l'intention de nos partenaires bailleurs de fonds. Les partenariats ont toujours été au cœur des

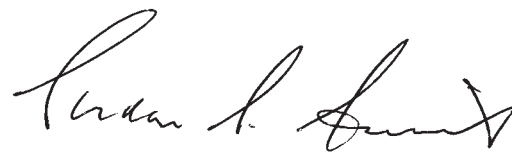
stratégies auxquelles le Centre a recours pour accroître les ressources destinées à ses partenaires du Sud. Cette nouvelle approche, appelée Cadre stratégique des partenariats avec les bailleurs de fonds, vise à réduire les coûts des activités du CRDI liées à la formation de partenariats et à favoriser les relations institutionnelles à long terme avec les principaux bailleurs de fonds.

En second lieu, la fin d'une étude spéciale entreprise par le Bureau du vérificateur général vers la fin de 2001. Les vérificateurs ont affirmé qu'à leur avis, il n'y avait pas de lacunes importantes dans les systèmes et pratiques du CRDI qu'ils ont examinés. Toutefois, bien que dans l'ensemble leur rapport ait été favorable, il fait état de certains points qui doivent être améliorés. La haute direction du Centre est tout à fait d'accord avec les conclusions de cette étude spéciale et, depuis mai 2002, elle a mis en place plusieurs initiatives pour combler les lacunes signalées. En cautionnant ce rapport, le CRDI reconnaît qu'il s'agit là d'un précieux outil d'évaluation de ses principaux systèmes et pratiques et qu'il peut s'en servir comme point de repère pour son auto-évaluation. Cette étude spéciale a constitué un apport des plus constructifs à notre réflexion sur les systèmes et méthodes du Centre.

Je suis heureux de continuer à travailler avec la haute direction et avec le personnel du CRDI sur ces questions et d'autres dossiers. L'exercice 2003-2004 promet d'être une année de grandes réalisations au cours de laquelle le Centre sera, une fois de plus — pour reprendre les termes du *Discours du budget de 2003* — à la hauteur de « la réputation mondiale qu'il s'est acquise pour l'appui de recherches axées sur la quête de solutions novatrices aux défis que doivent relever les pays en développement ».

Gordon Smith

Le président du Conseil des gouverneurs




CRDI : R. Charbonneau

« Si la persévérance et la constance sont des caractéristiques du CRDI, la faculté d'adaptation, la réceptivité et l'innovation sont aussi des traits qui le distinguent. »



CRDI : P. Bennett

L'institution

Le mandat du CRDI

Le CRDI est une société d'État créée par le Parlement du Canada en 1970. Comme le stipule la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*, il a pour mandat

« [...] de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions [...] »

Le CRDI aide ainsi les pays en développement à trouver, par la recherche scientifique et l'utilisation du savoir, des solutions pratiques et durables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face.

L'énoncé de mission : s'affranchir par le savoir

Le Centre s'efforce d'optimiser la création, l'adaptation et l'appropriation du savoir que les populations des pays en développement estiment prioritaire pour assurer leur sécurité et atteindre une plus grande équité.

Les objectifs 2000–2005

- Le CRDI aide à mobiliser et consolide la capacité de recherche indigène dans les pays en développement afin d'y assurer une plus grande équité sociale et économique, une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et un accès plus équitable à l'information.
- Le CRDI favorise et appuie la production, la diffusion et l'application des résultats de la recherche donnant lieu à des politiques et à des technologies susceptibles d'améliorer la vie des populations du Sud.
- Le CRDI explore de nouvelles possibilités d'action et reprend dans son Plan quinquennal des éléments judicieusement choisis parmi les anciens programmes dans lesquels il a investi.



CRDI : D. Barbour

Le CRDI aide à mobiliser et consolide la capacité de recherche indigène dans les pays en développement.

Les principes directeurs

Le Centre prône une approche multidisciplinaire et participative. Plusieurs caractéristiques décrivent et distinguent cette approche :

- répondre aux besoins du monde en développement, tels que les définissent les chercheurs et les décideurs qui y vivent et y travaillent;
- avant toute chose, encourager et appuyer les travaux des chercheurs dans les pays en développement;
- centrer les travaux sur le développement des ressources humaines et la consolidation des institutions établies ainsi que sur la création d'un climat propice à la recherche dans les pays du Sud;
- transférer les responsabilités de la gestion et de l'administration de la recherche à des établissements du Sud;
- pousser plus loin l'exploration des capacités de la recherche afin d'appliquer les connaissances scientifiques, techniques et autres à la résolution des problèmes de développement;
- étayer l'ensemble des programmes en favorisant le développement durable et équitable;
- privilégier la multidisciplinarité pour résoudre les problèmes de développement et faire appel à diverses méthodes de recherche;
- tenir compte des différentes répercussions du changement dans la vie des hommes et des femmes;
- adapter l'aide aux différents pays en tenant compte de leurs besoins, de leurs ressources et de leurs aspirations;
- valoriser l'esprit de créativité et le jugement du personnel.

Ainsi, le CRDI peut également :

- concentrer ses efforts sur la formation de partenariats avec d'autres donateurs afin de tirer parti des avantages comparatifs en présence;

- encourager le réseautage de communautés de chercheurs;
- aider les chercheurs à obtenir et à diffuser l'information;
- faire valoir l'évaluation comme instrument de planification, d'apprentissage et de gestion;
- faire en sorte que les recherches aient des effets tangibles en attirant l'attention des décideurs et des responsables des politiques à tous les niveaux sur les résultats de la recherche.



Les projets doivent être conformes aux priorités du CRDI. Ils doivent également contribuer à renforcer les capacités locales et tenir compte des considérations d'ordre éthique et sexospécifique.

Les programmes du CRDI

Le Cadre général des stratégies et des programmes du Centre, ou Plan quinquennal, expose les grands thèmes et l'orientation générale du CRDI sur une période de cinq ans, soit de 2000 à 2005.

Le Plan quinquennal décrit trois grands domaines de programme qui sous-tendent la recherche appuyée par le CRDI. Ces domaines se trouvent à l'intersection des priorités des pays en développement et des possibilités pour le CRDI de contribuer au développement durable et équitable. Le Plan quinquennal détermine également qui seront les bénéficiaires de la distribution régionale des ressources du CRDI. Le Conseil des gouverneurs a participé activement à la définition du contenu du Plan quinquennal, en se fondant sur les comptes rendus des consultations et les travaux préparatoires effectués par le personnel.

Chaque année, lors de réunions spéciales sur les activités et programmes, la présidente, les vice-présidents et les membres de la haute direction évaluent les moyens adoptés par le Centre pour assurer la mise en application du Plan quinquennal. La mise en œuvre de l'ensemble des programmes fait l'objet d'un examen afin de saisir les nouvelles occasions qui se présentent. Cet examen permet également d'assurer un équilibre entre les besoins changeants des régions où le CRDI intervient et la volonté du Centre de continuer à offrir un programme d'aide à la recherche qui soit à la fois cohérent et bien ciblé. Les directeurs des domaines de programme et les directeurs régionaux surveillent l'élaboration et la mise en œuvre des programmes, et présentent un compte rendu au Conseil des gouverneurs, tous les ans au mois d'octobre. Le Programme des travaux et budget du Centre veille à l'affectation annuelle des ressources par l'intermédiaire des divers mécanismes de financement.

Les modalités et mécanismes de mise en œuvre des programmes

Les **initiatives de programme** se chargent de l'élaboration et de l'administration de la plupart des programmes du Centre. Elles constituent des réseaux qui relient les chercheurs qui étudient des problèmes précis et définissent les programmes de recherche.

Les **secrétariats internationaux** sont des consortiums de recherche regroupant divers donateurs qui partagent avec le Centre des objectifs communs. Le CRDI sert de catalyseur pour obtenir les fonds et les ressources dont les secrétariats ont besoin. Le mode de gestion des secrétariats permet aux partenaires bailleurs de fonds de participer directement à l'établissement des priorités et à l'orientation des programmes.

Les **projets d'envergure** répondent à des besoins spéciaux, permettent de saisir des occasions particulières et d'explorer des domaines qui peuvent éventuellement devenir d'importants secteurs d'intervention du CRDI.

En outre, grâce au programme des **Partenariats canadiens**, le CRDI favorise la formation d'alliances et l'échange de connaissances entre les chercheurs, les universitaires et les milieux du développement au Canada et dans le Sud. Le Centre a aussi mis sur pied un **programme de formation et bourses** qui vise à favoriser le perfectionnement personnel et professionnel de jeunes Canadiens et de ressortissants des pays en développement. Le Centre soutient ainsi leurs études universitaires et leur offre l'occasion d'acquérir de l'expérience en milieu de travail.

LA CARTE DES PROGRAMMES DU CRDI

DOMAINE DE PROGRAMME	ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT	ÉQUITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
Initiatives de programme	<ul style="list-style-type: none"> Agriculture urbaine Écosystèmes et santé humaine (Écosanté) Eau, Terre et Vie (Afrique et Moyen-Orient) Gestion communautaire des ressources naturelles (Asie) Gestion des ressources naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes (Minga) Utilisation durable de la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> Acacia (Communautés et société de l'information en Afrique) Réseaux PAN Asie 	<ul style="list-style-type: none"> Commerce, emploi et compétitivité Consolidation de la paix et reconstruction Gouvernance, équité et santé Impacts micros des politiques macroéconomiques et d'ajustement (MIMAP)
Secrétariats internationaux	<ul style="list-style-type: none"> Secrétariat de gestion de l'environnement (Amérique latine et Caraïbes) Secrétariat du Réseau international de forêts modèles 	<ul style="list-style-type: none"> Bellanet 	<ul style="list-style-type: none"> Programme d'économie environnementale pour l'Asie du Sud-Est (EEPSEA) Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac Secrétariat d'appui institutionnel à la recherche économique en Afrique (SISERA)
Activités transversales	<ul style="list-style-type: none"> Section Genre Recherche sur les systèmes de connaissance 		
Initiatives spéciales	<ul style="list-style-type: none"> Partenariats canadiens Formation et bourses 		

Le financement des projets

La principale démarche du CRDI consiste à appuyer les projets de recherche et les activités connexes proposés et menés par des établissements des pays en développement et par des institutions canadiennes en collaboration avec un ou plusieurs partenaires du Sud. Le Centre vise à accumuler une masse critique de connaissances sur certains sujets précis, ce qu'il a entrepris de faire en intensifiant sa collaboration avec d'autres donateurs.

La majorité des projets proposés au CRDI découlent d'échanges directs avec des établissements de pays en développement où des agents du Centre et des institutions bénéficiaires explorent des domaines d'intérêt commun. Le rôle dévolu aux agents de programme, qui sont aussi des chercheurs hautement qualifiés, exige qu'ils soient doués de l'esprit d'entreprise puisqu'ils rassemblent les gens et les ressources nécessaires à la réalisation d'objectifs communs.

L'élaboration de la plupart des propositions repose sur des rapports approfondis — qui s'échelonnent souvent sur un assez long laps de temps — entre les deux parties. Outre leurs mérites scientifiques et techniques et leur incidence éventuelle sur les programmes de développement, les projets doivent être conformes aux priorités du CRDI; ils doivent également contribuer à renforcer les capacités locales et tenir compte des considérations d'ordre éthique et sexospécifique. La disponibilité de ressources humaines et institutionnelles est aussi un facteur important. Par ailleurs, certaines initiatives de pro-

gramme financent des recherches dans le cadre de concours comme le programme d'octroi de petites subventions qui, outre la réalisation de la recherche proprement dite, constitue un autre moyen de trouver de nouveaux chercheurs et établissements avec lesquels travailler.

Selon le montant des fonds requis, les propositions de projets sont approuvées sous réserve de l'examen effectué par l'équipe de l'initiative de programme ou par la haute direction. Un Protocole d'accord fixant les modalités de la subvention stipule la valeur et l'objet de la subvention, les conditions qui en régissent la gestion, les obligations de tous les participants ainsi que la date officielle du début du projet. Les agents de programme surveillent l'état d'avancement des travaux jusqu'à la fin du projet.

Le soutien des programmes

Plusieurs activités connexes ont été intégrées au programme de recherche du CRDI pour accroître l'incidence de ses travaux et leur donner une plus grande portée :

- **Partenariats et développement des affaires** : Le CRDI explore toutes les options, tant pour la formation de partenariats que pour l'augmentation de ses moyens, afin de mettre le plus de ressources possibles à la disposition des chercheurs du Sud.
- **Apprentissage et évaluation** : Le CRDI considère que l'évaluation constitue un aspect essentiel de l'apprentissage et de la prise de décisions en matière de recherche. Le Centre met donc au point des outils et des méthodes d'évaluation; grâce à sa coordination centrale et au soutien des projets, il évalue le rendement et les résultats des programmes.
- **Information sur la recherche** : Nos bases de données permettent aux chercheurs de puiser dans les résultats des recherches sur le développement et de se prononcer sur les recherches en cours. Les spécialistes de l'information au CRDI offrent un accès efficace à l'information sur la recherche et soutiennent l'activité intellectuelle.
- **Communications** : Le CRDI fait appel à des stratégies de communication bien ciblées, dont des événements publics et des publications en version électronique

ou imprimée, pour faire connaître ses activités à des auditoires diversifiés, comme le fait la présence du Centre sur le Web.

La présence régionale

Le siège du CRDI est situé à Ottawa. Le Centre a aussi six bureaux régionaux dans les pays du Sud : à Montevideo, en Uruguay, pour desservir l'Amérique latine et les Caraïbes; à Singapour, pour desservir l'Asie du Sud-Est et l'Asie de l'Est; à New Delhi, en Inde, pour desservir l'Asie du Sud; au Caire, en Égypte, pour desservir le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord; à Nairobi, au Kenya, pour desservir l'Afrique orientale et australe; et à Dakar, au Sénégal, pour desservir l'Afrique centrale et occidentale.

Ces bureaux ne sont pas simplement des antennes administratives du siège social; ils représentent un important atout stratégique et témoignent de la personnalité du CRDI comme institution. Leur rôle consiste à faire en sorte que les programmes du Centre tiennent compte des perspectives régionales; ils veillent, à cette fin, à soutenir les partenariats et à mener des activités destinées à accroître les ressources dans les régions d'intervention du CRDI ainsi qu'à favoriser la diffusion des résultats de la recherche. Les bureaux régionaux sont essentiels à la gestion efficace de la matrice des programmes du Centre.

La reddition de compte et la gouvernance

Lorsque le Parlement du Canada a créé le CRDI, il lui a octroyé un statut particulier. Le Centre n'est pas une agence gouvernementale. À l'instar de la Banque du Canada et de la Société Radio-Canada, le CRDI est exempté des dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques* applicables aux sociétés d'État. Le CRDI est toutefois tenu de suivre les règles de gestion financière énoncées dans la loi. Le Centre est aussi tenu de rendre compte au Parlement et il se soumet chaque année à l'examen du vérificateur général du Canada. Néanmoins, son statut particulier lui laisse la marge de manœuvre voulue pour tisser des liens et faire avancer la cause du Canada, même lorsque des considérations d'ordre politique empêchent le gouvernement d'intervenir officiellement.



CRDI : S. Colvey

La principale démarche du CRDI consiste à appuyer les projets de recherche et les activités connexes proposés et menés par des établissements des pays en développement.

L'ÉVALUATION ET LA GESTION DES RISQUES

En Inde, les chercheurs chargés d'un projet sur le renforcement de l'autonomie des femmes ont dû faire face à des défis de taille. Les très graves combats qui ont fait rage entre Hindous et Musulmans dans l'État indien du Gujarat ont créé des conditions fort dangereuses pour le personnel affecté au projet dans cette région. Certains ont démissionné et d'autres ont demandé à être transférés. Les déplacements ont été perturbés, rendant difficiles le contrôle et d'autres activités du projet. Il est possible qu'à cause de cette situation, il faille installer ailleurs un des sites de recherche. Le projet comprendra peut-être aussi un nouvel élément : éclairer le personnel sur les enjeux découlant de situations de violence afin qu'il soit mieux en mesure d'y faire face.

Ce genre de risques — et trouver les moyens de les contourner — font partie des activités d'appui à la recherche pour le développement du CRDI. Par définition, pourrait-on dire, entreprendre une recherche suppose l'exploration de terrains inconnus et la vérification des risques. Ces variables, en particulier les nouveaux domaines de recherche que finance le CRDI, peuvent toutefois être source d'innovation. Gérer les risques liés aux travaux du Centre, sans limiter la marge de manoeuvre dont le personnel et les partenaires de recherche ont besoin pour faire face aux enjeux du développement, exige des efforts constants. Les exemples qui suivent illustrent comment le Centre s'y prend pour atteindre un juste équilibre.

Les risques administratifs des projets

Avant que le CRDI n'accorde son appui à un projet, celui-ci doit être évalué par une équipe du programme. Dans le cas des projets d'envergure, l'agent de programme se rend sur les lieux où doit se dérouler le projet. L'évaluation consiste en la détermination des risques inhérents au projet qui pourraient compromettre la mise en œuvre, tels que des problèmes économiques et politiques, des troubles sociaux, des changements climatiques et des sources d'information insuffisantes.

Une fois le projet approuvé, les agents de programme en surveillent l'évolution et aident à régler les problèmes découlant d'événements inattendus. Des agents d'administration des subventions travail-

lent en collaboration avec les agents de programme; ils effectuent régulièrement, pendant toute la durée du projet, des examens de conformité aux modalités établies. Les cadres supérieurs de la Division de l'administration des subventions se rendent aussi régulièrement dans les institutions qui bénéficient d'importantes subventions du CRDI afin d'y évaluer les capacités administratives, financières et de gestion. Ces démarches visent à confirmer les évaluations antérieures et aident à déterminer s'il est nécessaire d'apporter des modifications au contrat.

Les examens

Le CRDI procède à des évaluations et des examens particuliers dans les pays où sévissent des conditions difficiles qui limitent ou compromettent la mise en œuvre des projets financés par le Centre. Par exemple, il a déjà fait une étude de ce genre au Nigéria. En décembre 2002, la haute direction a fait faire des études spéciales au Népal et en Palestine, deux pays aux prises avec des conflits et des perturbations. Ces études aident le Centre à déterminer le type d'appui qu'il doit accorder aux chercheurs et aux projets de recherche dans ces pays à risque élevé.

La santé et la sécurité

Les travaux du CRDI exigent de fréquents déplacements dans des régions qui peuvent présenter des dangers pour la santé et la sécurité des personnes qui s'y rendent. Étant donné que certains employés du Centre y travaillent, le CRDI veille à minimiser ces risques par divers moyens, dont les suivants :

- Une équipe de planification des mesures de sécurité et d'urgence (EPMSU), formée de cadres supérieurs, s'occupe des situations d'urgence qui mettent en péril la sécurité du personnel du Centre. Ainsi, l'EPMSU a surveillé quotidiennement l'évolution de toutes les questions liées au SRAS de même que les avertissements émis régulièrement à l'intention des voyageurs qui se rendaient dans les régions touchées par le SRAS. Elle a transmis au personnel du CRDI toute l'information pertinente sur le virus et les moyens d'en prévenir la transmission.



CRDI : P. Bennett

La haute direction a fait faire des études spéciales au Népal et en Palestine, deux pays aux prises avec des conflits et des perturbations.

- Le personnel des Services de santé a dispensé à tout le personnel susceptible de se rendre à l'étranger les vaccins et médicaments prophylactiques nécessaires ainsi que de l'information sur d'autres mesures préventives.
- Les interdictions de déplacement et les avis émis par le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ont été régulièrement transmis au personnel. Une interdiction de voyager dans un pays ou une région particulière dont la situation présente des dangers a été émise à l'endroit du personnel du CRDI. Les mises en garde recommandent aux voyageurs de faire preuve de la plus grande prudence. De plus, on trouve sur l'intranet du CRDI toute l'information voulue sur les mesures de précaution que le personnel doit prendre lorsqu'il voyage.
- Le Centre fournit également au personnel des postes de travail et un mobilier ergonomique ainsi qu'une formation sur les principes d'ergonomie; en 2002-2003, 42 membres du personnel du CRDI ont reçu cette formation. En outre, au cours de la dernière année, 13 employés ont suivi les cours de secourisme et de réanimation cardio-respiratoire offerts par le Centre.

Un Conseil des gouverneurs d'envergure internationale, composé de onze spécialistes qui sont des citoyens canadiens et de dix gouverneurs qui viennent d'ailleurs — pour la plupart de pays en développement —, a pour mandat de prendre en charge l'administration des affaires du Centre. À titre de directrice générale et en sa qualité de membre d'office du Conseil des gouverneurs, la présidente veille à la gestion des activités du Centre, avec le concours du Comité de la haute direction.

Le financement

Le financement du CRDI provient surtout du crédit annuel accordé par le Parlement, lequel constitue sa principale source de revenus. Cependant, le Centre diversifie ses sources de financement comme l'y autorise la *Loi sur le CRDI*.

LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS EN 2002-2003

- Du 18 au 20 juin 2002, une réunion ouverte de programme a rassemblé le personnel du siège social et des bureaux régionaux ainsi que les partenaires des pays en développement. Les conférences et les discussions qui ont eu lieu lors de cette réunion de trois jours avaient pour thèmes l'ingéniosité sociale, l'équité sociale et le réseautage.
- Le 27 juin 2002, le CRDI a organisé un forum international sous le thème « Repenser la ville ». Tenu dans le cadre de la Conférence de Montréal, ce forum a réuni 80 décideurs et représentants d'entreprises de l'Amérique latine, du Canada et de l'Italie intéressés à discuter de gouvernance, en particulier sous l'angle des interactions entre les secteurs public et privé.
- S'inspirant du Plan d'action du G8 pour l'Afrique, le Conseil des gouverneurs du CRDI a approuvé un fonds spécial de 2,5 millions \$ pour financer des activités liées au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). L'aide est destinée à deux domaines : l'élaboration d'une politique de santé fondée sur les résultats de la recherche; et l'appui d'examen des politiques, en particulier les politiques en matière de science et de technologie et les politiques sur les technologies de l'information et de la communication dans certains pays désignés.
- Dans son édition du 17 au 23 août 2002, *The Economist* parlait en termes très élogieux du Programme d'interventions essentielles en santé en Tanzanie (PIEST) du CRDI.
- Le CRDI a pris part à de nombreuses réunions interministérielles en vue du Sommet mondial sur le développement durable, tenu à Johannesburg en août et septembre 2002, et il a travaillé en étroite collaboration avec les trois principaux organismes chargés de la contribution canadienne : Environnement Canada, l'ACDI et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international. Deux représentants du CRDI ont fait partie de la délégation canadienne.
- Le 16 octobre, les D^{rs} Mario Henry Rodríguez et Juan Eugenio Hernández Avila de l'Instituto Nacional de Salud Pública du Mexique ont reçu le prix Jorge Rosenkranz 2002 dans la catégorie épidémiologie pour les travaux qu'ils ont menés dans le cadre d'un projet financé par le CRDI en vue de trouver des solutions autres que le recours au DDT dans la lutte contre les moustiques, vecteurs du paludisme.
- En collaboration avec le ministère du Patrimoine canadien, Santé Canada, Développement des ressources humaines Canada, Industrie Canada et Environnement Canada, le CRDI a parrainé le dialogue *Le Canada que nous voulons*. Administré par le Programme de participation publique des Réseaux canadiens de recherche en politiques publiques, le projet a engagé un dialogue sur le



CRDI : P. Bennett

The Economist parlait en termes très élogieux du Programme d'interventions essentielles en santé en Tanzanie.

LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DU CRDI : QUELQUES EXEMPLES

- Le personnel du CRDI a fait don de 30 680 \$ à la Campagne de charité en milieu de travail du gouvernement du Canada (CCMTGC) qui recueille des fonds pour Centraide/United Way ainsi que pour PartenaireSanté. Cette somme représente une augmentation de 23 % par rapport à l'année précédente.
- Le CRDI, par l'intermédiaire du Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale, à Dakar (Sénégal), a aidé les familles des victimes du naufrage du *Joola*, le navire sénégalais qui a sombré au large de la Gambie, le 26 septembre 2002, en offrant au Collectif de coordination des familles des victimes du *Joola* un ordinateur Pentium 166 remis à neuf et la somme de 12 000 \$. De plus, une collecte a été organisée parmi le personnel.
- Le 17 mars 2003, par l'intermédiaire du Bureau régional de l'Afrique orientale et australe, le CRDI a fait don de 12 ordinateurs au programme Ordinateurs pour les écoles au Kenya, fondé sur le modèle canadien.
- Le 2 mai 2002, le CRDI et la Fondation Vulimiri Ramalingaswami ont signé une entente pour la création d'un fonds de dotation à l'appui du programme de bourses Ramalingaswami destiné aux professionnels de la santé qui se spécialisent en sciences nutritionnelles et en médecine communautaire. Le Bureau régional de l'Asie du Sud, à New Delhi (Inde), a versé 100 000 \$ à ce fonds.



CRDI : S. Colvey

Le CRDI et la Fondation Vulimiri Ramalingaswami ont signé une entente pour la création d'un fonds de dotation à l'appui du programme de bourses Ramalingaswami destiné aux professionnels de la santé.

genre de pays que les Canadiens veulent, pour eux et pour les générations à venir, en particulier sur la question de l'aide au développement. Dix rencontres ont eu lieu dans diverses régions du Canada au cours de l'automne 2002.

- Un atelier pilote sur la formation en collecte de fonds a eu lieu à Bangkok, en janvier 2003, à l'intention des principaux partenaires de recherche du CRDI.
- En février 2003, le CRDI a participé aux Journées du développement international organisées par l'ACDI à Vancouver, Winnipeg et Fredericton.
- Le 18 février 2003, le gouvernement du Canada s'est engagé à « accroître le financement du Centre de recherches pour le développement international de 8 % par année au cours des deux prochains exercices financiers en reconnaissance de « la réputation mondiale

que ce centre a acquise au chapitre de l'appui à la recherche permettant de trouver des solutions novatrices aux défis auxquels font face les pays en développement ». C'est la première fois qu'il était fait spécifiquement mention du CRDI dans le budget fédéral.

L'APERÇU STATISTIQUE ET FINANCIER

L'aperçu statistique

Bureaux régionaux	6
Le personnel (équivalents temps plein)	335
Le programme de recherche	
Nouveaux projets approuvés	114
Projets terminés	148
Projets en cours	461
Nombre d'activités de recherche approuvées (y compris les projets de recherche)	390
Nombre d'activités de recherche terminées	369
Nombre d'activités de recherche en cours	893

Les nouvelles activités de recherche en 2002–2003

par région à l'étude et domaine de programme (nombre d'activités en cours entre parenthèses)

Région à l'étude	Domaine de programme ^a						Affectations en 2002–2003 (000 \$)	
	Projet d'envergure	Autre	EGRN	TIC-D	ESE	Total	CRDI	Total ^b
Asie	36 (47)	0 (0)	19 (53)	16 (23)	7 (23)	78 (146)	9 785	11 157
Europe de l'est	0 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (1)	0	0
Amérique latine et Caraïbes	20 (42)	25 (33)	23 (49)	3 (14)	16 (33)	87 (171)	11 142	16 666
Afrique du Nord et Moyen-Orient	14 (19)	2 (2)	4 (22)	2 (2)	9 (24)	31 (69)	2 305	2 305
Afrique subsaharienne	43 (87)	2 (4)	28 (90)	35 (88)	16 (52)	124 (321)	16 002	16 052
Multirégional	0 (3)	0 (0)	4 (8)	0 (0)	0 (3)	4 (14)	827	827
Mondial	29 (75)	2 (3)	15 (39)	2 (5)	17 (41)	65 (163)	14 172	16 205
Autres ^c	1 (7)	0 (0)	0 (1)	0 (0)	0 (0)	1 (8)	15	15
Total	143 (281)	31 (42)	93 (262)	58 (132)	65 (176)	390 (893)	52 248	63 227

Note : Les activités de recherche comprennent les projets de recherche, les activités d'aide à la recherche, les programmes de bourses, etc.

^a EGRN : Environnement et gestion des ressources naturelles; TIC-D : Technologies de l'information et de la communication au service du développement; ESE : Équité sociale et économique. Les « projets d'envergure » englobent la Section Genre, les secrétariats internationaux, les initiatives spéciales, la Division des partenariats et du développement des affaires, la Section de l'évaluation, le Bureau de la présidente, les activités exploratoires, le Fonds d'activités régionales, la planification à long terme, etc. La catégorie « autres » désigne les programmes ou les projets subventionnés par les mécanismes de financement habituels autres que le CRDI, comme l'Institut pour la connectivité dans les Amériques.

^b Financement du CRDI et de sources extérieures.

^c Comprend toutes les autres régions du monde, quoique dans la pratique cette catégorie se rapporte surtout au Canada et aux activités du programme Partenariats canadiens du CRDI.

L'aperçu financier

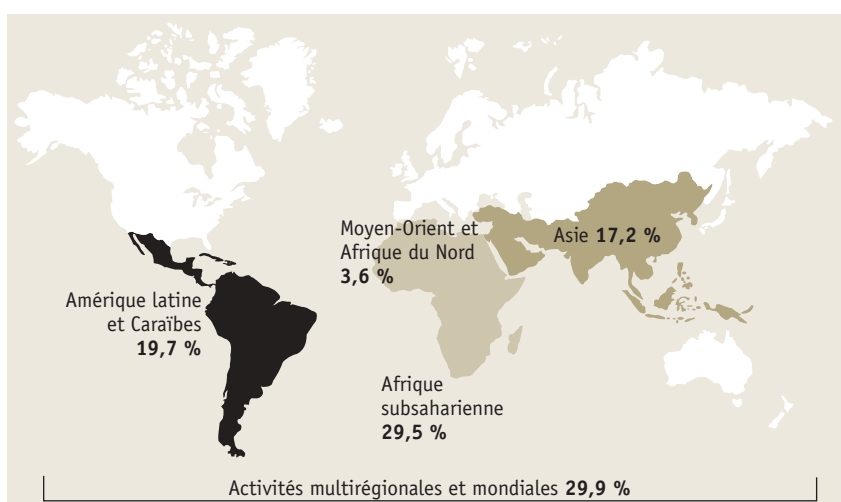
(milliers \$)	2002-2003		2001-2002
	Budget révisé	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Crédits parlementaires	100 893	97 603	97 164
Activités liées à l'augmentation des revenus	16 526	36 505	47 515
Recouvrement des coûts indirects, revenus de placement et autres revenus	3 407	3 923	3 596
	120 826	138 031	148 275
Dépenses			
Programmes de recherche pour le développement	80 020	97 894	98 512
Soutien à la recherche pour le développement	20 428	20 152	18 830
Services administratifs	23 821	21 892	21 218
	124 269	139 938	138 560
Résultats d'exploitation nets	(3 443)	(1 907)	9 715
Avoir du Centre	6 428	7 964	9 871
Repères des dépenses	64/16/20	70/14/16	71/14/15
Affectations de programme			
Programmes du Centre	72 500	64 771	56 077
Activités liées à l'augmentation des revenus	18 700	30 822	65 938
	91 200	95 593	122 015

Remarques

- Les crédits parlementaires représentent 71 % de l'ensemble des revenus.
- Les dépenses au titre des programmes de recherche pour le développement représentent 70 % de l'ensemble des dépenses.
- Les repères réels des dépenses (programmes de recherche pour le développement/soutien à la recherche pour le développement/services administratifs) démontrent que le Centre est fermement résolu à investir le plus de ressources possible dans les activités des programmes de recherche (voir en page 52 l'explication de la structure de coûts à trois volets).
- Pour plus de précisions à ce sujet, se reporter à l'Exposé et analyse de la gestion financière à la page 51.

Répartition géographique des affectations de programme

Le Cadre général des stratégies et des programmes (CGSP) 2000-2005 du CRDI met de l'avant les pourcentages théoriques devant guider la répartition des ressources de programme entre les régions. Au cours des trois premiers exercices visés par ce cadre, 25 % des ressources devaient être attribuées à l'Amérique latine et aux Caraïbes, 44 % à l'Afrique subsaharienne, 6 % au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord, et 25 % à l'Asie. Comme on peut le voir ici, la répartition réelle est quelque peu différente, parce que certaines activités visent plus d'une région et d'autres sont considérées d'envergure mondiale.





CRDI : S. Colvey

De la parole à l'action

« Nous avons beaucoup appris pendant toutes ces années sur les applications pratiques de la recherche aux problèmes de développement dans le Sud — des leçons sur l'importance de tirer parti de *l'expérience*, sur le mérite de la *persévérance* et de la constance et sur la valeur de *l'innovation* dans le domaine des idées, des méthodes ou des technologies. Nous avons aussi appris que *l'analyse* et l'évaluation sont des outils indispensables. »



MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE

Apprendre aujourd'hui pour demain

Les conflits et la guerre — bruit de bottes ou réalité — ont sans aucun doute occupé les pensées de la majorité d'entre nous en 2002–2003, qu'il s'agisse du Moyen-Orient, de l'Inde et du Pakistan, de l'Iraq ou de la République démocratique du Congo, pour ne nommer que ces pays. Dans ce climat de mort et de destruction, de tension et de terreur, une autre lutte se poursuit — contre la pauvreté, contre l'iniquité. Ce combat ne fait pas la une des quotidiens, mais l'ennemi n'en est peut-être que plus inexpugnable, plus irréductible, et ses victimes sont peut-être encore plus nombreuses.

Les troubles qui ont marqué l'année qui vient de s'écouler sont la preuve irréfutable de la théorie qui veut que le développement et la paix soient deux facettes du même problème ou que, pour reprendre les paroles du ministre des Finances l'honorable John Manley — « il est clair que la paix ne pourra être assurée tant que les questions liées à la pauvreté n'auront pas été réglées ». Certes, rares sont ceux qui contesteraient cet axiome, mais on s'entend moins sur les meilleurs moyens de répondre aux besoins, sur la meilleure manière de « faire du développement ».

Pour le CRDI, ce chaos et ces dissensions confirment l'importance cruciale de son mandat qui consiste à lancer, encourager, appuyer et mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions. Outre ces grands objectifs, en mettant en contact des personnes aux intérêts similaires pour qu'elles

puissent travailler hors du contexte politique, le CRDI continue à favoriser la compréhension entre les nations.

Le gouvernement du Canada s'est engagé, dans son *Plan budgétaire de 2003*, à s'attaquer à la pauvreté en doublant l'aide internationale d'ici à 2010. Comme l'a fait remarquer le ministre Manley, cette intention n'est pas qu'un simple objectif de dépense; elle porte en germe la promesse réelle d'un avenir meilleur pour les citoyens du monde les plus vulnérables.

Ce même budget soulignait l'expérience du Centre et le rôle qu'il joue dans la réalisation de cette promesse : le crédit parlementaire accordé au CRDI augmentera de 8 % par année au cours des prochains exercices financiers en reconnaissance de l'efficacité de son approche des problèmes de développement. Le financement du CRDI provenant de l'enveloppe de l'aide internationale du Canada a donc été établi, pour 2003–2004, à 100,2 millions \$, soit une augmentation de 7,7 millions \$ comparativement à 2002–2003. Compte tenu d'autres mesures de régularisation adoptées par le Conseil du Trésor pour compenser les augmentations de salaire et majorations connexes, les crédits accordés au CRDI pour l'exercice 2003–2004 s'élèveront à 108,3 millions \$.

En 2002–2003, 390 nouveaux projets de recherche et activités de soutien ont été approuvés. Les dépenses engagées pour les programmes de recherche — qu'ils soient financés ou administrés par le CRDI au titre à la fois des programmes du Centre et des activités liées à l'augmentation des revenus — se sont élevées, en 2002–2003, à 97,9 millions \$. Les dépenses au titre des activités de soutien à la recherche se sont chiffrées à 20,2 millions \$. Ces deux chapitres représentent 84 % des dépenses totales du CRDI; c'est là une indication claire de l'engagement qu'a pris le Centre d'investir le plus de ressources possible dans les activités de recherche. Cette année, comme par le passé, le gros du financement a été affecté aux 12 initiatives de programme.

Mais les chiffres n'illustrent qu'une partie du tableau.

Le succès qu'a connu le CRDI tient aux leçons qu'il a tirées de plus de trente ans de démarches pour donner vie à la théorie et au rêve du développement. Nous avons beaucoup appris pendant toutes ces années sur les applications pratiques de la recherche aux problèmes de développement

dans le Sud — des leçons sur l'importance de tirer parti de l'expérience, sur le mérite de la persévérance et de la constance, et sur la valeur de l'innovation dans le domaine des idées, des méthodes ou des technologies. Nous avons aussi appris que l'analyse et l'évaluation sont des outils indispensables et qu'il est essentiel de procéder régulièrement à des analyses contextuelles pour consolider les activités en cours et planifier les orientations futures. Ces leçons constituent le fondement du Cadre général des stratégies et des programmes (le Plan quinquennal 2000–2005) qui a fixé la barre pour les activités du CRDI au cours de la dernière année.

Le partage des connaissances et des idées

Le dernier exercice a offert au CRDI de nombreuses occasions de partager son expérience et ses connaissances avec les principaux ministères du gouvernement canadien et de contribuer ainsi à faire valoir la position du Canada lors de divers forums internationaux. Par exemple, le CRDI a collaboré étroitement avec Robert Fowler, ambassadeur du Canada en Italie et sherpa du G8 au Sommet de Kananaskis, en Alberta, en juin 2002, à la préparation de documents sur les initiatives du CRDI, et d'autres intervenants, en Afrique. À l'issue d'une année de travaux avec le bureau du G8, Industrie Canada, l'ACDI et l'ambassadeur Fowler — grâce à la participation active du CRDI aux travaux du Groupe d'experts sur l'accès aux nouvelles technologies, dont j'ai assumé la présidence — le Canada a confirmé qu'il affectera 15 millions \$ sur trois ans à la création d'un centre pour la connectivité en Afrique. Parrainé par le CRDI, Connectivité Afrique mettra à profit l'expérience du Canada dans des projets de connectivité sur le continent africain.

S'inspirant du plan d'action du G8 en Afrique, le Conseil des gouverneurs a proposé et approuvé, en juin 2002, un fonds spécial de 2,5 millions \$ pour financer des activités liées au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD). Ce fonds contribuera à intensifier le dialogue entre la société civile et les gouvernements et à financer la recherche axée sur l'élaboration des politiques nécessaires pour répondre aux besoins de l'Afrique.

Le Centre a aussi joué un rôle de premier plan dans le travail préparatoire au

Sommet mondial sur le développement durable, car c'est lui qui était chargé de la conception des messages et des images que le Canada allait partager avec le reste du monde à Johannesburg. Bien que bon nombre des projets du CRDI y aient été présentés, ce sont surtout deux de ses activités qui ont été mises à l'honneur : l'initiative de programme Écosystèmes et santé humaine (Écosanté), domaine de recherche transdisciplinaire dont le CRDI a été le pionnier, et le Réseau international de forêts modèles (RIFM) qui prône une approche de la gestion des ressources naturelles dont le Canada est un des chefs de file. Dans un discours prononcé dans le cadre du Sommet, le ministre de l'Environnement, David Anderson, a annoncé la tenue du Forum international sur les approches Écosystèmes et santé humaine, à la mi-mai 2003, en soulignant que c'est ce genre d'activités qui enrichit la nouvelle initiative de partenariat mondial du Canada, « Renforcer les liens entre la santé et l'environnement : du savoir à l'action ». Le Canada a aussi annoncé qu'il verserait 2,1 millions \$ sur trois ans au Secrétariat du RIFM, en sus de la somme de 1,5 million \$ ayant servi à la création du Centre régional du Réseau des forêts modèles pour l'Amérique latine et les Caraïbes, une initiative multidonateurs basée à Santiago, au Chili.



CRDI : D. Marchand

Le Canada a annoncé qu'il verserait 2,1 millions \$ sur trois ans au Secrétariat du RIFM, en sus de la somme de 1,5 million \$ ayant servi à la création du Centre régional du Réseau des forêts modèles pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

En janvier, le CRDI a participé activement au troisième Forum mondial de l'eau à Kyoto où une initiative novatrice du Centre, le Forum sur la gestion de la demande en eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, a été mis en vedette.

Ces événements, et d'autres auxquels le CRDI a pris part au cours de l'année, offrent au Centre des occasions idéales de faire connaître les résultats de la recherche aux décideurs de tous les pays.

Favoriser l'élaboration de politiques fondées sur les résultats de la recherche est un des principaux objectifs du Centre, et ce, pour une raison bien simple : la recherche pour le développement dont la *Loi sur le CRDI* fait état se rapporte en réalité à la recherche susceptible d'amener des changements sociaux, économiques et environnementaux. Ces changements ne peuvent avoir lieu que dans un cadre stratégique favorable.

Ces activités et plusieurs autres qui ont été menées à bien au cours de l'année ont consolidé les partenariats du CRDI avec le secteur public et confirmé que le CRDI est très apprécié en tant qu'organisme chargé de participer à la politique étrangère canadienne.

Atteindre les objectifs stratégiques

Nous avons fait des progrès quant à plusieurs des objectifs stratégiques que j'avais personnellement établis pour le Plan quinquennal.

1 Apporter des solutions pratiques, fondées sur les résultats de la recherche, aux grands problèmes de développement.

Par exemple, l'ACDI, le CRDI et le ministère des Affaires étrangères de l'Égypte appuient conjointement un projet de politique sur les petites et moyennes entreprises (SMEPol) qui se déroule en Égypte depuis 2000. On estime que les PME sont essentielles à la création d'emplois en Égypte au cours des prochaines années. Toutefois, même si plusieurs programmes de soutien aux entreprises ont été mis en place par le gouvernement, des ONG et des donateurs, les politiques-cadres en vigueur ne sont pas assez rigoureuses pour apporter un appui solide aux petites et moyennes entreprises. En septembre 2002, le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur de l'Égypte a annoncé que les consultations

et la recherche subventionnées par SMEPol au cours des derniers mois ont permis de créer un consensus quant à la définition de ce qu'est une PME laquelle aidera à rationaliser les programmes du gouvernement à l'appui de ces entreprises. Aussi le gouvernement égyptien a-t-il annoncé, en se fondant sur cette définition, l'adoption d'importantes mesures de soutien aux PME qui auront une vaste portée, car elles prévoient notamment un quota d'achats de 10 % dans les PME, une réglementation plus favorable à leur endroit et des dispositions en vue de la révision du régime fiscal.

2 Agir comme un mobilisateur stratégique capable d'inciter des collectivités disparates à trouver des solutions à leurs problèmes communs.

La *Loi sur le CRDI* a notamment pour objet d'inciter des spécialistes en sciences sociales et en sciences naturelles, du Canada et d'ailleurs, à chercher ensemble des solutions à des problèmes communs et de favoriser la coopération parmi les chercheurs. Cet objectif est devenu le *modus operandi* du Centre tant pour ce qui est de la formation des équipes chargées de ses initiatives de programme que de l'élaboration des projets qu'il appuie. Le Centre a aussi appris — parfois de haute lutte — qu'il importe de faire participer les décideurs locaux à la recherche, qu'il s'agisse de chefs de famille, de chefs de village, de hauts fonctionnaires, d'hommes ou de femmes. C'est là un aspect vital des programmes de gestion communautaire des ressources naturelles qui reposent sur la participation de ceux qui sont le plus directement touchés — les membres de la collectivité — à l'identification des problèmes, à la conception de la recherche et à la mise en application des solutions.

Certaines collectivités sont plus près de nous. Par exemple, en partenariat avec l'Association des universités et collèges du Canada, le CRDI a parrainé l'organisation d'une série de tables rondes sur l'internationalisation de la recherche au Canada, l'établissement de liens avec le Sud et les incidences de ces démarches sur les universités canadiennes. Au cours de l'année dernière, 15 tables rondes ont été organisées sur les campus de diverses universités. Grâce à elles, un grand nombre d'étudiants intéressés à la recherche et à la formation dans les pays en développement ont eu l'occasion de se rencontrer pour la première fois et d'exposer leurs points de vue et leurs projets. Afin d'assurer le suivi,

les vice-présidents à la recherche de plusieurs universités ainsi que les représentants des principaux organismes nationaux, bailleurs de fonds et responsables des politiques, se sont réunis à Ottawa en mai 2003 pour prendre part à une table ronde nationale sous le thème « Recherche sans frontières (au Sud) : évolution du paysage canadien de la recherche ».

3 Appuyer les recherches qui peuvent vraiment améliorer la vie des gens.

Trop souvent, on confond développement et croissance économique. On se rend compte de plus en plus que les programmes nationaux de croissance économique ne veulent pas dire grand-chose pour les collectivités rurales et que, de fait, ils ont généralement pour effet de les appauvrir, les terres communales devant céder la place à de grandes exploitations commerciales qui privent les populations locales de superficies cultivables, détruisent la biodiversité et érigent des barrages ou détournent les sources d'eau afin de s'en servir pour l'irrigation. Il peut être plus difficile de déterminer ce qui constitue une amélioration réelle et il arrive fréquemment que les améliorations résultant des recherches ne se manifestent qu'après plusieurs années. Les recherches financées par le CRDI ont néanmoins des effets immédiats et tangibles. Ainsi, dans les deux districts où le Programme d'interventions essentielles en santé en Tanzanie a été instauré, le taux de mortalité infantile a diminué de 31 % depuis 1996. Des collectivités autochtones de Bolivie, qui vivent dans des régions isolées, ont redécouvert l'*arracacha*, une ancienne culture inca, et ont mis sur pied des centres de transformation afin de commercialiser cette racine nutritive en produits rentables, de la farine aux grignotines. Ainsi, des collectivités entières ont été revivifiées. En outre, grâce à l'utilisation novatrice des technologies de l'information et de la communication (TIC), le monde a été mis à la portée de villages asiatiques éloignés en reliant familles et amis, établissements d'enseignement et étudiants, marchés et producteurs.

4 Que le CRDI soit toujours reconnu comme un excellent donateur dans les domaines où il finance la recherche.

À mon sens, un « excellent donateur » respecte ses partenaires, saisit toutes les occasions de collaborer et cherche à accroître les sources de financement au



CRDI : P. Bennett

La gestion communautaire des ressources naturelles repose sur la participation de ceux qui sont le plus directement touchés — les membres de la collectivité — à l'identification des problèmes, à la conception de la recherche et à la mise en application des solutions.

sein d'autres partenariats. Ce sont là des principes fondamentaux au CRDI. Le Plan quinquennal, par exemple, repose au premier chef sur la conviction que les chercheurs des pays en développement sont les mieux placés pour produire les connaissances qui profiteront le plus à leurs collectivités. Le CRDI a financé plus de 20 000 chercheurs du Sud depuis sa création. Plus de 520 institutions de 88 pays ont entrepris des projets grâce à l'appui du CRDI. L'actuel Plan quinquennal a été élaboré à la suite de nombreuses consultations avec des chercheurs et des décideurs des principales régions du monde en développement — et le prochain fera de même.

L'ensemble des projets du CRDI témoigne de l'importance primordiale que nous accordons à la collaboration avec les donateurs : au fil des ans, plus de 45 donateurs ont cofinancé des projets parrainés par le Centre. Nous avons aussi tenté de favoriser la coordination de la recherche pour le développement international par la création de réseaux regroupant nos programmes et partenaires — certains de ces réseaux sont présentés dans les pages suivantes. Depuis sa fondation, le CRDI a expérimenté une foule d'options pour la formation de partenariats et l'augmentation de ses revenus afin de pouvoir offrir plus de fonds aux chercheurs des pays en développement. En 2002-2003, les activités liées à l'augmentation des revenus ont représenté 36,5 millions \$. Cette année, nous avons soumis au Conseil des gouverneurs l'idée d'un cadre

stratégique des partenariats avec les bailleurs de fonds.

Faire des choix stratégiques

Ces remarquables réalisations sont le fruit de nombreuses années de travail ardu, dont, dans certains cas, nous commençons à peine à voir les résultats. Comme le fait remarquer le rapport de l'étude spéciale effectuée par le Bureau du vérificateur général et présenté au Conseil des gouverneurs du CRDI en mars, « la recherche, de par sa nature, comporte des difficultés uniques pour les gestionnaires qui tentent de déterminer les résultats et les incidences de leurs activités. Les résultats, dans le domaine de la recherche, sont plus incertains que dans de nombreux autres types d'activité. Les résultats peuvent prendre de nombreuses formes et se produire à tout moment. En outre, ils peuvent être imperceptibles pendant longtemps avant qu'on s'en serve concrètement et qu'on puisse évaluer leur pleine incidence. »

Et c'est là sans doute un des apprentissages les plus difficiles : persévérer sans espoir de résultats immédiats, avoir confiance.

Au CRDI, l'apprentissage est un processus continu. Nous apprenons de nos partenaires, ceux du Canada et ceux des pays en développement, de nos expériences, par la persévérance, par l'innovation et par l'analyse. Certes, nous avons la conviction qu'il est indispensable de tirer des leçons



Que les hypothèses soient ou non des résultats avérés ou escomptés, les avantages de la recherche sont bien réels, car elle donne lieu à des institutions plus solides, des chercheurs mieux formés, de nouvelles voies et de nouvelles connaissances, et de nouveaux partenariats.

du passé pour préparer l'avenir, mais nous nous rendons compte également que ce n'est pas suffisant. Au moment où le CRDI entame la quatrième année de son Plan quinquennal, nous avons déjà entrepris une série de consultations et d'études, partout dans le monde, qui nous aideront à déterminer où, avec les ressources dont dispose le Centre, nous pouvons continuer à faire œuvre utile au cours des années visées par le prochain Plan quinquennal 2005-2010.

Le présent rapport annuel fait état de certaines des réalisations qui ont marqué la dernière année, mais il expose également certains des défis que nous avons dû relever. Les projets et activités décrits — quelques-uns seulement des 400 initiatives en cours en 2002-2003 — montrent bien que les problèmes complexes exigent des approches multidisciplinaires, que les solutions durables passent presque toujours par l'élaboration de politiques et à quel point le partage des connaissances est une démarche essentielle.

Mais surtout, ils nous apprennent que rien de durable ne peut être accompli sans l'entière et active participation de toutes les personnes touchées et que le partage des connaissances peut être gage de meilleure gouvernance : la découverte partagée et l'examen commun de quelques faits incontestables peuvent souvent aider à vaincre les superstitions et les préjugés, et mettre au jour de nouveaux moyens d'apaiser de vieilles querelles. Aborder des questions en se fondant sur des résultats éprouvés peut jeter sur elles une lumière nouvelle, tout comme le dialogue s'enrichit de l'échange d'idées. Que les hypothèses soient ou non des résultats avérés ou escomptés, les avantages de la recherche sont bien réels, car elle donne lieu à des institutions plus solides, des chercheurs mieux formés, de nouvelles voies et de nouvelles connaissances, et de nouveaux partenariats.

Préparer l'avenir

Il est plus que probable que les prochains mois soient aussi exigeants pour la communauté internationale que l'a été l'année qui vient de s'écouler. Mais le CRDI est désormais mieux placé pour saisir les occasions résultant de la rapide évolution de ce monde tourmenté dans lequel nous œuvrons. Au cours de la prochaine année, le CRDI consolidera ses activités exploratoires, y compris la recherche sur les systèmes de connaissance dans le Sud, l'incidence de la révolution biotechnologique dans les pays en développement, le rôle des TIC dans la réduction de la pauvreté et la représentation équilibrée des deux sexes dans l'élaboration des politiques.

Nous mettrons également sur pied de nouveaux programmes en réaction à de nouvelles situations et pour répondre aux besoins d'initiatives internationales comme le NEPAD. Nous prolongerons également le remarquable succès des initiatives du CRDI comme le Programme d'interventions essentielles en santé en Tanzanie.

Nous profiterons en outre de la possibilité d'étendre à d'autres régions du monde le Programme d'économie environnementale pour l'Asie du Sud-Est dont la réputation croît sans cesse. Enfin, nous instaurerons au Moyen-Orient et en Afrique du Nord nos programmes sur les technologies de l'information et de la communication au service du développement.

Pour mener à bien ces activités, parmi d'autres, je compte sur l'ardeur au travail et l'expérience de notre personnel et sur l'appui indéfectible de nos nombreux partenaires, du Nord et du Sud.

Maureen O'Neil
Présidente

Maureen O'Neil

L'objectif

RENFORCER LES CAPACITÉS DE RECHERCHE INDIGÈNES

« Le CRDI entend renforcer et aider à mobiliser les capacités de recherche indigènes dans les pays en développement, en particulier les capacités devant favoriser une plus grande équité sociale et économique, une meilleure gestion de l'environnement et des ressources naturelles, et un accès plus équitable à l'information. »

En 1986, le CRDI publiait le récit de quinze ans de son histoire et de son aide au développement. Le titre de ce document, *Selon nos idées*, témoigne éloquentement d'un des grands principes qui guident le CRDI depuis toujours : les sociétés doivent bâtir elles-mêmes leur avenir. La *Loi sur le CRDI* engage le Centre à aider les régions du monde en voie de développement à se doter du potentiel — en personnel et institutions — de recherche scientifique et d'innovation technique nécessaire à la solution de leurs problèmes. C'est là l'essence même du renforcement des capacités.

Au fil des ans, la démarche du CRDI à l'égard du soutien de la recherche a évolué. Au début, le Centre définissait ses programmes par secteurs et domaines scientifiques. Aujourd'hui, il affecte ses ressources à la recherche de solutions à des problèmes de développement particuliers et à l'établissement de liens dans diverses sphères susceptibles de contribuer à ces solutions. Néanmoins, le renforcement des capacités — qu'il s'agisse d'accroître les ressources humaines, de consolider des institutions ou même d'améliorer le climat de la recherche dans les pays en développement — demeure l'élément central de ses travaux. Comme l'indique le Plan quinquennal 2000-2005 : « les chercheurs des pays en développement doivent jouer un rôle de premier plan dans la production du savoir dont leurs propres collectivités sauront tirer parti ».

Le Centre a recours à de nombreux mécanismes pour fournir son appui; ces approches stratégiques sont décrites ci-après. Plusieurs des projets cités en exemple de la mesure dans laquelle ces

mécanismes contribuent aux desseins du CRDI comportent divers objectifs. De fait, la majorité des projets de recherche financés par le CRDI visent à la fois à produire des résultats valables et à renforcer les capacités, que ce soit en offrant une formation pratique à de jeunes chercheurs, en améliorant les compétences en gestion des chargés de projet, en aidant les collectivités à définir elles-mêmes leurs problèmes de développement et en aidant les chercheurs à diffuser les résultats de la recherche auprès des décideurs. Les exemples donnés ci-dessous portent uniquement sur le renforcement des capacités.

Approche stratégique

Les initiatives de programme

Les initiatives de programme sont le principal moyen par lequel le Centre finance les chercheurs et les établissements de recherche du Sud. Les équipes multidisciplinaires qui se chargent de leur exécution au siège social du CRDI et dans ses bureaux régionaux commencent par envisager un problème, et non un domaine, puis examinent quelles connaissances et domaines pourraient aider à le résoudre. Les initiatives de programme servent également de réseaux reliant entre eux les chercheurs qui étudient des problèmes particuliers et définissent les programmes de recherche.

Chacune des équipes des initiatives de programme prépare un prospectus qui décrit brièvement les champs d'activité auxquels le Centre accordera son appui au cours d'un certain nombre d'années. Les projets proposés dans l'espoir d'un financement font l'objet d'un examen pour déterminer leur conformité aux objectifs et priorités exposés dans le prospectus. Tous les prospectus des initiatives de programme sont approuvés par le Conseil des gouverneurs. En 2002-2003, 11 initiatives de programme ont donné effet aux prospectus approuvés par le Conseil en 2000-2001 ou en 2001-2002. Seule exception : le programme Gouvernance, équité et santé qui, cette année, a « gravi un échelon » en passant d'activité exploratoire au statut d'initiative de programme (voir en page 40).

CRDI : P. Bennett



Les chercheurs des pays en développement doivent jouer un rôle de premier plan dans la production du savoir dont leurs propres collectivités sauront tirer parti.

L'aperçu statistique

Nombre d'initiatives de programme :	12
Nombre de nouveaux projets financés en 2002-2003 :	114
Nombre des projets de recherche en cours :	444
Nombre d'établissements de recherche financés en 2002-2003 :	141
Nombre d'établissements de recherche financés présentement :	518

Propriété des ressources et sécurité alimentaire

Initiative de programme : Gestion communautaire des ressources naturelles

Contexte : La majorité des politiques sur les ressources naturelles de la République démocratique populaire du Laos sont dictées par des intervenants externes, les chercheurs laotiens agissant comme experts-conseils plutôt que comme participants dans les processus de prises de décisions. L'Université nationale du Laos veut devenir une source de recherches « maison » qui soient utiles aux décideurs — tout un défi pour cette nouvelle université dont la vocation première est d'être un établissement d'enseignement.

Objectif : Améliorer les capacités de recherche en gestion des ressources naturelles, propriété des ressources et sécurité alimentaire parmi les membres du corps enseignant de l'université.

État d'avancement : Au départ, le projet visait à mettre en œuvre de petits projets de recherche en collaboration avec d'autres établissements nationaux et régionaux. Il est vite apparu, cependant, qu'il fallait d'abord améliorer les compétences fondamentales en recherche du personnel de l'université. Lorsque le projet a pris fin en 2002, 11 membres du personnel enseignant avaient reçu la formation voulue pour effectuer des travaux de recherche multidisciplinaire en propriété des ressources et avaient mis en pratique les résultats de trois petits projets de recherche. Ensemble, les chercheurs affectés au projet ont préparé et mené à bien un atelier en laotien sur la politique sur les forêts nationales et l'affectation des terres auquel ont assisté des donateurs internationaux, des ONG et des représentants du gouvernement.

Regard sur l'avenir : Une proposition pour l'exécution d'une seconde phase entend améliorer les capacités de recherche de

l'Université nationale du Laos, mettre en contact les chercheurs et les utilisateurs des recherches, créer des incitatifs administratifs et appuyer la recherche universitaire.

Consortium pour la recherche économique en Afrique

Initiatives de programme : Commerce, emploi et compétitivité et Impacts micro des politiques macroéconomiques et d'ajustement

Contexte : Une pénurie de chercheurs spécialisés en recherches économiques susceptibles d'influer sur les politiques en Afrique subsaharienne entrave l'élaboration des politiques et, par conséquent, le développement. Fondé en 1984 par le CRDI, le Consortium pour la recherche économique en Afrique (CREA) constitue pour le Centre un important investissement à long terme dans le développement des capacités de recherche en Afrique.

Objectif : Continuer à renforcer la capacité d'analyse économique et politique parmi les chercheurs et les décideurs des pays d'Afrique, et consolider la formation des diplômés en économie politique.

État d'avancement : Le Consortium, basé à Nairobi, est aujourd'hui une entité juridique indépendante. Il rassemble 16 bailleurs de fonds qui appuient un vaste programme de formation et de recherche et la diffusion des résultats. Ainsi, grâce à son programme de petites subventions, le CREA a financé des centaines de projets de recherche et plus de 200 chercheurs de 22 pays. Plus de 700 étudiants sont diplômés du programme de maîtrise interdisciplinaire offert par le CREA dans 20 universités de 15 pays. En décembre 2002, le CREA a lancé son nouveau programme de doctorat interdisciplinaire auquel participent présentement huit universités de six pays subsahariens. En janvier 2003, le CRDI a versé 1 million \$ au Fonds de dotation du CREA pour l'innovation en recherche qui vise à financer la recherche innovatrice et à ouvrir de nouvelles voies aux projets multidisciplinaires. Le Fonds a aussi pour objectif de subventionner des ateliers spéciaux et des travaux de recherche comparative.

Regard sur l'avenir : Le CREA entend mener des activités durables notamment par le truchement du Fonds pour l'innovation en recherche. Le recours à des moyens électroniques permettra d'améliorer le



CRDI : D. Marchand

Les pressions accrues des programmes de développement en Amazonie brésilienne menacent les pêches à petite échelle qui représentent une source indispensable de nourriture et d'emploi dans cette région.

réseautage et la diffusion des résultats de la recherche.

Gestion des ressources naturelles par des collectivités de pêche dans l'Amazonie : recherche action, formation et transfert de technologie

Initiative de programme : Gestion des ressources naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes (Minga)

Contexte : Les pressions accrues des programmes de développement en Amazonie brésilienne menacent les pêches à petite échelle qui représentent une source indispensable de nourriture et d'emploi dans cette région. Des chercheurs du Museu Paraense Emílio Goeldi ont étudié les changements sociaux et environnementaux qui se sont produits dans l'État du Pará pendant plus de trente ans. Aujourd'hui, ils mettent en pratique les résultats de leur recherche afin d'appuyer les initiatives locales de gestion des ressources naturelles.

Objectif : Renforcer les capacités des villages de pêcheurs pour assurer la durabilité des ressources naturelles et améliorer les moyens de subsistance des villageois.

État d'avancement : En collaboration avec un réseau d'organisations communautaires, l'équipe du projet a dressé une liste exhaustive des problèmes environnementaux qui sévissent dans la région :

pollution industrielle, épuisement des stocks de poisson, prodigieuse augmentation du tourisme. Afin que les gens puissent acquérir les capacités voulues pour faire face à ces défis, des cours et des ateliers ont été organisés sur les sujets les plus divers, de la gestion des petites entreprises aux rudiments de l'apiculture. Environ 1 250 pêcheurs et leur famille ont profité de ces mesures. En outre, 44 étudiants boursiers ont effectué des recherches dans le cadre de ce projet.

Regard sur l'avenir : Malgré la distance qui sépare les membres du réseau et leur manque d'expérience en action communautaire, les chercheurs demeurent confiants et estiment que le réseau d'organisations communautaires ne manquera pas de croître. Le personnel du CRDI espère se rendre sur les lieux du projet pour discuter des prochaines étapes et explorer les possibilités de réseautage avec d'autres chercheurs de la région.

Les TIC et l'autonomie des femmes en Ouganda

Initiative de programme : Acacia — Communautés et société de l'information en Afrique

Contexte : Les petites et moyennes entreprises (PME) apportent une contribution importante à l'économie de l'Ouganda. Les femmes possèdent et administrent plus de 45 % des PME des secteurs du commerce de détail et de la production de boissons. Toutefois, le manque d'information nuit à la productivité. Le Conseil pour l'auto-

nomie économique des femmes en Afrique (CEEWA) a trouvé des moyens novateurs d'utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour combler cette lacune.

Objectif : Donner aux femmes chefs d'entreprise accès à l'information leur permettant d'acquérir des compétences en gestion des affaires et d'assurer la croissance de leurs entreprises.

État d'avancement : Le CEEWA a créé le Service électronique d'information pour les femmes (WIRES), centre de ressources « à guichet unique » où les femmes peuvent obtenir de l'information sur les marchés, les prix, les meilleures pratiques culturelles, les services de consultation et les organismes d'aide. Dans trois emplacements, on a mis à la disposition des femmes des bases de données, l'Internet et des babilards électroniques pour qu'elles puissent avoir accès à ce genre de renseignements. La formation sur l'expansion des entreprises et la gestion des affaires à l'aide des TIC est un important volet du projet, quoique les premières séances aient été trop brèves pour être utiles. Néanmoins, à la fin du projet en 2002, 95 femmes chefs d'entreprise avaient suivi une formation sur l'acquisition de compétences en affaires et l'utilisation des TIC. Le CEEWA a aussi ajouté une corde à son arc en préparant des programmes et des documents de formation dans les dialectes locaux et en permettant aux femmes d'avoir accès aux sources d'information dont elles ont besoin.

Regard sur l'avenir : Se fondant sur les résultats de cet essai, l'Institut humaniste de coopération avec les pays en développement (HIVOS), une ONG néerlandaise, appuie la seconde phase du projet.

EQUINET : réseau pour l'équité en santé en Afrique du Sud — phase II

Initiative de programme : Gouvernance, équité et santé

Contexte : En Afrique, les ressources en soins de santé sont souvent concentrées dans les régions urbaines et réservées à l'élite. La propagation du VIH-sida a exacerbé ces inégalités. Le Réseau pour l'équité en santé en Afrique du Sud (EQUINET), formé en 1998, entend influencer sur les politiques adoptées dans les pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) afin d'y assurer l'équité en santé. Ce réseau regroupe des chercheurs ainsi que des organismes de la société civile et du secteur de la santé.

Objectif : Renforcer les capacités humaines et institutionnelles, faire participer les intervenants aux dialogues sur les politiques et favoriser l'élaboration de politiques équitables en matière de santé.

État d'avancement : À l'issue de la première phase d'EQUINET, l'équité en santé était devenue l'un des objectifs prioritaires de la SADC. La seconde phase vise à renforcer la capacité des institutions d'intervenir dans l'élaboration des politiques et les prises de décisions afin de généraliser l'équité en matière de santé, en se fondant sur les résultats de la recherche. Au cours de la dernière année, la recherche a porté en particulier sur l'affectation des ressources, les privations et l'incidence de la participation et de la gouvernance sur l'équité des systèmes de santé.

Regard sur l'avenir : Avec l'appui du CRDI, EQUINET a préparé un plan stratégique pour les années 2003 à 2005. Les travaux se poursuivront dans les principaux domaines de recherche, mais de nouveaux thèmes viendront s'y ajouter, notamment les mesures prises par le secteur de la santé à l'égard du VIH-sida; les ressources humaines affectées à la santé; et la promotion de la santé publique dans les accords commerciaux.



CRDI : P. Bennett

Le CEEWA a créé le Service électronique d'information pour les femmes, centre de ressources « à guichet unique » où les femmes peuvent obtenir de l'information sur les marchés, les prix, les meilleures pratiques culturelles, les services de consultation et les organismes d'aide.

Approche stratégique

Les secrétariats internationaux

Les secrétariats internationaux sont des consortiums de recherche regroupant divers donateurs qui partagent avec le Centre des objectifs communs. Le CRDI sert de catalyseur pour obtenir les ressources financières et administratives dont les secrétariats ont besoin pour mener à bien leur programme de recherche à long terme. Des comités directeurs indépendants supervisent les activités des secrétariats et l'orientation des programmes.

l'aperçu statistique

Nombre de secrétariats internationaux :	6
Nombre d'institutions financées :	123

Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac

Contexte : La Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac (RMCT) a pour mission de créer de solides capacités favorisant la recherche, le financement et le savoir nécessaires à l'élaboration de politiques et de programmes efficaces de lutte contre le tabac dans les pays en développement. Le réseau s'acquitte de sa mission en conjuguant les activités de recherche, de diffusion, de renforcement des capacités et de coordination.

Objectif : Améliorer les capacités de recherche pour la lutte contre le tabac afin de produire des renseignements crédibles qui serviront à l'élaboration de politiques et de programmes locaux, nationaux et internationaux.

État d'avancement : RMCT veille à renforcer les capacités grâce à diverses initiatives, dont des programmes d'aide aux études supérieures et des concours pour l'obtention de petites subventions de recherche afin de favoriser l'avènement d'une nouvelle génération de chercheurs spécialisés dans la lutte contre le tabac dans les pays en développement. Des outils de recherche ont aussi été mis au point, notamment un manuel de formation sur la recherche qualitative sur la lutte contre le tabagisme, un recueil d'études de cas sur les politiques à cet égard dans six pays et une série de monographies préparées pour mieux faire connaître les résultats de la recherche. En novembre 2002, RMCT a réuni des organismes de financement de la recherche sur la lutte mondiale contre le tabac en vue d'examiner les moyens d'améliorer la coordination au sein des organismes donateurs. La nécessité du renforcement des capacités a été un thème récurrent tout au long de la réunion.

Regard sur l'avenir : Les participants à la réunion ont élaboré un plan d'action pour le renforcement des capacités de recherche qui insiste sur la nécessité d'offrir des programmes de formation et de bourses afin de favoriser la mise au point d'outils de recherche et de logiciels ainsi que la production de données. Le groupe a convenu de discuter des prochaines étapes lors d'une session spéciale que RMCT et ses principaux partenaires tiendront dans le cadre de la 12^e Conférence mondiale sur le tabac ou la santé qui aura lieu en août 2003.



CRDI : P. Bennett

EEPSEA a pour objet de renforcer les capacités locales d'analyse économique de problèmes environnementaux.

Programme d'économie environnementale en Asie du Sud-Est

Contexte : Le Programme d'économie environnementale en Asie du Sud-Est (EEPSEA) a été créé en 1993 pour offrir un soutien à la formation et à la recherche dans les domaines de l'économie environnementale et des ressources. Le réseautage est l'approche adoptée par le programme non seulement pour fournir aux dix pays membres un appui financier, mais aussi pour organiser des réunions à leur intention, favoriser l'accès aux personnes-ressources, à la documentation et aux services de publications pertinents, en plus de leur donner l'occasion de procéder à des recherches comparatives.

Objectif : Renforcer les capacités locales d'analyse économique de problèmes environnementaux afin que les chercheurs puissent offrir aux décideurs des conseils judicieux.

État d'avancement : L'organisation de colloques semestriels est une des principales activités d'EEPSEA. Ces événements, qui rassemblent chaque fois jusqu'à 60 personnes, consistent en consultations individuelles entre les chercheurs et leurs conseillers; en groupes de travail où sont présentés des rapports et des propositions de recherche; et en séances plénières comprenant des allocutions d'experts



CRDI : D. Marchand

RMCT a pour mission de créer de solides capacités favorisant la recherche, le financement et le savoir nécessaires à l'élaboration de politiques et de programmes efficaces de lutte contre le tabac dans les pays en développement.

APPRENDRE À PLANIFIER ET À PRIORISER LES SERVICES EN TANZANIE

En 1996, 30 % des années de vie perdues à la suite de décès et de maladies débilitantes étaient attribuables au paludisme dans le district rural de Morogoro, en Tanzanie. Toutefois, le budget affecté aux programmes de prévention et de traitement du paludisme ne représentait que 5 % des dépenses en santé. Cette dichotomie a été mise au jour lorsque des gestionnaires des services de santé ont analysé leurs priorités budgétaires en regard de la prévalence de la maladie au sein de la population. En conséquence, la part du budget consacré au paludisme est passée à 25 % en 1998.

Ce n'est là qu'un des nombreux succès qu'a obtenus le Programme d'interventions essentielles en santé en Tanzanie (PIEST), une œuvre de collaboration entre le ministère de la Santé de la Tanzanie et le CRDI. Lancé en 1996, ce programme a été mis sur pied pour évaluer le bien-fondé d'une approche novatrice en planification, établissement des priorités et affectation des ressources compte tenu de la décentralisation et de la réforme du secteur de la santé en Tanzanie. Le PIEST est le premier projet à avoir mis à l'épreuve une idée présentée dans l'édition 1993 du *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale selon laquelle fournir des programmes d'interventions essentielles en santé à 80 % de la population des pays à faible revenu pourrait réduire considérablement l'incidence des maladies dominantes.

Le PIEST a vérifié la faisabilité de l'institutionnalisation d'une approche de la planification fondée sur le constat d'endémie dans les districts ruraux de Morogoro et de Rufiji. Divers moyens ont été mis à contribution pour favoriser l'adoption de cette approche : l'appui de la recherche menée par des équipes multidisciplinaires de chercheurs tanzaniens; l'élaboration d'outils et le renforcement des capacités des équipes de gestion de la santé des conseils de district (CHMT) quant à la planification et à l'utilisation



CRDI : P. Bennett

stratégiques des ressources; et le versement de fonds aux districts pour les aider à mettre en œuvre leurs plans d'action.

Les outils mis au point pour la collecte et l'analyse de l'information fournissent aux CHMT les données probantes dont elles ont besoin pour établir les priorités et répartir les ressources au moment de procéder à la planification. Ainsi, les gestionnaires des services de santé ont constaté que les dépenses en santé étaient disproportionnées dans certaines régions et recommandé d'augmenter les dépenses applicables à des maladies dont on n'a pas tenu compte et pour lesquelles il existe des traitements rentables ou des mesures préventives peu coûteuses. Les fonctionnaires locaux ont aussi amélioré d'autres secteurs, comme les communications et le transport, qui permettraient d'améliorer les soins de santé.

Pour aider les districts à concrétiser leurs plans d'action, le PIEST a augmenté les budgets de santé d'environ 1 \$US par personne, par jour. Cette injection de fonds a facilité la transition vers une approche plus efficace des soins de santé. Par exemple, des travailleurs de la santé ont été formés pour traiter les symptômes de maladies

courantes en utilisant d'abord les moyens les moins coûteux et en faisant connaître aux patients les mesures de prévention. Des médicaments ont été commandés pour répondre aux besoins clairement déterminés. On a également mis l'accent sur des mesures préventives comme le recours à des moustiquaires imprégnées d'insecticide afin de réduire les piqures des moustiques vecteurs du paludisme. Résultats : à Rufiji, le taux de mortalité infantile a diminué de 31 % de 1999 à 2001 et la proportion d'enfants décédés avant l'âge de cinq ans a chuté de 22 % pour passer à 103 pour 1 000. Les adultes aussi ont profité de ces mesures : le taux de mortalité parmi les adultes de 20 à 50 ans a diminué de 18 %.

Ces résultats sont tellement remarquables que le ministère de la Santé a décidé d'étendre le programme et d'accorder des fonds supplémentaires aux 112 autres districts de la Tanzanie. Pour sa part, le CRDI continue d'appuyer les innovations dans la planification des soins de santé fondée sur des données probantes; il a d'ailleurs approuvé une nouvelle subvention à cet effet à la fin de 2002.

internationaux. Le colloque de mai 2002 avait pour thème les leçons tirées de la recherche et l'incidence des politiques de communication sur la recherche. Les chercheurs ont participé à un atelier d'un jour sur la pensée critique et la rédaction.

Regard sur l'avenir : Étant donné les changements survenus dans les priorités de financement, EEPSEA a perdu certains de ses commanditaires en 2002. En revanche, d'autres bailleurs de fonds ont augmenté leur soutien. Ainsi, l'Agence suédoise de développement international (SIDA) a doublé le montant de sa dernière subvention. Ces augmentations ont compensé les réductions, si bien que le programme peut compter sur un budget adéquat pour mener à bien les travaux prévus.

Approche stratégique

Les projets d'envergure

Les projets d'envergure répondent à des besoins spéciaux, permettent de saisir des occasions particulières et d'explorer des domaines qui peuvent éventuellement devenir d'importants secteurs d'intervention du CRDI.

DOMAINE DE PROGRAMME	ENVIRONNEMENT ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT	ÉQUITÉ SOCIALE ET ÉCONOMIQUE
Projets d'envergure	EcoPlata Initiative de recherche sur les politiques minières	Connectivité Afrique Institut pour la connectivité dans les Amériques Pan Amériques	Consortium de recherche économique et sociale (CIES), Pérou Projet d'interventions essentielles en santé en Tanzanie

CRDI : R. Charbonneau



Le CIES diversifie ses sources de financement et gère des projets parrainés par le secteur public péruvien et divers bailleurs de fonds.

Consortium de recherche économique et sociale (CIES), Pérou

Contexte : Le CIES a été créé en 1999 afin de contribuer au développement du Pérou en relevant le niveau de l'analyse et du débat national sur les grandes options de politique économique et sociale. Le Consortium, qui comptait cinq membres à ses débuts, regroupe aujourd'hui 30 membres représentant des centres de recherche, des ONG et des organismes du secteur public. Le CIES bénéficie du soutien financier du CRDI et de l'ACDI.

Objectif : Consolider et mobiliser le milieu de la recherche au Pérou afin de contribuer plus efficacement au débat public sur les grands enjeux économiques et sociaux.

État d'avancement : Le programme de recherche du CIES met à contribution des réseaux de recherche nationaux sur les politiques macroéconomiques, la pauvreté, le microcrédit, l'emploi, l'éducation et la politique de la santé, outre divers projets de moindre envergure. La majorité de ces petits projets, et certains projets du réseau, ont grandement aidé de jeunes chercheurs à acquérir des compétences et à faire carrière, en plus de renforcer les capacités de centres de recherche dont les moyens sont limités. Les résultats des recherches ont été fort utiles aux instances nationales qui doivent relever des défis de taille en matière de développement et ils ont contribué aux débats et aux prises de décisions sur les grandes

orientations politiques. Un modèle élaboré par le réseau d'études macroéconomiques a été adopté par la banque centrale du Pérou.

Regard sur l'avenir : Le CIES diversifie ses sources de financement et gère des projets parrainés par le secteur public péruvien et divers bailleurs de fonds. Le Consortium travaille présentement à l'élaboration d'une stratégie devant assurer sa durabilité à long terme.

Approche stratégique

La formation et les bourses

Le Programme de la formation et des bourses (PFB) du CRDI témoigne de l'engagement du Centre envers le perfectionnement professionnel et personnel des Canadiens et des ressortissants des pays en développement. En appuyant les études universitaires et en offrant la possibilité d'acquérir une expérience pratique, le CRDI aide les pays du Sud à se doter d'une masse critique de chercheurs dûment formés. En même temps, il permet à une nouvelle génération de Canadiens de prendre une part active à différents aspects du développement international et d'envisager une carrière dans ce domaine. Le PFB administre plusieurs bourses décernées par le CRDI dans le domaine du développement international. En 2002-2003, le CRDI a accordé 68 bourses de recherche.

Bourses accordées en 2002–2003

28	bourses de recherches doctorales du CRDI
11	stages rémunérés au Centre
5	AGROPOLIS, programme international de bourses de recherche en agriculture urbaine
5	bourses de formation Écosystèmes et santé humaine
5	bourses en journalisme
5	bourses de perfectionnement professionnel
1	bourse de recherche (chercheur invité)
2	bourses individuelles (à des partenaires de projet du CRDI)
2	bourses de travail libre
1	bourse Bentley : Utilisation de cultures de couverture, fourragères et vivrières favorisant la fertilité des agroécosystèmes soumis à une gestion durable
1	bourse John G. Bene en foresterie communautaire : l'arbre au service de l'humanité
1	bourse pour la recherche économique et sociale au Pérou
1	bourse Regard canadien sur le développement international

Bourses de recherches doctorales

Contexte : Les Bourses de recherches doctorales du CRDI aident des étudiants canadiens de troisième cycle à effectuer des recherches doctorales dans des pays en développement sur des sujets conformes aux priorités du programme de recherche du CRDI. La bourse couvre les dépenses engagées pendant de 3 à 12 mois, jusqu'à concurrence de 20 000 \$.

Objectif : Favoriser la consolidation des capacités de recherche des établissements canadiens sur le développement durable et équitable, dans une perspective internationale.

État d'avancement : Cette année, des bourses ont été accordées à 28 étudiants pour des recherches portant notamment sur la fourniture de services urbains dans les bidonvilles d'Haïti; le cas de jeunes Soudanais réfugiés en Égypte; et les facteurs de risque d'infection par le virus du sida parmi les jeunes de Bamako, au Mali.

Le CRDI reçoit fréquemment des nouvelles d'anciens boursiers et de leurs succès. Ainsi, depuis octobre 2002, Karen Mundy est titulaire d'une chaire de recherche du Canada en régie globale et variations pédagogiques comparatives à l'Université de Toronto. Elle a entrepris ses recherches doctorales au Zimbabwe et en Tanzanie, en 1993-1994, grâce à une bourse du CRDI.

Regard sur l'avenir : Le CRDI continue à suivre l'évolution du programme de bourses et à le modifier au besoin. Dernièrement, par exemple, il a accéléré l'examen des propositions de recherches en les étudiant après leur approbation par les superviseurs des candidats au lieu d'attendre qu'elles aient été approuvées par le jury de thèse.

AGROPOLIS, programme international de bourses de recherche en agriculture urbaine

Contexte : Dans le monde en développement, l'agriculture urbaine peut accroître les disponibilités alimentaires, générer un revenu et rendre productives des terres qui le sont peu. Cependant, la majorité des agriculteurs en milieu urbain sont pauvres et doivent s'en tirer sans l'aide de politiques gouvernementales et sans l'apport de la technologie. En outre, certaines des méthodes qu'ils utilisent sont peu lucratives et peuvent être dangereuses pour la santé humaine. Le programme AGROPOLIS a été établi en 1998 pour faire avancer les recherches de niveaux maîtrise et doctorat sur ces problèmes et d'autres questions liées à l'agriculture urbaine.

Objectif : Faire progresser les connaissances en agriculture urbaine et péri-urbaine et, par conséquent, apporter un soutien financier à des interventions portant sur des secteurs cruciaux de cette activité.

État d'avancement : AGROPOLIS appuie des recherches sur le terrain, effectuées par les étudiants de deuxième et de troisième cycles, qui sont conçues et réalisées en collaboration avec des partenaires n'appartenant pas au milieu universitaire. Ces partenaires — les « utilisateurs finals » de ces recherches — participent activement au développement dans des secteurs auxquels l'agriculture urbaine peut apporter une contribution. Il peut s'agir, par exemple, d'organismes communautaires, de conseils municipaux ou de gouvernements nationaux. En 2002, cinq étudiants ont reçu une bourse AGROPOLIS pour étudier des sujets aussi divers que l'élevage du lapin en milieu urbain au

Cameroun ou l'introduction du compostage urbain au Ghana.

Regard sur l'avenir : AGROPOLIS a créé une nouvelle catégorie de bourses en 2003; dorénavant, deux bourses de recherches post-doctorales seront offertes à des chercheurs qui ont obtenu un doctorat en agriculture urbaine ou dans un domaine connexe, au cours des cinq dernières années, et qui souhaitent se spécialiser davantage.

Approche stratégique Les activités transversales

Bien que le CRDI centre ses travaux de recherche dans trois grands domaines (voir la carte des programmes du CRDI, page 7), il affecte également des ressources à deux questions qui recoupent le cadre général de ses programmes : les facteurs sexospécifiques et les systèmes de connaissances. Le budget de la Section Genre a été considérablement augmenté au cours de l'année dernière afin d'appuyer la recherche et de renforcer les capacités. Pour la période de 2002–2004, cette section a choisi comme thème de recherche



CRDI : B.L. Wilson

Dans le monde en développement, l'agriculture urbaine peut améliorer les disponibilités alimentaires, générer un revenu et rendre productives des terres qui le sont peu.

« les rapports hommes-femmes, la citoyenneté et l'éligibilité », en mettant l'accent en particulier sur la gouvernance et la violence qui s'exerce en fonction du sexe. Le personnel de la section collabore avec celui des initiatives de programme à la mise en œuvre des activités courantes et des projets axés sur le renforcement des capacités liées aux sexospécificités. Le Programme des travaux et budget 2003-2004, poursuivant sur la lancée de 2002-2003, prévoit une augmentation de 30 % du budget de la Section Genre.

L'autre grande initiative transversale, la Recherche sur les systèmes de connaissance, a pour objet d'explorer les façons dont la connaissance se produit, se transmet et s'applique aux problèmes de développement, et étudier les cadres politiques et institutionnels régissant le processus.

Le renforcement des capacités d'analyse sociale et comparative entre les sexes

Initiative de programme : Eau, Terre et Vie

Contexte : L'utilisation que font les hommes et les femmes des ressources naturelles est fort différente. Il est essentiel de comprendre ces différences et d'en tenir compte pour élaborer des stratégies de gestion des ressources qui soient plus équitables et, en définitive, plus durables. Tous les pays en développement ont besoin de recherches qui vont en ce sens et comportent un volet analyse sociale et comparative entre les sexes qui prévoient la participation directe des hommes et des femmes.

Objectif : Favoriser l'adoption d'approches participatives et renforcer les capacités d'analyse sociale et comparative entre les sexes pour en assurer l'intégration aux projets de développement et à la recherche sur la gestion des ressources naturelles au sein d'institutions du Moyen-Orient et de l'Afrique orientale et australe.

État d'avancement : En décembre 2002, l'initiative de programme Eau, Terre et Vie du CRDI a approuvé un nouveau projet devant être mené en collaboration avec l'Organization of Social Science Research in Eastern and Southern Africa (OSSREA), organisation non gouvernementale et réseau sans but lucratif de chercheurs spécialisés en sciences sociales basé à Nazareth, en Éthiopie. L'OSSREA élaborera un programme de formation et d'octroi de petites subventions à l'appui de projets de recherche en Afrique orientale et australe qui porteront en particulier sur la gestion du sol et de l'eau afin d'accroître la sécurité alimentaire et les approvisionnements en eau. Ce projet se veut un prolongement d'une initiative novatrice à laquelle le CRDI et l'OSSREA ont antérieurement collaboré. Au cours de la première phase, les chercheurs participant aux projets du CRDI, qui provenaient de diverses universités et institutions, ont reçu une formation en évaluation de propositions de projets afin de s'assurer qu'ils tenaient bien compte des aspects sociaux et des facteurs sexospécifiques. Les chercheurs ont été ainsi mieux en mesure de cibler et de gérer les activités de recherche.

Regard sur l'avenir : L'équipe de l'OSSREA élaborera et mettra à l'essai un cadre d'analyse sociale et comparative entre les sexes sur lequel se fonderont la conception et l'examen des propositions de projets, puis le contrôle et l'évaluation de

l'état d'avancement des projets et des résultats de la recherche. L'organisation offrira également des ateliers de formation sur des méthodes de recherche auxquelles ce cadre d'analyse sera intégré.

La Recherche sur les systèmes de connaissances

Contexte : En juin 2001, le CRDI a lancé la Recherche sur les systèmes de connaissances (RSC) afin d'élaborer une politique stratégique et de recueillir de l'information susceptible d'appuyer le renforcement des capacités en matière de connaissances, de sciences et de technologies dans le Sud. Le programme forme des partenariats en vue d'améliorer les politiques d'intervention.

Objectif : Favoriser l'analyse et la discussion, aux échelons local, national et international, des principaux enjeux dans l'évolution et le fonctionnement des « systèmes de connaissance » des pays en développement.

État d'avancement : Cette initiative parait un concours annuel pour appuyer, d'une part, la recherche sur des questions qui préoccupent les décideurs et les gestionnaires des pays en développement et, d'autre part, les réseaux de partage des connaissances et de renforcement des capacités. En avril 2002, la RSC a accordé six subventions à l'issue de son premier concours sur l'appui de la recherche par les secteurs public et privé. En janvier 2003, l'initiative tenait son second concours, portant cette fois sur la consolidation des politiques sur le savoir dans les petits États. La RSC a aussi lancé diverses autres activités, dont l'appui de SciDev.net — un site Web original spécialisé dans les reportages et les débats sur la science, la technologie et le développement — et l'organisation de colloques sur des questions de politiques publiques ayant trait à la génomique et à la biotechnologie. En outre, la RSC a coparrainé avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) un colloque portant sur l'incidence des études scientifiques et technologiques menées dans les pays en développement.

Regard sur l'avenir : Plusieurs thèmes ont été proposés pour les concours des prochaines années, notamment l'incidence des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur la recherche dans les pays en développement et le rapprochement de la recherche et des politiques publiques.



CRDI : P. Bennett

L'utilisation que font les hommes et les femmes des ressources naturelles est fort différente. Il est essentiel de comprendre ces différences et d'en tenir compte pour élaborer des stratégies de gestion des ressources qui soient plus équitables et, en définitive, plus durables.

L'objectif RAPPROCHER LA RECHERCHE ET LES POLITIQUES

« Le CRDI favorisera et appuiera la production, la diffusion et l'application des résultats de la recherche donnant lieu à des politiques et à des technologies susceptibles d'améliorer la vie des populations du Sud. »

CRDI : P. Bennett



Aucun changement ne peut survenir sans communication — d'idées, d'information, de connaissances, de vision.

Le Plan quinquennal 2002–2005 du CRDI accorde une grande importance aux facteurs qui influent sur l'élaboration des politiques susceptibles d'amener des changements d'ordre social, économique et environnemental — autrement dit, des politiques sur le développement. La raison en est simple : pour que les changements se produisent, ils doivent avoir lieu dans un cadre stratégique bien défini. Toutefois, le CRDI n'estime pas qu'il y a une nette démarcation entre la recherche et les politiques, entre les chercheurs et les décideurs. Bien au contraire. Nous savons pertinemment que, dans toute société, les modifications de politique sont non linéaires et souvent même impalpables. Mais que ce soit intentionnel ou alchimique, ou un peu des deux, aucun changement ne peut survenir sans communication — d'idées, d'information, de connaissances, de vision.

Cette idée maîtresse qui sous-tend les programmes du CRDI tient plus du renouvellement que de l'innovation : faire valoir l'importance de l'utilisation et de la diffusion des résultats de la recherche est un principe fondamental qui faisait déjà partie du premier programme institutionnel du Centre. Aujourd'hui, cependant, le CRDI explore sans cesse les occasions de lier plus étroitement les résultats de la recherche aux politiques et aux prises de décisions — de mettre en pratique une stratégie « d'encerclement »; de mettre en contact des chercheurs, des décideurs et des membres de la société civile qui partagent le même point de vue sur des questions communes; de mettre les résultats des recherches qu'il finance à la disposition du plus grand nombre.

Approche stratégique Les liens entre la recherche, les politiques et les prises de décisions

Comment la recherche peut-elle être le plus utile aux décideurs ? Cette question fait l'objet de nombreux débats dans les milieux du développement et c'est une des grandes préoccupations du CRDI. Notre examen approfondi de la question a donné lieu à un document de travail en 2001, *Boucler la boucle — Le CRDI suscite le changement* et à l'affectation, cette année-là, de 50 000 \$ à chacune des initiatives de programme afin d'appuyer un projet spécial qui rendrait les résultats de la recherche plus accessibles aux décideurs : le projet sur les outils de consultation en matière de politique sur l'agriculture urbaine décrit ci-contre en est un exemple. De plus en plus, le rapprochement de la recherche et des politiques fait partie intégrante des projets parrainés par

le Centre. En 2002–2003, la Section de l'évaluation du CRDI a procédé à une évaluation stratégique de l'influence des recherches antérieures sur la politique publique.

L'aperçu statistique

Nombre de nouveaux projets de recherche ayant comme objectif d'influer sur les politiques :	38
Nombre de projets de recherche en cours ayant comme objectif d'influer sur les politiques :	117
Nombre d'institutions de recherche présentement mises à contribution :	128

Outils de consultation en matière de politique sur l'agriculture urbaine à l'intention des administrations municipales de l'Amérique latine et des Caraïbes

Initiative de programme : Agriculture urbaine

Contexte : Quoique l'agriculture urbaine soit considérée comme un important moyen d'accroître les disponibilités alimentaires des villes de l'Amérique latine, la majorité des municipalités manquent d'information sur la meilleure façon de faire valoir le bien-fondé des programmes d'agriculture urbaine et de les mettre en œuvre.

Objectif : Renforcer les capacités des administrations municipales de mettre en application les politiques et programmes d'agriculture urbaine.

État d'avancement : Des documents d'information sur les principaux aspects de l'agriculture urbaine ont été préparés, dont neuf documents stratégiques sur des sujets aussi variés que la réutilisation des eaux usées et les facteurs sexospécifiques. Ces documents ont été validés par des

agriculteurs urbains de même que par des représentants du gouvernement et du secteur privé lors d'ateliers locaux et régionaux tenus dans 15 municipalités et d'une consultation régionale qui a eu lieu au Pérou en septembre 2002. Par la même occasion, ces démarches ont permis de renforcer les capacités des municipalités de formuler et de mettre en œuvre des politiques d'agriculture urbaine et de susciter des partenariats entre des établissements de recherche et les administrations locales, et entre les municipalités elles-mêmes. Les documents ont été publiés en espagnol, en français et en anglais. Le projet, qui a pris fin en mars 2003, était cofinancé par le CRDI, par le Programme de gestion urbaine du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat-Équateur) et par IPES — Promoción del Desarrollo Sostenible (Pérou).

Regard sur l'avenir : Ces documents sont en cours de traduction en portugais. La

diffusion en est assurée grâce à l'appui de diverses organisations régionales et internationales. On étudie présentement la possibilité de produire des documents semblables sur l'agriculture urbaine pour les pays de l'Afrique et du Moyen-Orient. Étant donné l'utilité limitée des articles de revues spécialisées — ce dont on s'est rendu compte en Amérique latine — on envisage une méthode différente pour la diffusion dans ces régions.

Réseau et forum sur la gestion de la demande en eau

Initiative de programme : Eau, Terre et Vie (Afrique et Moyen-Orient)

Contexte : Étant donné les coûts économiques et environnementaux de l'utilisation des rares sources d'eau dont disposent le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, il est impérieux de remplacer l'approche traditionnelle axée sur l'approvisionnement par une démarche qui repose plutôt sur la gestion de la demande.

Objectif : Favoriser une meilleure utilisation des maigres ressources en eau en facilitant l'échange d'information et le réseautage.

État d'avancement : Coordonné par le CRDI, le Forum sur la gestion de la demande en eau s'inscrit dans le prolongement du Réseau de recherche sur la gestion de la demande en eau que le CRDI parraine depuis 1998. En collaboration avec plus de 25 donateurs et organismes partenaires — dont l'ACDI, l'Unité spéciale du Programme des Nations Unies pour le développement pour la Coopération technique entre pays en développement (CTPD/PNUD) et le gouvernement du Japon par l'entremise du CTPD/PNUD — le Centre a organisé, en 2002-2003, quatre forums dans le but de faire valoir à plus de 500 décideurs de 11 pays l'importance de la gestion de la demande en eau. Les discussions qui ont eu lieu dans le cadre de ces forums ont porté, au total, sur 22 études de cas et ont été publiées en ligne et sur cédérom en français, en anglais et en arabe afin de favoriser l'échange de connaissances et le réseautage. Les comptes rendus de ces discussions ont également été présentés au Troisième forum mondial de l'eau qui s'est tenu à Kyoto, au Japon, en mars 2003.

Regard sur l'avenir : Au cours de l'exercice 2003-2004, le CRDI et ses partenaires analyseront, consolideront et publieront

les résultats obtenus à ce jour. Ils organiseront aussi des missions bilatérales pour favoriser les échanges Sud-Sud et élaboreront la deuxième phase du projet.

Création d'un réseau de municipalités productives en Bolivie

Division des initiatives spéciales et Initiative de programme Solutions de rechange pour la gestion des ressources naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes (Minga)

Contexte : Depuis la décentralisation et les réformes municipales qui ont eu lieu en Bolivie au cours de la dernière décennie, les municipalités ont été investies de plus grandes responsabilités en ce qui a trait à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets de développement économique.

Objectif : Déterminer comment les municipalités boliviennes peuvent jouer un rôle actif dans les démarches nationales pour vaincre la pauvreté.

État d'avancement : Ce projet a été lancé en octobre 2002. La phase d'essai du projet a été menée en collaboration avec l'Atlantic Community Economic Development Institute de Halifax, le Centro de Servicios Agropecuarios Técnicos de Chuquisaca et la Mancomunidad de Municipalidades de Pando, en Bolivie. Les chercheurs ont alors établi les premiers contacts avec les fonctionnaires municipaux et d'autres intervenants locaux de 14 municipalités. Ils ont mis au point et à l'épreuve une technique participative de collecte de données afin de répertorier une vaste gamme de ressources locales pouvant être mises au profit du développement durable. Avant la fin du projet, des représentants du ministère du Développement durable et de la Fédération des associations municipales de la Bolivie se sont dits très intéressés par ce nouvel outil et ont décidé d'étudier la possibilité d'étendre le projet au pays tout entier.

Regard sur l'avenir : En mai 2003, la Fédération des associations municipales a organisé une assemblée nationale à La Paz pour favoriser la création d'un réseau d'organismes donateurs internationaux et des secteurs public et privé qui s'intéressent à la durabilité du développement économique local et à la productivité des municipalités. Les participants à cette assemblée ont souligné la nécessité de trouver un terrain d'entente pour permettre aux intervenants de collaborer de façon efficace.



CRDI : B.L. Wilson

La majorité des municipalités manquent d'information sur la meilleure façon de faire valoir le bien-fondé des programmes d'agriculture urbaine et de les mettre en œuvre.



L'équipe a construit et mis à l'essai sur le terrain une maâsra automatisée et mobile pour extraire l'huile d'olive directement dans les oliveraies.

La biotransformation des grignons d'olive

Initiative de programme : Utilisation durable de la biodiversité

Contexte : Le gouvernement du Maroc souhaite que le pays devienne autosuffisant pour ce qui est de la production oléicole. Environ 60 % de l'huile d'olive du Maroc est produite par des *maâsras* traditionnelles qui sont inefficaces et génèrent des tonnes de résidus dangereux pour l'environnement.

Objectif : Accroître l'efficacité des petits producteurs, rehausser la qualité de l'huile d'olive et trouver de nouveaux usages aux résidus d'olives.

État d'avancement : Depuis le lancement de la première phase de ce projet en 1996, l'équipe de recherche de l'Institut agronomique et vétérinaire Hassan II de Rabat, au Maroc — en collaboration avec le Centre de recherche et de développement sur les aliments (CRDA) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à Saint-Hyacinthe (Québec) — a mis au point une technique permettant de convertir les

résidus d'olives en aliments pour animaux à haute teneur en protéines, de synthétiser les arômes naturels, d'améliorer les méthodes de récolte des petits exploitants ainsi que les techniques de manutention de transformation de l'olive. En 2002–2003, l'équipe a construit et mis à l'essai sur le terrain une *maâsra* automatisée et mobile pour extraire l'huile d'olive directement dans les oliveraies. L'adoption de cette technique — qui a remporté le premier prix dans la catégorie innovation à une foire agricole tenue en décembre 2002 — aidera le gouvernement marocain à moderniser l'industrie oléicole traditionnelle.

Regard sur l'avenir : Le financement du CRDI pour ce projet prendra fin en 2003. Grâce aux techniques mises au point dans le cadre de ce projet, le chercheur principal a été retenu comme candidat, en 2003, pour le *Grand prix Hassan II pour l'invention et la recherche dans le domaine agricole*. En Tunisie, des producteurs d'huile d'olive ont manifesté un vif intérêt pour la *maâsra* mobile.

Approche stratégique Favoriser la création de communautés de professionnels

Le CRDI a toujours fait du réseautage le point central de sa philosophie et de ses activités, reconnaissant explicitement que le développement, et la recherche pour le développement, sont nécessairement des activités conjointes. Depuis nombre d'années, le CRDI travaille beaucoup avec des réseaux : il leur apporte un important soutien intellectuel et investit dans le réseautage entre 25 % et 30 % de ses crédits. Les réseaux, qu'ils soient structurés ou non, sont aujourd'hui encore ce qui démarque l'approche adoptée par le Centre, qui entend favoriser la recherche interdisciplinaire, améliorer l'élaboration des politiques et encourager les analyses comparatives.

Les technologies de l'information, et l'Internet en particulier, ont facilité les échanges et les ont rendus beaucoup plus efficaces. Elles favorisent également la création de communautés de professionnels et la décentralisation de réseaux de partage du savoir formés de personnes et d'organismes qui ont des préoccupations ou des intérêts communs.

L'aperçu statistique

Nombre de projets de réseaux parrainés par le CRDI en 2002–2003 :	45
Nombre de projets de recherche en cours dans ces réseaux :	140
Nombre d'établissements de recherche participant présentement à des projets :	171

Sécurité alimentaire en Asie du Sud : amélioration de la capacité communautaire de produire des connaissances et d'influencer les politiques

Initiative de programme : Utilisation durable de la biodiversité

Contexte : La transformation du secteur traditionnel de la production alimentaire est, pour les populations rurales défavorisées, une importante source d'insécurité alimentaire et, par conséquent, d'instabilité sociale.

Objectif : Renforcer la capacité des collectivités de générer des connaissances sur les systèmes de production fondés sur la biodiversité et d'influer sur les politiques alimentaires.

État d'avancement : Dans le cadre de ce projet, diverses activités ont été menées au Bangladesh, en Inde, au Népal, au Pakistan et à Sri Lanka afin d'établir des liens entre la recherche et la défense des politiques, la formation et le renforcement des capacités. La diffusion de l'information, une importante composante de ce



La transformation du secteur traditionnel de la production alimentaire est, pour les populations rurales défavorisées, une importante source d'insécurité alimentaire et, par conséquent, d'instabilité sociale.

projet, se fait au moyen de publications, de films et d'échanges entre agriculteurs. En août 2002, ces échanges ont pris une dimension internationale lorsque 18 agriculteurs de l'Asie du Sud et du Canada se sont rassemblés pour participer au Dialogue Asie du Sud-Canada sur l'avenir de l'agriculture, organisé par le CRDI, le Réseau de l'Asie du Sud sur l'alimentation, l'écologie et la culture (SANFEC) et InterPares, une ONG canadienne. Une déclaration exposant la vision commune des participants sur l'avenir de l'agriculture a été présentée au congrès mondial de l'International Federation of Organic Agriculture Movements, à Victoria (Colombie-Britannique) ainsi qu'au Sommet mondial sur le développement durable. À l'issue du Dialogue, en février 2003, les participants canadiens se sont à leur tour rendus en Asie du Sud; des dialogues sur les politiques entre des agriculteurs et des décideurs nationaux et de divers États indiens ont été organisés dans quatre grandes villes de l'Inde (Hyderabad, Pune, Delhi, Mumbai).

Regard sur l'avenir : En août 2003, le Forum du peuple de l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC) permettra aux membres du SANFEC de proposer des stratégies susceptibles d'influer sur les politiques de la SAARC sur l'insécurité alimentaire et leur incidence sur le trafic régional des femmes et des enfants.

MERCONET : réseau de recherche et d'intégration économique de MERCOSUR

Initiative de programme : Commerce, emploi et compétitivité

Contexte : Le MERCOSUR, union douanière qui regroupe l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, a eu une incidence considérable sur l'économie de ses pays membres. L'analyse de cette incidence et de ses répercussions sur les éventuelles politiques d'appui est essentielle à la prise de décisions judicieuses sur les moyens de faire progresser l'intégration économique.

Objectif : Encourager et renforcer la contribution de la recherche au processus d'intégration régionale.

État d'avancement : Pendant la première phase du projet (1998-2002), un réseau regroupant neuf institutions de premier plan a été créé et trois projets régionaux (sur la coordination des politiques macro-économiques, sur l'investissement direct et étranger, et sur les barrières non tarifaires aux échanges interrégionaux) ont été menés à bien. Le bilan remarquable du réseau a ouvert la voie à l'expansion des activités en collaboration avec des représentants du gouvernement, de la société civile et des organisations internationales. La seconde phase, lancée en juillet 2002, est toujours axée sur la recherche, mais insiste sur le renforcement des liens entre les chercheurs, les décideurs et d'autres intervenants. Ainsi, au cours de la dernière année, MERCONET

a fourni au Foro Consultivo Económico y Social, forum du MERCOSUR représentant la société civile, les ressources techniques nécessaires pour faire connaître les positions de la société civile sur les principaux enjeux politiques.

Regard sur l'avenir : En juin 2003, le bureau de coordination du réseau s'installera au siège du MERCOSUR. Ce vote de confiance à l'endroit de MERCONET aura l'heur d'accroître les occasions d'interaction directe entre les chercheurs et les décideurs.

Création d'un réseau fondé sur les TIC en Afrique

Initiative de programme : Acacia — Collectivités et société de l'information en Afrique

Contexte : Les décideurs africains demandent de plus en plus d'informations, de recherches et d'analyses sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) comme outils de croissance. Mais la recherche dans ce domaine est limitée et fragmentée.

Objectif : Créer un réseau sur les TIC à l'intention des établissements de recherche de l'Afrique.

État d'avancement : Lancé en décembre 2002, ce projet vise à créer en Afrique un fonds de recherches stratégiques reposant sur les TIC et à l'installer au centre LINK (Learning Information Networking Knowledge Centre) de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg, en Afrique du Sud. Ce projet permettra de renforcer les capacités de recherche de LINK, d'améliorer la coordination des activités, de stimuler les débats sur tout le continent et de faciliter l'accès à l'information des décideurs, des universitaires et des organismes de la société civile. Le programme de recherche, élaboré conjointement par les intervenants, s'inspire d'autres initiatives financées par le CRDI en Afrique. Le réseau continental sera encore bonifié par l'adhésion de LINK à LIRNE.NET (Learning Initiatives on Reforms for Network Economies), outil de collaboration internationale entre les centres ou programmes universitaires suivants : la Delft University of Technology, la Technical University of Denmark et la London School of Economics. LINK est le premier établissement universitaire de l'Afrique à se joindre au réseau.



CRDI : D. Barbour

Le bilan remarquable de MERCONET a ouvert la voie à l'expansion des activités en collaboration avec des représentants du gouvernement, de la société civile et des organisations internationales.



CRDI : P. Bennett

Les décideurs africains demandent de plus en plus d'informations, de recherches et d'analyses sur l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) comme outils de croissance.

Regard sur l'avenir : En 2003, les membres du réseau participeront au premier forum de spécialistes à être organisé en Afrique par le centre LINK avec l'appui du CRDI. Le forum aura pour thème « La stimulation des investissements dans le développement de réseaux ». En outre, des programmes universitaires de deuxième et de troisième cycles sur les politiques des TIC seront, pour la première fois, mis sur pied en Afrique.

Approche stratégique

La diffusion des résultats de la recherche

De l'information à l'action, en passant par le savoir : ce continuum repose sur plusieurs facteurs dont la diffusion n'est pas le moindre. On entend par diffusion que l'information recueillie soit mise à la disposition de ceux qui peuvent s'en servir pour créer des connaissances, favoriser les discussions et accroître la participation à l'élaboration des politiques publiques. La diffusion des résultats de la recherche qu'il appuie a toujours été pour le CRDI de la plus haute importance; divers moyens, auxquels tant les chercheurs que les activités institutionnelles ont recours, sont mis à contribution précisément à cette fin. De plus en plus, ce type de communication fait partie intégrante des projets financés par le CRDI.

L'aperçu statistique des communications institutionnelles en 2002-2003

Publications du CRDI et coéditions	18
■ Environnement et gestion des ressources naturelles	6
■ Technologies de l'information et de la communication au service du développement	4
■ Équité sociale et économique	6
■ Autres	2
Ouvrages imprimés en circulation	210
Versions intégrales en ligne (publications gratuites)	80
Nombre d'exemplaires distribués (vente et distribution gratuite)	17 572
Recettes de vente de livres	100 001 \$
Visites des pages Web du CRDI	plus de 11 millions
Consultations du catalogue des Éditions du CRDI	plus de 250 000

L'INFORMATION À LA PORTÉE DES CHERCHEURS

L'archivage et la diffusion des résultats des recherches financées par le CRDI incombent à la Division des services de gestion de l'information sur la recherche (SGIR). La SGIR veille ainsi à ce que les chercheurs aient accès en tout temps au capital de connaissances accumulées par le Centre.

- **Archives :** 1 073 articles se sont ajoutés à la collection en 2002-2003.
- **BIBLIO :** Catalogue informatisé du fonds documentaire de la bibliothèque du CRDI où les chercheurs peuvent trouver le rapport final de toutes les recherches financées par le CRDI depuis plus de trente ans. La version intégrale de plusieurs documents et rapports est désormais disponible en ligne. En 2002-2003, 32 451 recherches ont été faites par des chercheurs de l'extérieur du CRDI.
- **IDRIS :** Cette base de données contient de l'information descriptive sur les activités de recherche financées par le CRDI dans tous les domaines du développement depuis la fondation du Centre. En 2002-2003, 19 189 recherches ont été faites par des chercheurs de l'extérieur du CRDI.
- **IMAGES :** Cette base de données donne accès à des milliers de diapositives numérisées se rapportant aux activités et projets du CRDI dans les pays en développement. En 2002-2003, 8 326 recherches ont été faites par des chercheurs de l'extérieur du CRDI.
- **Services d'information :** Le personnel de la bibliothèque reçoit des demandes d'information et de rapports sur les activités et projets du CRDI de chercheurs et d'étudiants de partout dans le monde. En 2002-2003, 835 demandes lui sont parvenues.

APPRENDRE À CONTRIBUER AUX POLITIQUES DU VIET NAM

Quoiqu'il soit toujours aux prises avec d'énormes problèmes économiques et sociaux, le Viet Nam a fait des pas de géant : en moins de douze ans, il a réussi à remonter du bas de la liste de la Banque mondiale, où il côtoyait les autres pays les moins développés, pour se situer dorénavant « simplement » parmi les pays en développement. Le CRDI a soutenu le renforcement des capacités de recherche économique au Viet Nam pendant toutes ces années. Cette recherche a-t-elle contribué à l'élaboration des politiques économiques au Viet Nam ?

Une étude commandée par la Section de l'évaluation du CRDI en 2002-2003 avait pour objet de déterminer dans quelle mesure — et par quels moyens — les travaux parrainés par le CRDI au Viet Nam ont influé sur les politiques. Cette étude s'inscrit dans un vaste projet sur l'influence de la recherche sur les politiques publiques entrepris par la Section de l'évaluation du CRDI (voir en page 36).

La présence du CRDI au Viet Nam remonte à 1991. En 1993, le CRDI et l'ACDI ont appuyé une initiative d'envergure visant à renforcer les capacités de recherche du Viet Nam en l'environnement et en économie : le Développement économique durable au Vietnam et en Indochine (VISED). Lorsque le projet a pris fin en 1997, il avait parrainé une cinquantaine de projets divers menés dans 25 institutions. En 1997, l'ACDI et le CRDI ont tous deux versé 1,2 million \$ au programme quinquennal qui allait lui succéder sous l'appellation Gestion de l'économie et de l'environnement au Viet Nam. Désigné par son sigle anglais, VEEM, ce programme s'inscrivait dans la foulée de son prédécesseur mais il devait être beaucoup mieux structuré. Le volet économie portait sur la libéralisation du commerce et la compétitivité des industries d'exportation; VEEM a été centré sur la composante politique dès le départ. Parallèlement, le CRDI appuyait la recherche sur la modélisation économique et un système communautaire de suivi de la pauvreté par l'intermédiaire de l'initiative de programme Impacts micros des politiques macro-économiques et d'ajustement (MIMAP).

L'examen de ces trois programmes de recherche conclut que tous trois ont influé sur la politique; ils ont permis en particulier d'accroître la capacité d'élaboration des politiques en facilitant l'expression des aptitudes en recherche et analyse politique et, notamment, en renforçant la capacité de communiquer de nouvelles idées. Ces programmes ont aussi eu pour effet d'élargir les horizons politiques en offrant entre autres des possibilités d'apprentissage et de réseautage et en faisant mieux connaître les enjeux. Le moment était bien choisi pour lancer ces programmes, alors que le système économique du Viet Nam subissait une transformation en profondeur. La collaboration de groupes consultatifs expérimentés avec des intervenants très influents a sans doute contribué également à l'heureuse issue de cette initiative.

Ce qui a eu la plus grande importance, toutefois, c'est l'approche adoptée par le CRDI et qui visait à créer au Viet Nam une entité autonome de recherche et d'élaboration des politiques par le



CRDI : M. Hibler

renforcement des capacités, le développement institutionnel et le réseautage. Ce projet, pouvait-on lire dans le rapport, « est une entreprise de longue haleine qui exige de la patience et l'affectation soutenue de ressources humaines et financières, pendant plusieurs années, et qui refuse de se laisser décourager par la confusion et les tâtonnements du début ou par l'absence de résultats probants immédiats ». Le CRDI, poursuit-on, « a su persévérer pendant toute une décennie en dépit de sérieuses difficultés et de critiques occasionnelles et même de contretemps démoralisants ».

VISED a donc constitué une phase expérimentale où on a pu mettre cette approche à l'essai, évaluer les institutions et former un premier groupe de chercheurs. VEEM — et dans une certaine mesure MIMAP — ont mis à profit cette expérience et l'ont menée à terme. Peut-être est-ce le Réseau de recherche économique du Viet Nam (VERN) qui récoltera les fruits de la persévérance du CRDI ? Ce réseau, qui doit poursuivre les travaux amorcés sur les questions liées au commerce, à la croissance économique et à la pauvreté, a été financé en 2002-2003 grâce à un programme d'octroi de petites subventions par concours, coordonné par l'Institute of Economics, premier et fidèle partenaire du CRDI dans ce pays. Le projet comporte aussi des activités visant à mettre les résultats du projet à la disposition des décideurs et à favoriser un vaste débat avec la société civile, pour autant que la situation politique le permette.

Le CRDI, pour sa part, ne manquera pas de mettre en application les leçons tirées de ces expériences dans ses programmes à venir.

Programme du Sud sur le commerce et l'environnement

Initiative de programme : Commerce, emploi et compétitivité

Contexte : Deux grands courants de pensée dominent le débat sur les politiques internationales en matière de commerce et d'environnement : celui des pays industrialisés selon lesquels les pays en développement seraient prêts à sacrifier leur environnement à la croissance et celui des pays en développement qui suspectent que les mesures environnementales ajoutées aux accords commerciaux ne sont en fait que des mesures protectionnistes.

Objectif : Renforcer la capacité des négociateurs et des décideurs des pays en développement de faire valoir leurs positions dans les négociations multilatérales sur le commerce et l'environnement.

État d'avancement : Au cours de la première phase de ce projet — qui a pris fin en octobre 2002 et qui constitue la première tentative de recueillir et d'analyser systématiquement les points de vue des délégués des pays en développement — des consultations officielles et officieuses ont eu lieu avant et lors de la quatrième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce à Doha, au Qatar, en novembre 2001. La seconde phase, lancée en mars 2003, fournira des données probantes et des arguments susceptibles d'aider les gouvernements des pays en développement à participer de façon constructive aux négociations de Doha sur le

commerce et l'environnement. Les travaux ont été confiés à l'Institut international du développement durable, au Centre international pour le commerce et le développement durable et à dix institutions du Sud, membres d'un réseau londonien appelé The RING (Regional and International Networking Group).

Regard sur l'avenir : Divers moyens sont prévus pour favoriser le dialogue sur les politiques commerciales et environnementales, notamment des documents d'information pour les consultations régionales, un manuel de référence pour les négociations sur le commerce et l'environnement, outre une série de consultations ciblées et des forums multilatéraux visant à analyser et défendre les intérêts des pays en développement lors des négociations multilatérales sur le commerce et l'environnement.

Plantes médicinales et aromatiques en Asie (MAPPA)

Initiative de programme : Utilisation durable de la biodiversité

Contexte : En Asie du Sud, pour la majorité de la population — et surtout les plus démunis — les plantes médicinales et aromatiques servent à assurer les soins primaires.

Objectif : Accroître l'utilisation équitable et durable des plantes médicinales et aromatiques en Asie du Sud.

État d'avancement : Le CRDI appuie la recherche sur les plantes médicinales en

Asie du Sud depuis 1994 et il continue de le faire par l'intermédiaire de MAPPA, programme d'octroi de petites subventions, de réseautage et de collaboration basé au Bureau régional de l'Asie du Sud à New Delhi, en Inde. Également parrainé par la Fondation Ford, le Fonds international de développement agricole et l'ACDI, le programme MAPPA a connu de francs succès. La communication et la diffusion de l'information sont des éléments essentiels des travaux de MAPPA. Ainsi, au cours des quatre derniers mois de 2002-2003, le programme a parrainé un séminaire et une exposition indo-népalaise organisés par le ministère de la Science et de la technologie de Kathmandu; publié les actes d'un colloque régional sur le partage de l'expérience locale et nationale en conservation des plantes médicinales et aromatiques en Asie du Sud; et apporté son soutien à un atelier sur les meilleures pratiques dans l'utilisation des plantes médicinales himalayennes, organisé conjointement par le CRDI, l'UNESCO, le Fonds mondial pour la nature, People and Plants International et le ministère des forêts et de la conservation des sols du Népal.

Regard sur l'avenir : L'information accumulée par MAPPA est largement diffusée par le réseau mondial d'information sur les plantes médicinales (MEDPLANT). Le programme MAPPA entame une seconde étape grâce à l'appui du CRDI, de la Fondation Ford et du Fonds international de développement agricole.

Régime foncier, accès aux ressources de la forêt, de la terre et de l'eau, et utilisation de ces ressources (Bolivie)

Initiative de programme : Solutions de rechange pour la gestion des ressources naturelles en Amérique latine et dans les Caraïbes (Minga)

Contexte : Dans la région andine, le bien-être et l'avenir des ruraux, l'économie nationale et l'approvisionnement en eau des villes sont tributaires de l'utilisation durable des terres, de l'eau et des ressources forestières.

Objectif : Étudier les questions entourant le régime foncier de même que l'accès et l'utilisation des ressources naturelles des vallées inter-andines de Bolivie comme point de départ de l'élaboration d'un programme d'action.

État d'avancement : Un consortium de cinq organisations boliviennes, dirigé par



CRDI : S. Colvey

En Asie du Sud, pour la majorité de la population, et surtout les plus démunis, les plantes médicinales et aromatiques servent à assurer les soins primaires.



Dans la région andine, le bien-être et l'avenir des ruraux, l'économie nationale et l'approvisionnement en eau des villes sont tributaires de l'utilisation durable des terres, de l'eau et des ressources forestières.

la Fundación TIERRA à La Paz, en Bolivie, a étudié en profondeur et analysé l'incidence des modifications du régime foncier sur l'accès des hommes et des femmes des régions rurales aux ressources naturelles des vallées inter-andines depuis la réforme agraire de 1952. Les principales constatations révèlent que, à l'encontre de l'actuelle loi cadastrale, la population réclame des titres de propriété privés et collectifs des ressources communes ainsi que des titres de propriété privés des parcelles individuelles. Ces résultats ont été transmis aux autorités municipales dans le cadre d'ateliers tenus dans toutes les municipalités à l'étude puisque ce sont elles qui sont chargées de la mise en œuvre de la réforme agraire. Un document d'information sur ces conclusions a été préparé en octobre 2002 et un livre a été publié en février 2003. Le projet a officiellement pris fin en novembre 2002.

Regard sur l'avenir : Le CRDI a appuyé le prolongement du projet jusqu'en juin 2003 pour permettre une plus vaste diffusion des résultats. Des négociations sont en cours en vue de poursuivre la recherche lors d'une nouvelle phase qui portera sur la troisième région de la Bolivie, l'Altiplano, et permettra de mener une enquête dans tout le pays.

Politique sur la sécurité et la défense au Guatemala

Initiative de programme : Consolidation de la paix et reconstruction

Contexte : La réforme des institutions démocratiques est un des éléments indispensables de l'instauration d'une paix

durable dans les sociétés déchirées par la guerre. Au Guatemala, ce principe a été expressément reconnu dans l'Accord de 1996 sur le renforcement du pouvoir civil et le rôle de l'armée dans une société démocratique.

Objectif : Contribuer à la consolidation de la paix au Guatemala par le renforcement des capacités des divers secteurs de la société guatémaltèque afin d'aider à la formulation d'options politiques réalisables en matière de sécurité et de défense.

État d'avancement : Cinq brochures sur les politiques de sécurité et le rôle des organisations civiles et de défense ont été préparées et distribuées à des groupes stratégiquement ciblés lors de présentations publiques et par des envois postaux aux membres du Congrès guatémaltèque, aux partis politiques, aux journalistes, aux universitaires et aux membres d'organisations sociales. Ces brochures ont aussi servi à alimenter les discussions qui ont eu lieu lors du dialogue entourant la formulation du livre blanc du Guatemala sur la politique de défense. Ce projet, qui a pris fin en mars 2003, faisait suite à un projet mené par la Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales qui s'adressait aux hautes instances politiques et aux universitaires. Une importante leçon a été tirée de ce premier projet, soit que pour s'attaquer véritablement aux questions de sécurité et de politique de défense au Guatemala, les membres de la société doivent avoir accès à l'information dans un environnement convivial.

Regard sur l'avenir : En Amérique centrale, la réforme du secteur de la sécurité

et le rôle de l'armée dans une société démocratique sont intimement liés aux débats plus vastes sur la reddition des comptes et les dépenses militaires, la réforme de la politique sociale et le développement socioéconomique équitable. Le CRDI continue d'appuyer la recherche en Amérique latine afin que les populations de ce continent puissent acquérir de solides connaissances et être en mesure de prendre des décisions éclairées.

La gestion des contenus Web au CRDI

Contexte : L'ampleur du site public et de l'intranet du CRDI dépasse désormais le système existant d'édition Web.

Objectif : Fournir au Centre un « guichet unique » pour l'Internet, l'intranet et les Éditions du CRDI et permettre ainsi la création de sites sur des sujets précis et la gestion de contenus en vue du rassemblement et du partage de connaissances.

État d'avancement : La conception du site réseau et du site public du CRDI est terminée. L'adaptation du système de gestion de contenus Web aux besoins du Centre est aussi achevée et plus de 35 000 documents ont été importés dans le nouveau système. Plus d'une centaine d'employés ont reçu une formation sur le fonctionnement du logiciel à Ottawa et dans les bureaux régionaux. Le site du réseau de recherche a été lancé officiellement en décembre 2002. Le lancement officiel du site public aura lieu vers la fin de l'été 2003.

Regard sur l'avenir : La piètre qualité de la connectivité a retardé la mise en service du système au Bureau régional de l'Afrique orientale et australe et la guerre a empêché de poursuivre l'installation au Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Le nombre imprévu des demandes de sites supplémentaires et de personnalisation a ralenti l'aménagement des sites intranet qui devrait être terminé à la fin de l'année en cours. Le premier site Web communautaire — celui du réseau MIMAP — a été intégré au système afin que les utilisateurs de l'extérieur du CRDI puissent y avoir accès.

L'objectif ANALYSER, EXPLORER, CONSOLIDER

« Le CRDI explorera de nouvelles possibilités d'action et reprendra dans le nouveau plan quinquennal des éléments judicieusement choisis parmi les anciens programmes dans lesquels il a investi. »

CRDI : P. Bennett



L'évaluation apporte une contribution essentielle à l'apprentissage et à la prise de décisions sur la recherche du CRDI.

La capacité de répondre à l'évolution des partenaires du monde en développement et de mettre à profit les nouvelles connaissances acquises par les scientifiques du Sud, voilà des atouts qui sont devenus caractéristiques de la souplesse du CRDI. Mais la flexibilité a ses exigences. Aussi le CRDI compte-t-il sur l'expérience et le jugement de son personnel, sur des analyses approfondies de l'environnement et sur divers autres mécanismes pour explorer les nouvelles voies de la recherche où son appui peut le mieux contribuer au développement.

L'œuvre de développement requiert un juste équilibre entre, d'une part, les demandes et les besoins immédiats des nouvelles activités et, d'autre part, le soutien à long terme de la recherche et du renforcement des capacités. Ne dit-on pas que la persévérance vient à bout de tout ? Mais la persévérance n'est possible qu'à la lumière de l'information; l'évaluation est une source d'information. Le processus d'évaluation que le CRDI a mis en place — et qu'il continue à améliorer — fournit des renseignements indispensables à la prise de décisions éclairées tant au sein du Centre que parmi les partenaires qu'il

soutient. Les exemples qui suivent illustrent la façon dont le CRDI s'y prend pour assurer l'équilibre entre l'exploration de nouvelles possibilités d'action et la reprise dans le plan quinquennal en vigueur des éléments judicieusement choisis parmi les anciens programmes dans lesquels il a investi.

Approche stratégique L'évaluation

L'évaluation apporte une contribution essentielle à l'apprentissage et à la prise de décisions sur la recherche au CRDI et, de plus en plus, dans les institutions partenaires. Le Centre préconise l'évaluation comme outil de planification, de gestion et de reddition de compte. Il veille aussi à renforcer les capacités d'évaluation locales et il détermine quelles utilisations on fait de la recherche et leurs effets sur le développement. La demande croissante de formation en évaluation et l'apparition dans le Sud d'associations d'évaluation attestent que nos partenaires du Sud ont aussi recours à cet outil pour améliorer l'efficacité de leurs institutions et les travaux de recherche qu'ils entreprennent.

L'aperçu statistique

Domaine de programme	2002-2003				2001-2002				2000-2001			
	Total	Projets	Programmes	Institution	Total	Projets	Programmes	Institution	Total	Project	Programmes	Institution
EGRN	17	7	5	5	10	8	2	0	14	10	4	0
ESE	5	0	1	4	6	4	2	0	17	14	3	0
TIC-D	9	1	1	7	2	2	0	0	4	2	2	0
Autres	1	0	1	0	4	0	1	3	2	0	0	2
Total	32	8	8	16	22	14	5	3	37	26	9	2

Le Cadre d'évaluation intégré

Contexte : L'apprentissage par la pratique, un des objectifs généraux du Centre, est aussi appliqué aux programmes du CRDI. C'est par des études d'évaluation que les responsables des programmes en déterminent l'efficacité. Cependant, les évaluations qui répondent aux besoins des projets et des programmes ne produisent pas de données qui soient facilement accessibles et utilisables par le Centre pour étudier des questions stratégiques ou examiner son rendement. Or, au cours de la mise en œuvre du Plan quinquennal, il est devenu évident que de meilleures mesures du rendement du Centre s'imposaient.

Objectif : Produire des données empiriques sur les principaux secteurs de rendement du Centre.

État d'avancement : En avril 2001, le Comité de la haute direction s'est engagé à inclure dans le système d'évaluation du CRDI le suivi exhaustif du rendement du Centre. À cet effet, la haute direction a choisi dans le Plan quinquennal sept secteurs de rendement à surveiller : les facteurs sexospécifiques, les partenariats canadiens, la pensée évaluative, l'équilibre entre la présence régionale et les programmes, les partenariats avec les bailleurs de fonds, le renforcement des capacités autochtones et l'influence exercée sur les politiques et la technologie. De concert avec la Section de l'évaluation, la haute direction a défini, l'an dernier, ce qu'il faut entendre par rendement satisfaisant dans chacun de ces secteurs et elle continue à suivre la situation de près.

Regard sur l'avenir : La Section de l'évaluation continuera à préparer des documents d'information sur le suivi du rendement, en affinant les stratégies de suivi ainsi que par la collecte et l'analyse des données.

Une nouvelle méthode d'évaluation des sexospécificités

Contexte : À l'échelle mondiale, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) est désormais une composante commune aux projets de développement. Pourtant, bien peu d'organismes de développement comprennent parfaitement leurs répercussions sur l'égalité des sexes.

Objectif : Mettre au point des méthodes pour déterminer si les TIC améliorent réellement la vie des femmes et de quelle

façon, et pour intégrer systématiquement les considérations sexospécifiques dans les projets reposant sur les technologies de l'information et de la communication au service du développement.

État d'avancement : Depuis 2001, le CRDI a parrainé, en collaboration avec le Programme d'appui aux réseaux de femmes de l'Association pour le progrès des communications (APC) et un consortium de donateurs, un projet visant à élaborer des outils et à renforcer les capacités afin de mieux évaluer l'incidence de l'implantation des TIC sur les aspects sexospécifiques et sociaux. Ce projet a donné lieu à l'élaboration d'une nouvelle méthode d'évaluation, Gender Evaluation Methodology (GEM). En intégrant l'analyse comparative entre les sexes aux évaluations de l'utilisation des TIC en vue d'amener un changement social, la méthode GEM peut servir d'outil de planification pour faire en sorte que les projets tiennent compte des besoins spécifiques des femmes. En 2002, l'APC, avec le concours de la Section de l'évaluation du CRDI, a peaufiné cette méthode et commencé à en évaluer les possibilités d'application dans le cadre d'une série d'ateliers tenus en Afrique, en Amérique latine et en Europe centrale et orientale. À l'heure actuelle, 29 organismes et réseaux participent à la mise à l'essai de la méthode GEM dans divers projets d'utilisation des TIC.

Regard sur l'avenir : L'APC se fondera sur les résultats des ateliers régionaux et des expériences locales pour perfectionner la méthode d'évaluation et tirer des leçons de l'incidence de l'utilisation des TIC sur

l'égalité des sexes, du renforcement des moyens d'action des femmes et de la transformation sociale. On dispensera une formation sur l'application de la méthode GEM à un groupe de particuliers et d'organismes qui agiront ensuite comme personnes-ressources.

L'influence de la recherche sur les politiques publiques

Contexte : L'appui à la recherche qui influe sur l'élaboration des politiques est de plus en plus au cœur des activités du CRDI. Bien qu'il ne fasse aucun doute que la recherche appuyée par le CRDI exerce des influences diverses sur les politiques, la façon dont elle contribue réellement à l'élaboration des politiques est loin d'être parfaitement comprise.

Objectif : Mieux faire comprendre l'influence de la recherche financée par le CRDI sur les politiques publiques afin d'améliorer, à l'avenir, la portée politique des programmes du Centre.

État d'avancement : En 2001, le CRDI a procédé à une évaluation stratégique de l'influence de la recherche sur les politiques. Il a commandé 29 études de cas portant sur 67 projets dans plus de 20 pays. Conjuguée à d'autres études préliminaires, cette recherche, achevée en 2002-2003, présente sous un jour nouveau la façon dont les programmes du CRDI contribuent à influencer sur les politiques. Au cours de l'année dernière, quatre ateliers ont été tenus, en Afrique, en Asie, en Amérique latine et à Ottawa, pour discuter des résultats de cette recherche et entreprendre l'analyse des études de cas.



À l'échelle mondiale, l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) est désormais une composante commune aux projets de développement. Pourtant, bien peu d'organismes de développement comprennent parfaitement leurs répercussions sur l'égalité des sexes.



Les organismes de développement doivent constamment démontrer que leurs programmes améliorent le bien-être des bénéficiaires auxquels leurs programmes s'adressent.

Regard sur l'avenir : Les questions soulevées durant les ateliers, telles que l'importance de la constance du soutien du CRDI et les moyens utilisés pour communiquer efficacement les résultats de la recherche aux décideurs et aux autres intervenants, et en assurer une vaste diffusion, seront approfondies. Les études seront analysées, synthétisées et publiées.

La cartographie des incidences

Contexte : Les organismes de développement doivent constamment démontrer que leurs programmes améliorent le bien-être des bénéficiaires auxquels ils s'adressent. Cependant, de telles « incidences » sont souvent l'effet conjugué d'événements dont aucun organisme ou groupe d'organismes ne peut réellement s'attribuer le mérite. Par conséquent, l'évaluation des incidences des projets de développement n'est pas une tâche aisée.

Objectif : Définir et évaluer en quoi les programmes de développement contribuent à l'amélioration de la vie des gens.

État d'avancement : En 1999, la Section de l'évaluation du CRDI a élaboré une

nouvelle approche pour planifier, suivre et évaluer la recherche en développement. Dénommée cartographie des incidences, cette approche s'intéresse en priorité aux modifications des comportements et évalue dans quelle mesure une intervention donnée contribue à la résolution d'un problème. Pour faire suite à la publication, en 2001, d'un ouvrage intitulé *La cartographie des incidences : intégrer l'apprentissage et la réflexion dans les programmes de développement*, le CRDI a, au cours de l'année dernière, parachevé l'élaboration d'une boîte à outils destinée à ceux qui enseignent et appliquent cette méthode. Au CRDI, la cartographie des incidences est désormais utilisée par 12 programmes. À l'extérieur du Centre, plus de 30 organismes ont adopté cette nouvelle approche.

Regard sur l'avenir : Le CRDI continuera à perfectionner la cartographie des incidences et à en faire valoir les avantages pour surveiller, évaluer et améliorer l'efficacité des programmes.

Approche stratégique Les partenariats

Par partenariat, le CRDI entend une relation fondée sur une vision commune et un respect mutuel, qui traite des questions d'équité liées à la propriété et au contrôle; qui reconnaît pleinement les diverses contributions de chaque partenaire; qui admet explicitement les droits, obligations et responsabilités réciproques; et qui est entretenue de manière ouverte, transparente et collégiale. Les partenariats avec les bénéficiaires, les Canadiens, les autres bailleurs de fonds et gouvernements ont toujours constitué pour le CRDI une importante stratégie qui lui permet non seulement d'obtenir l'appui voulu pour mener à bien des travaux de recherche prometteurs, mais aussi d'augmenter les fonds destinés aux chercheurs dans les pays en développement. Le Centre entend bien conserver cet objectif prioritaire. La Division des partenariats et du développement des affaires est le point de convergence des démarches que fait le CRDI pour augmenter les ressources consacrées aux activités de recherche dans le Sud, notamment par l'établissement de partenariats stratégiques avec des bailleurs de fonds, des organismes de développement et d'autres institutions aux vues similaires au Canada et dans le monde.

L'aperçu statistique

Nombre de partenariats avec les bailleurs de fonds en cours en 2002-2003 :	39
Nombre de partenaires donateurs à ce jour :	146
Objectif de l'augmentation des revenus pour 2002-2003 :	16,5 millions \$
Augmentation réelle des revenus :	36,5 millions \$*
Ressources prévues pour 2003-2004 :	15,4 millions \$

* L'écart est dû aux délais dans le retrait de l'Initiative pour les micronutriments, devenue une entité distincte.

Mise en place de systèmes d'apprentissage au Honduras

Contexte : En octobre 1998, l'ouragan Mitch a dévasté l'Amérique centrale et laissé 1,5 million de victimes dans son sillage. Un des pays les plus touchés a été le Honduras. Grâce au soutien de la communauté internationale, le gouvernement du Honduras a lancé une série de tables rondes sectorielles qui ont réuni des représentants du gouvernement, de la société civile et des bailleurs de fonds pour coordonner la reconstruction du pays. D'autres intervenants ont été invités à prendre part à ces tables rondes afin de contribuer à la mise en œuvre des plans de développement du Honduras.

Objectif : Renforcer les capacités du Honduras de planifier et de mettre en œuvre des projets et des politiques de développement répondant aux besoins des pauvres et des autres groupes vulnérables.

État d'avancement : En 2002, le CRDI et l'ACDI ont annoncé la création du programme Mise en place de systèmes



En 2002, le CRDI et l'ACDI ont annoncé la création du programme Mise en place de systèmes d'apprentissage au Honduras.



Les projets sont isolés en raison de la piètre qualité de la connectivité dans la plupart des régions rurales de l'Asie et du Pacifique.

d'apprentissage au Honduras. Son financement provient d'une subvention de 5 millions \$ du programme Pro-Mesas de l'ACDI, créé pour intensifier le dialogue entre le gouvernement, la société civile et les bailleurs de fonds qui appuient la reconstruction du Honduras à la suite de l'ouragan Mitch. Le projet alimentera les discussions lors des tables rondes sur l'agriculture et l'environnement. Une subvention offerte par le CRDI a aussi été approuvée, en 2002-2003, pour appuyer cet effort concerté.

Regard vers l'avenir : Ce projet permet de faire l'expérience de l'instauration de systèmes d'apprentissage dans deux forums de planification : l'équipe de Pro-Mesas et le programme national pour le développement rural durable. Le secrétariat Bellanet du CRDI travaille présentement avec des partenaires nationaux à la mise sur pied d'un système de communication et de transfert de connaissances en ligne afin de colliger et de partager les résultats émanant de ces forums et d'autres tribunes du même genre.

Création de réseaux électroniques pour les projets ruraux dans la région de l'Asie et du Pacifique

Initiative de programme : Réseau PAN Asie

Contexte : Les projets financés par le Fonds international de développement agricole (FIDA), organisme des Nations Unies chargé de réduire la pauvreté dans les communautés rurales, sont isolés en raison de la piètre qualité de la connectivité dans la plupart des régions rurales de l'Asie et du Pacifique.

Objectif : Soutenir les projets subventionnés par le FIDA afin de les rendre plus efficaces du point de vue de la documentation, du partage des connaissances et des meilleures pratiques dans le domaine du développement rural, principalement grâce aux médias électroniques.

État d'avancement : Une phase expérimentale de trois ans en vue d'implanter des réseaux électroniques dans les régions rurales de l'Asie et du Pacifique a été lancée en 1998 grâce à l'appui du CRDI. Une évaluation de cette initiative, désignée par l'acronyme ENRAP, révèle que l'on a fait d'importants progrès dans les projets financés par le FIDA pour ce qui est du renforcement des capacités et de la sensibilisation à la nécessité et aux avantages de systèmes de communication autonomes. Cependant, l'évaluation a aussi permis de constater que le projet n'a pas atteint ses buts en ce qui concerne la documentation et le partage systématique des connaissances à l'échelle du réseau. Au terme de la première phase du projet, à la fin de 2002, les principaux partenaires d'ENRAP (le FIDA, Bellanet, le CRDI, la coopérative de recherche NEXUS, le groupe TeleCommons Development et World Link Communications Private Limited du Népal) ont convenu d'une seconde phase de financement. Fondée sur les résultats de l'évaluation, cette phase vise à accroître l'efficacité des projets du FIDA au regard de la documentation, du partage des connaissances et des pratiques exemplaires.

Regard vers l'avenir : Les objectifs d'ENRAP II seront mieux ciblés, plus clairs et plus concrets. Ce réseau, qui tiendra davantage compte de l'aspect humain, permettra aussi d'assurer un accès minimal aux TIC et de renforcer les capacités institutionnelles afin de favoriser les communications et l'échange des connaissances. L'accent sera mis en particulier sur l'établissement de réseaux nationaux qui faciliteront la réalisation de ces objectifs. ENRAP compte mettre à contribution environ 40 projets dans huit pays.

Subventions pour la coopération en recherche entre le Canada, l'Amérique latine et les Caraïbes *Partenariats canadiens*

Contexte : Un grand nombre de chercheurs du Canada, de l'Amérique latine et des Caraïbes sont de plus en plus intéressés à établir entre eux des partenariats plus solides. Le CRDI a toujours encouragé ce genre de collaboration depuis la création

de son programme de Partenariats canadiens, en 1979. Ce programme soutient un large éventail d'activités de recherche de petite envergure, outre des initiatives de partage et de diffusion des connaissances, qui visent à faire participer la population à l'étude de questions d'importance mondiale.

Objectif : Renforcer les partenariats internationaux et consolider les nouveaux réseaux de chercheurs universitaires du Canada et de l'Amérique latine qui se penchent sur un ou plusieurs thèmes prioritaires du CRDI.

État d'avancement : Depuis le lancement du projet en 1995, 108 subventions ont été octroyées. En 2002-2003, le CRDI a reconduit son financement des subventions pour la coopération en recherche entre le Canada, l'Amérique latine et les Caraïbes pour un troisième cycle de trois ans. Financée par le CRDI, cette initiative est administrée par l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC). Grâce à ce programme de coopération en recherche, l'AUCC et le CRDI favorisent une meilleure compréhension et une meilleure connaissance réciproque entre les chercheurs et leurs établissements à travers les Amériques.

Regard sur l'avenir : Seize subventions d'aide aux déplacements, d'un maximum de 6 500 \$ chacune, seront accordées en 2003. L'AUCC et le CRDI renforceront et élargiront la portée des interactions entre les chercheurs canadiens et latino-américains.



Un grand nombre de chercheurs du Canada, de l'Amérique latine et des Caraïbes sont de plus en plus intéressés à établir entre eux des partenariats plus solides.

APPRENDRE À ENGAGER LES COLLECTIVITÉS LOCALES

Voici un des projets du CRDI qui a le plus attiré l'attention. Au début des années 1990, les médias du monde entier ont été fascinés par un village du nord du Chili qui récupérait l'humidité du brouillard pour la transformer en eau potable. Journalistes et caméramans se sont précipités pour observer les filets gigantesques collecter l'humidité des brouillards côtiers. L'eau recueillie — dont les gouttes qui, en s'accumulant, donnaient en moyenne 15 000 litres d'eau par jour — était acheminée par canalisation du mont El Tofo au village de Chungungo, une des régions les plus arides du monde.

La technique a été efficace, et l'approvisionnement accru en eau a transformé le village. Sa population a triplé, et les élus locaux ont profité de la nouvelle image de la collectivité pour exercer des pressions afin d'obtenir des services d'électricité et de téléphone. À l'été 2002, toutefois, les filets installés au sommet du mont El Tofo étaient en lambeaux et l'administration locale a dû entreprendre des démarches pour la construction d'un pipeline entre le fleuve Los Choros et le village afin de l'approvisionner en eau. Pour l'instant, l'eau est de nouveau transportée par camion au village à des coûts beaucoup plus élevés.

Qu'est-ce qui a changé ? D'abord, cette réussite a entraîné des problèmes d'ordre pratique. Le nombre de villageois est passé de 300 à 900, et le nombre de capteurs de brouillard prévu n'a pas suffi. Situation plus inquiétante, les périodes sans brouillard ont vidé les réservoirs et causé des sécheresses occasionnelles au village. Les capteurs de brouillard ont fini par être considérés comme une source peu fiable d'approvisionnement en eau. Dans une étude commandée par le CRDI en 2002, les chercheurs ont constaté des lacunes dans les travaux exploratoires menés au départ pour déterminer si la collectivité était suffisamment

engagée pour utiliser une technique de ce genre et dans quelle mesure elle était prête à contribuer à l'entretien des filets. Ces lacunes étaient attribuables au changement d'orientation du projet. Il avait été conçu au départ comme un moyen de parfaire la technologie, l'eau devant être utilisée dans un projet de reboisement. Approvisionner la collectivité en eau était une application imprévue qui a jeté le chaos parmi les organismes en cause puisque aucune autorité n'était officiellement responsable du système.

Ceux qui ont suivi l'évolution en dents de scie du projet ont tiré certaines leçons de l'expérience. L'une de ces leçons est que la viabilité à long terme d'un projet de développement dépend toujours du contexte social ainsi que de la participation et de l'engagement des populations locales. Selon l'approche multidisciplinaire qui caractérise les programmes du CRDI, perfectionnée depuis le lancement du projet de capteurs de brouillard, la recherche tient compte des dimensions sociales autant que des aspects techniques d'un problème. Le défi permanent consiste à veiller à ce que ces facteurs soient correctement pris en compte dans la conception et l'exécution de chaque projet de recherche.

Ce projet permet de tirer une autre leçon : les capteurs de brouillard sont efficaces. La décision d'un nouveau réseau d'experts de mettre cette technologie en application dans des zones arides du monde en est la preuve. Aujourd'hui, les capteurs de brouillard ont été adoptés ou sont à l'étude dans 25 pays, dont le Guatemala, Haïti, le Népal et le Yémen.



CRDI : J.-M. Fleury

De 1992 (photo du haut) à 2002 (photo du bas) : la viabilité à long terme d'un projet de développement dépend toujours du contexte social ainsi que de la participation et de l'engagement des populations locales.

Approche stratégique

Les activités exploratoires

Devant l'évolution continue du développement international, le CRDI est tenu de réexaminer et de remanier constamment ses programmes pour être en mesure de relever les nouveaux défis et d'explorer les nouvelles perspectives, qu'elles soient thématiques ou méthodologiques. Dans son Programme des travaux et budget de 2002-2003, le CRDI soulignait d'ailleurs que les grands remous qui agitent le milieu du développement pourraient offrir au Centre de nouvelles occasions de mettre son expertise en application. Le CRDI a justement mis sur pied les activités exploratoires afin de disposer d'un mécanisme structuré qui lui permette d'examiner en détail les nouveaux enjeux. Ces activités exploratoires ont pour objet de déterminer comment améliorer les interventions dans certains domaines, comme le CRDI le fait présentement pour l'eau, les changements climatiques et la biotechnologie, que ce soit dans le cadre d'un programme spécifiquement consacré à un domaine donné ou dans celui de projets et de programmes existants.

La décision d'appuyer ou non de nouveaux domaines repose sur les critères suivants :

- Est-ce qu'un pays en développement a présenté une demande de recherche sur une question donnée ?
- Quels sont, le cas échéant, les travaux de recherche déjà en cours dans le monde en développement ?
- Quelles sont les interventions des autres bailleurs de fonds et des institutions canadiennes dans des domaines connexes ?
- Comment ces nouveaux thèmes s'inscrivent-ils dans le cadre des programmes du CRDI ?
- Et, surtout, dans quelle mesure peut-on s'attendre à ce que l'appui du CRDI ait une véritable influence sur le cours des choses ?

Les activités exploratoires peuvent se dérouler au sein de programmes précis, par exemple sur la consolidation de la paix et la reconstruction. C'est le cas du projet : « Quel genre de paix construit-on ? », décrit ci-après. Mais elles peuvent également faire partie d'un programme dont l'envergure touche l'ensemble du Centre comme c'est le cas de Gouvernance, équité

et santé qui a « gravi un échelon » en passant d'activité exploratoire au statut d'initiative de programme en 2002-2003. Le CRDI appuie aussi des activités exploratoires moins structurées dans le cadre de ses programmes réguliers.

Gouvernance, équité et santé

Contexte : Le Plan quinquennal 2000-2005 souligne que la gouvernance constitue un des nouveaux éléments que le Centre veut intégrer à la conception des programmes. Un des principaux thèmes déterminés dans cette vaste catégorie est « la recherche sur les innovations dans la gestion des biens collectifs, comme l'éducation et les soins de santé ». En mars 2001, le Conseil des gouverneurs a approuvé une proposition visant à explorer l'opportunité d'appuyer la recherche sur la gouvernance, l'équité et la santé.

Objectif : L'initiative de programme Gouvernance, équité et santé (GES) étudie les systèmes de santé sous l'angle de la gouvernance et, parallèlement, utilise la santé comme guichet d'accès pour relever les défis en matière de gouvernance (mode d'exercice du pouvoir, prise de décisions et expression des citoyens). GES a pour mission de renforcer les systèmes de soins de santé, de favoriser la participation de la population et de faire en sorte que la recherche ait une influence réelle.

État d'avancement : Dans sa phase exploratoire, GES a poursuivi les projets en cours en Afrique subsaharienne et s'est

intéressé surtout à l'établissement de liens entre la recherche et les politiques. L'évolution de ces activités a convaincu la direction du Centre que l'approche de l'initiative de programme Gouvernance, équité et santé est judicieuse et que le CRDI devrait accroître son appui aux travaux de GES. En 2002, le Conseil des gouverneurs a approuvé une proposition en vue de la création d'une initiative de programme quadriennale qui, à l'instar des projets menés à bien au cours de la période exploratoire, pourra servir de plate-forme en vue de la mise en œuvre de programmes orientés plus explicitement vers la gouvernance. Jusqu'à présent, le financement de 11 nouveaux projets a été approuvé et 25 autres sont à l'étude. La Direction du développement et de la coopération de la Suisse a approuvé la somme de 1,5 million \$ sur quatre ans pour le financement de GES à titre de programme, une première au CRDI.

Regard sur l'avenir : Au cours des deux prochaines années, GES élaborera un ensemble de projets portant sur quatre grands domaines de recherche : l'élaboration des politiques, les systèmes de santé, les conditions ou interventions prioritaires (telles que la tuberculose et le VIH/sida) et la participation de la population. L'initiative de programme a aussi adopté une approche novatrice pour relier les résultats de la recherche à l'élaboration des politiques et à d'autres activités connexes.



L'initiative de programme Gouvernance, équité et santé (GES) étudie les systèmes de santé sous l'angle de la gouvernance et, parallèlement, utilise la santé comme guichet d'accès pour relever les défis en matière de gouvernance.

CRDI : P. Bennett



Le CRDI a lancé l'initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction afin d'explorer dans quelle mesure la recherche peut contribuer à l'édification d'une paix durable dans les pays qui émergent de conflits violents.

Quel genre de paix construit-on ?

Contexte : En 1996, le CRDI a lancé l'initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction afin d'explorer dans quelle mesure la recherche peut contribuer à l'édification d'une paix durable dans les pays qui émergent de conflits violents. Six ans après sa création, l'initiative de programme est à la croisée des chemins. Considérant les résultats inégaux obtenus — même dans des cas de succès relatif comme au Cambodge, au Salvador et en Afrique du Sud — et les politiques nationales qui prônent des attaques préventives dans la guerre internationale contre le terrorisme, plusieurs spécialistes remettent en question la notion même de consolidation de la paix.

Objectif : Examiner l'état actuel de la consolidation de la paix et de la reconstruction, et explorer les nouvelles avenues possibles pour la recherche et l'élaboration des politiques.

État d'avancement : En effectuant ou en appuyant des travaux de recherche sur les défis de l'après-guerre, le CRDI et ses partenaires se posent souvent une question fondamentale : quel genre de paix construit-on ? Au début de 2001, le CRDI a entrepris une discussion transnationale pour explorer plus systématiquement cette question. Un atelier tenu en septembre 2002 a réuni environ 40 partenaires et spécialistes — chercheurs, diplomates, décideurs et agents de programme — du Nord et du Sud pour faire le point sur les

projets de consolidation de la paix dans les sociétés déchirées par la guerre et examiner comment ces interventions peuvent influencer sur notre façon de penser quant aux grands enjeux que sont la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la sécurité humaine.

Regard sur l'avenir : L'initiative de programme Consolidation de la paix et reconstruction ainsi que les partenaires qui pensent se joindre au CRDI explorent les nouvelles voies de recherche pouvant permettre de donner suite au vaste programme évoqué durant l'atelier.

La politique de la concurrence

Contexte : La politique de la concurrence est une question qui prend de plus en plus d'importance dans les discussions internationales au sein de l'Organisation mondiale du commerce et d'autres tribunes. Cette question représente un enjeu relativement nouveau et comporte des difficultés uniques pour les gouvernements des pays en développement qui veulent élaborer des politiques publiques.

Objectif : Examiner la politique de la concurrence internationale comme une question nouvelle dans les négociations commerciales mondiales et ses conséquences pour les pays en développement.

État d'avancement : En 2001, le CRDI a embauché un conseiller technique pour l'aider à élaborer un programme de recherche sur la politique de la concurrence

et le développement. En avril 2002, le CRDI a réuni un groupe formé d'experts du monde entier à son bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes pour examiner les aspects internationaux de la politique de la concurrence. Cet atelier a fourni aux participants une occasion d'échanger de l'information sur les changements constants qui caractérisent l'élaboration des politiques et les négociations internationales, et d'explorer comment la recherche peut aider les pays du Sud à élaborer des politiques de la concurrence qui soient favorables au développement. L'atelier a donné lieu, d'une part, à l'élaboration de six projets de recherche portant sur divers aspects de la politique de la concurrence et du développement et, d'autre part, à l'établissement d'un réseau de chercheurs qui s'intéressent à ces questions.

Regard vers l'avenir : Les propositions font l'objet d'une étude en vue de leur financement par le CRDI et sont également présentées à d'autres bailleurs de fonds. Le CRDI est disposé à appuyer le réseau.

Approche stratégique **L'éclosion du savoir et le transfert des responsabilités**

En appuyant le renforcement des capacités, le CRDI poursuit un grand objectif : l'autonomie des institutions et des systèmes de recherche. L'apprentissage se fait par des moyens divers : l'expérience s'acquiert par la pratique et, par la persévérance, on arrive à créer une masse critique de professionnels qualifiés susceptibles de contribuer à l'élaboration de politiques éclairées ainsi qu'au développement durable. Quand il aura atteint ce seuil, le CRDI transférera la responsabilité de la coordination, de l'administration et de la gestion des programmes et des réseaux à des institutions du Sud. En voici quelques exemples :

Réseau de recherche sur les politiques économiques et la pauvreté

Initiative de programme : Impacts micros des politiques macroéconomiques et d'ajustement

Contexte : Lancée en 1990, l'initiative de programme Impacts micros des politiques macroéconomiques et d'ajustement (MIMAP)

APPRENDRE À CRÉER DES PARTENARIATS

Depuis sa création, le Centre vise à obtenir le concours de partenaires ayant des vues similaires afin d'accroître les ressources disponibles pour la recherche axée sur le développement dans le Sud. La Division des partenariats et du développement des affaires (DPDA), créée en 1996, est chargée d'élaborer à l'intention de ces partenariats une approche systématique de développement des affaires. Au fil des ans, 146 bailleurs de fonds ont cofinancé des projets du Centre : 97 % des fonds externes du CRDI proviennent de 35 de ces projets.

Le Plan quinquennal 2000-2005 a réitéré que les partenariats avec les bailleurs de fonds font partie intégrante du fonctionnement du Centre mais de manière sélective, c'est-à-dire à condition qu'ils soient conformes au mandat du Centre et au Plan quinquennal et qu'ils puissent accroître l'incidence et la portée des programmes dans l'intérêt des partenaires du CRDI dans les pays en développement. En mars 2000, en raison de la diminution des ressources, la direction du Centre a chargé le Groupe de travail sur l'examen opérationnel (GTEO) d'étudier comment le CRDI pourrait réduire ses dépenses de soutien et d'exploitation. Les fonctions du Centre en matière de partenariat et de développement des affaires font partie des dimensions en cours de révision.

Dans son rapport de 2001 au Comité de la haute direction, le GTEO a recommandé l'élaboration d'un cadre de politique destiné à orienter les partenariats du CRDI avec d'autres bailleurs de fonds, en insistant sur la nécessité que ces partenariats stratégiques soient formés avec des bailleurs de fonds aux vues similaires. Le GTEO laissait entendre, en outre, qu'il vaudrait mieux former des partenariats avec un nombre plus restreint de bailleurs de fonds appelés à jouer un rôle de premier plan, en nouant

des relations qui se poursuivent après chaque projet.

Après une analyse d'un an, la réponse de la DPDA à ces recommandations a été présentée au Conseil des gouverneurs du CRDI, en mars 2003. Le Cadre stratégique des partenariats avec les bailleurs de fonds, proposé à cette occasion, insiste sur la nécessité de réduire les coûts de transaction engagés par le CRDI pour la formation de partenariats, tout en favorisant les relations institutionnelles à long terme avec un groupe de donateurs principaux, d'organismes de développement et d'autres établissements au Canada et à l'étranger. Toutefois, afin de conserver une certaine marge de manœuvre et de continuer à innover, le cadre envisage quatre groupes de partenaires allant des principaux bailleurs de fonds aux donateurs plus risqués ou associés à des coûts de transaction plus élevés avec lesquels le Centre travaillera, mais à divers niveaux et selon des modalités différentes. Les activités relatives à l'établissement de partenariats comprennent l'échange d'informations, des activités d'apprentissage partagé, la coopération aux programmes, des coéditions et des investissements conjoints. Pour ces

initiatives aussi, l'objectif demeure l'amélioration de la portée des programmes du CRDI.

Cette proposition fait présentement l'objet de discussions afin de bien comprendre l'incidence de ce cadre sur les activités liées à l'augmentation des revenus du Centre et de concevoir des stratégies souples visant à en garantir l'efficacité et l'efficacité.



Les partenariats avec les bailleurs de fonds font partie intégrante de fonctionnement du Centre, à condition d'être conformes au mandat du CRDI et d'accroître l'incidence et la portée des programmes du Centre dans l'intérêt de ses partenaires du Sud.

a établi une série de réseaux qui mettent en contact des chercheurs de pays en développement, des décideurs, des ONG et des experts internationaux. Ces réseaux visent à mieux faire connaître les coûts humains des chocs et des politiques macroéconomiques, et à améliorer les politiques et les programmes axés sur la réduction de la pauvreté et une plus grande équité.

Objectif : Aider les pays en développement à constituer le bagage de connaissances voulues non seulement pour mesurer et analyser la pauvreté, mais aussi pour élaborer des politiques et des programmes qui satisfont aux objectifs de stabilisation économique et d'ajustement structurel tout en enrayant la pauvreté et en réduisant la vulnérabilité.

État d'avancement : L'Université Laval à Québec a annoncé, le 13 novembre 2002, la création d'un nouveau réseau de recherche sur les politiques économiques et la pauvreté (PEP). Le réseau PEP est constitué de trois sous-réseaux : modélisation et analyse des impacts des politiques (MPIA); suivi, mesure et analyse de la pauvreté (PMMA); et systèmes de suivi communautaire (CBMS). Ce réseau regroupe plus de 40 équipes de chercheurs de l'Asie, de l'Afrique et du Canada. L'idée de consolider ces réseaux en un seul réseau de coordination est née de la décision de MIMAP de transférer la gestion de ses réseaux de recherche à des institutions du Sud. Le nouveau réseau est géré conjointement par l'Angelo King Institute (Manille), qui est également chargé de la coordination du sous-réseau CBMS, et par le Centre interuniversitaire sur le risque, les politiques économiques et l'emploi (Québec), qui s'occupe de la coordination des sous-réseaux MPIA et PMMA. Sous l'égide du réseau PEP, les travaux entrepris par les trois sous-réseaux seront étroitement intégrés et gérés selon la formule de l'octroi de subventions par concours. Le réseau PEP a lancé son premier appel de propositions en novembre 2002.

Regard sur l'avenir : L'objectif ultime est de transférer la gestion de tous les sous-réseaux aux partenaires du Sud.

Institut pour la connectivité dans les Amériques

Contexte : La création de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques (ICA) est une des contributions du Canada au Sommet des Amériques de 2001. L'ICA, qui

fournit des fonds de démarrage, vise à mettre à profit la réussite et l'expérience de la stratégie gouvernementale *Un Canada branché* ainsi que les programmes canadiens de développement international et ceux qui sont axés sur les TIC. Le CRDI a été choisi pour servir d'incubateur de l'ICA en raison de son expérience dans l'élaboration et la gestion de programmes axés sur les technologies de l'information et de la communication au service du développement (TIC-D).

Objectif : Favoriser la mise en œuvre des utilisations novatrices des TIC-D en Amérique latine et dans les Caraïbes.

État d'avancement : L'ICA est devenu pleinement fonctionnel en 2002-2003 : il a formé un Conseil consultatif hémisphérique pour orienter ses activités, organisé deux forums régionaux et terminé l'embauche de son personnel. L'ICA appuie présentement divers projets qui visent à établir des stratégies de connectivité, et à favoriser la création de réseaux de partage des connaissances, l'innovation et les projets de démonstration. Par exemple, en 2003, l'ICA a annoncé l'expansion de Somos@Telecentros, réseau de télécentres régional qui relie 800 membres et 2 600 télécentres inscrits. Un programme de subventions destiné à de jeunes professionnels a été mis sur pied pour les aider à acquérir une expérience pratique. Le gouvernement canadien, le CRDI, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des États américains et la Banque mondiale comptent parmi les partenaires de l'ICA.

Regard vers l'avenir : En 2003-2004, l'ICA achèvera la mise en œuvre de ses programmes, incitera ses partenaires à investir dans ses projets et organisera deux autres forums régionaux. Les activités du projet d'envergure PAN Amériques seront jumelées à celles de l'ICA, renforçant ainsi les deux initiatives.

Centre régional des forêts modèles de l'Amérique latine et des Caraïbes

Secrétariat du Réseau international de forêts modèles

Contexte : Le Réseau international de forêts modèles (RIFM) a été lancé par le gouvernement du Canada, en 1992, lors du Sommet mondial sur le développement durable. Le Secrétariat du RIFM a été établi officiellement au CRDI en 1995. Le réseau comprend aujourd'hui 19 forêts



CRDI : P. Bennett

Un programme de subventions destiné à de jeunes professionnels a été mis sur pied pour les aider à acquérir une expérience pratique.

modèles dans 11 pays, qui sont reliées à 11 autres forêts modèles du Canada.

Objectif : Créer des carrefours régionaux reliant les sites des forêts modèles de toute la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

État d'avancement : La création du Centre régional des forêts modèles pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CRFM-ALC) a été annoncée par le gouvernement du Canada au Sommet mondial sur le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg en 2002. La décision de créer un centre régional a été prise surtout en raison des signes évidents de croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes. « Pour les partenaires régionaux et le SRIFM », a déclaré Peter Besseau, directeur exécutif du SRIFM, « il était logique de passer d'un secrétariat unique centralisé à Ottawa à un réseau décentralisé plus efficace et plus rentable, qui permette aux instances régionales de jouer un rôle de premier plan dans les questions de stratégie, de gouvernance et de programmes, notamment ». Le CRFM-ALC débutera ses activités avec un financement triennal de 1,8 million \$US, dont un million est fourni par l'ACDI.

Regard sur l'avenir : Au cours des trois prochaines années, le CRFM-ALC s'efforcera d'augmenter le nombre de pays participants de trois à six et le nombre de forêts modèles de cinq à onze. Le Centre servira également de banc d'essai pour un centre régional du même genre dont on envisage la création en Asie.



CRDI : P. Bennett

Les ressources humaines et financières du CRDI

LA GOUVERNANCE

Le Conseil des gouverneurs

Un Conseil des gouverneurs formé de 21 membres supervise l'orientation et la gestion du CRDI. La *Loi sur le CRDI* exige que, des 21 gouverneurs, le président, le vice-président et neuf autres membres soient des citoyens canadiens. La tradition veut que les dix autres gouverneurs viennent des régions en développement et de pays membres de l'OCDE. L'envergure internationale du Conseil confère au CRDI un caractère unique en regard des sociétés d'État canadiennes et contribue à l'efficacité des activités et programmes du Centre conçus pour répondre aux besoins des pays en développement.

Les politiques et les pratiques du CRDI sont décrites conformément aux lignes directrices énoncées dans le document du Conseil du Trésor du Canada : *La régie des sociétés d'État et autres entreprises publiques*.

L'administration du Centre

Les responsabilités du Conseil

Il incombe au Conseil des gouverneurs, à ses comités et à ses membres

- de déterminer l'orientation des programmes stratégiques du Centre;
- d'examiner et d'approuver les objectifs financiers et les plans d'action du Centre;
- d'étudier les plans de gestion des ressources humaines;
- d'évaluer et de gérer les risques liés aux activités du Centre;
- d'assurer l'intégrité des systèmes d'information de gestion et de régie interne;
- d'examiner le rendement du Centre pour en assurer la conformité aux plans d'action établis;
- d'évaluer dans quelle mesure les membres du Conseil s'acquittent de leurs responsabilités;
- d'élaborer des indicateurs afin de superviser et d'évaluer le rendement de la présidente.

Orientation stratégique

Le Conseil des gouverneurs du CRDI a participé activement à l'examen et à l'analyse préalables à l'approbation du Plan quinquennal 2000-2005. Il jouera également un rôle de premier plan dans l'élaboration du prochain Plan quinquennal dont le processus sera amorcé pendant les journées de réflexion qui auront lieu en octobre 2003.

Lors de l'examen et de l'approbation des grandes initiatives du Centre, le Conseil des gouverneurs s'assure qu'elles correspondent bien aux objectifs stratégiques du Plan quinquennal. En 2002, il a approuvé le prospectus d'une nouvelle initiative de programme : Gouvernance, équité et santé. De plus, le Conseil a passé en revue le Programme des travaux et budget et approuvé l'affectation annuelle des ressources financières.

Les délibérations du Conseil en 2002-2003 ont porté en grande partie sur la présence du CRDI dans les régions. En effet, les gouverneurs ont examiné en quoi les bureaux régionaux valorisent les travaux du CRDI et se sont demandé comment tirer le meilleur parti de ces ressources. Au cours du prochain exercice, le Conseil

continuera à perfectionner l'approche stratégique de l'intervention du Centre dans les régions.

En mars 2003, le Conseil a pris connaissance du rapport de l'étude spéciale du CRDI par le Bureau du vérificateur général du Canada. Dans l'ensemble, le rapport est favorable, et la haute direction du Centre travaillera en étroite collaboration avec le Comité des finances et de la vérification afin de donner suite aux conclusions et recommandations formulées dans ce rapport.

La gestion des risques

Le Comité des finances et de la vérification veille à déterminer les principaux risques liés à l'exploitation du Centre; il s'assure qu'ils sont convenablement gérés et que l'avoir du CRDI est protégé. Les Services de vérification aident le Comité à procéder à l'évaluation annuelle des risques. Les plans de gestion des risques qui seront exposés dans le prochain Programme des travaux et budget seront soumis à l'approbation du Conseil en mars 2004. Voir *L'évaluation et la gestion des risques*, en page 9, pour en savoir plus sur les risques que comportent les travaux du CRDI.

La planification de la relève

Le Comité des ressources humaines examine les plans relatifs à la succession de la présidente et des membres de la haute direction du Centre pour la nomination, la formation, l'évaluation et la motivation des vice-présidents, de la secrétaire du Centre et des principaux gestionnaires. Il présente ensuite ses recommandations au Conseil des gouverneurs. En mars, le Conseil a approuvé la nomination de Denys Vermette au poste de vice-président, Ressources.

Tout au long de l'année, le Conseil a reçu régulièrement des rapports d'étape sur la mise en œuvre du nouveau régime d'évaluation des postes et de rémunération. La rémunération est une importante composante du recrutement et de la rétention de personnes compétentes et motivées. L'implantation du système, qui a été approuvé par le Conseil en octobre 2002, a pris fin en mars 2003. Le Conseil a également approuvé la philosophie d'emploi dont le CRDI veut se servir pour créer de solides assises sur lesquelles pourra s'épanouir une véritable culture organisationnelle.

L'information communiquée au Conseil

Tous les ans, en octobre, le Conseil des gouverneurs reçoit un rapport sur l'état des programmes du CRDI au regard de la stratégie générale du Centre. Ce sont les directeurs des domaines de programme et les directeurs régionaux qui, tour à tour, présentent ces rapports. Ainsi, tous les deux ans, les gouverneurs ont l'occasion de considérer les activités de programme dans une perspective régionale.

Le Comité des finances et de la vérification fait rapport au Conseil, à chacune de ses réunions, de la situation financière du Centre tandis que le Comité des ressources humaines fait état des activités qui touchent le personnel du CRDI.

Le régime de vérification

Le régime annuel de vérification prévoit des vérifications internes et externes. Cette année, l'étude spéciale du Bureau du vérificateur général a fourni au Conseil une évaluation indépendante des systèmes et pratiques du CRDI.

Les objectifs de la politique officielle

La *Loi sur le CRDI*, en vertu de laquelle le CRDI a été créé en 1970, définit toujours le mandat et les objectifs du Centre. Le Conseil des gouverneurs veille à ce que le CRDI respecte l'esprit et la lettre de la loi qui le régit ainsi que le mandat qui lui a été confié, soit de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement.

Les communications

Contrairement aux autres sociétés d'État, le CRDI n'est pas tenu de présenter un plan directeur au Parlement. C'est le rapport annuel qui est le principal moyen de communication avec le gouvernement du Canada. Donnant suite aux recommandations d'un rapport rendu public par le Bureau de vérification général en 2000, le CRDI et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international ont établi un protocole de régie pour orienter la collaboration et les consultations sur les principaux enjeux. Ce protocole prévoit notamment un mécanisme qui permet au ministre et à la haute direction du ministère de faire des suggestions relatives à l'élaboration du Cadre général des stratégies et des programmes du Centre.

L'honorable Bill Graham, ministre des Affaires étrangères, a participé à une réunion avec le Conseil des gouverneurs du CRDI en mars 2003. Le président du

Conseil et la présidente du Centre ont également rencontré le ministre Graham et l'honorable Susan Whalen, ministre de la Coopération internationale, à plusieurs occasions au cours de l'année. En outre, le CRDI s'est présenté à quelques reprises devant des comités parlementaires :

■ **15 avril 2002** : Rohinton Medhora, vice-président, Direction générale des programmes et des partenariats, et Susan Joeques, chef d'équipe de l'initiative de programme Commerce, emploi et compétitivité, ont fait un exposé devant le Sous-comité sur le commerce, les investissements et le règlement des différends du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international traitant de la possibilité de lancer une initiative canadienne qui donnerait aux pays les plus pauvres du monde libre accès aux marchés canadiens.

■ **16 avril 2002** : Richard Fuchs, directeur du domaine de programme Technologies de l'information et de la communication au service du développement, et Peter Harder, sous-ministre d'Industrie Canada, ont fait une présentation conjointe sur les travaux du Groupe d'experts du G8 sur l'accès aux nouvelles technologies.

■ **27 mars 2003** : Gordon Smith, président du Conseil des gouverneurs du CRDI, a comparu devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international pour contribuer au Dialogue sur la politique étrangère.

La collaboration avec la direction

Le Conseil et ses relations avec la direction

Le Conseil des gouverneurs entretient avec la direction du Centre de bonnes relations de travail. En collaboration avec la présidente, il détermine les dossiers qu'elle devra soumettre à l'étude et à l'approbation du Conseil. Outre le rapport présenté à chaque réunion, la présidente transmet au Conseil des rapports bimestriels par voie électronique.

Le fonctionnement quotidien du Centre relève de la présidente qui s'acquitte de sa charge en collaboration avec le Comité de la haute direction, formé d'elle-même, des vice-présidents, des directeurs régionaux, du directeur, Politiques et planification, du conseiller juridique, des directeurs des domaines de programme, du directeur

Finances et Administration et de la directrice des Ressources humaines. Le comité se réunit régulièrement et formule des recommandations sur la plupart des grandes questions dont le Conseil est saisi.

L'obligation de rendre compte de la réalisation des objectifs établis, qui incombe à la présidente, représente un important aspect des relations du Conseil avec la direction. C'est pourquoi la haute direction détermine au début de chaque exercice financier des mécanismes d'évaluation des objectifs et du rendement de la présidente, en consultation avec le Conseil des gouverneurs.

L'indépendance du Conseil

Le Conseil a mis en place certaines structures qui lui permettent de fonctionner indépendamment de la direction du Centre. Le rôle de la présidente du CRDI, qui est aussi directrice générale, et celui du président du Conseil sont distincts; ce dernier gère les affaires du Conseil tandis que la présidente du Centre se charge des activités au jour le jour du CRDI. Les titulaires de ces deux postes sont nommés par le gouverneur en conseil. En août 2002, le mandat de Gordon Smith à la présidence du Conseil a été renouvelé pour un second mandat de cinq ans.

Le Conseil tient trois réunions par année. Chaque séance comprend une discussion à huis clos et la présentation des rapports des trois comités permanents du Conseil : le Comité de direction, le Comité des finances et de la vérification, et le Comité des ressources humaines. Les membres des comités sont élus en tenant compte de leurs intérêts, de leurs compétences et de leur disponibilité. Le cas échéant, le Conseil crée des comités spéciaux chargés d'étudier des questions particulières.

Le Conseil a adopté une politique rigoureuse en matière de conflits d'intérêts afin d'assurer la plus stricte intégrité des membres du Conseil et de l'ensemble du personnel du Centre.

Le Comité de direction

Les membres du Comité de direction se rencontrent avant chaque réunion du Conseil pour passer en revue l'ordre du jour. Sauf pour ce qui est des exigences exposées dans la *Loi sur le CRDI*, rien n'établit officiellement le mandat du Comité de direction. Le président du comité et la présidente du Centre consultent le Conseil des gouverneurs au grand complet pour déterminer l'orien-

tation stratégique et faire approuver les initiatives de programme.

Membres : Gordon Smith (président), Margaret Catley-Carlson, Sir Alister McIntyre, Tom McKay, Norah Olembo, Maureen O'Neil, Rodger Schwass.

Le Comité des finances et de la vérification

Le Comité des finances et de la vérification vient en aide au Conseil des gouverneurs et lui présente des recommandations dans les domaines suivants :

- les considérations financières ayant trait à l'orientation stratégique du Centre;
- la détermination des principaux risques liés à l'exploitation du Centre et la mise en place de systèmes de gestion des risques;
- la vérification des systèmes d'information et des pratiques de gestion du Centre afin de s'assurer qu'ils sont conformes aux besoins du CRDI et de garantir l'intégrité de l'information transmise au Conseil.
- l'examen du régime de vérification interne pour s'assurer de son efficacité.

Membres : Tom McKay (président), Mervat Badawi, Margaret Catley-Carlson, Maurice Foster, Octavio Gomez-Dantés, Jean-Guy Paquet, Dan Martin, Maureen O'Neil.

Le Comité des ressources humaines

Le Comité des ressources humaines vient en aide au Conseil des gouverneurs et lui présente des recommandations quant aux politiques, procédures et normes qui mettent à contribution les ressources humaines du Centre. Il fournit également des renseignements et des conseils au président du comité et aux membres de la haute direction sur les questions relatives aux ressources humaines.

Membres : Sir Alister McIntyre (président), Margaret Catley-Carlson, Mary Coyle, Tom McKay, Maureen O'Neil, Rodger Schwass, Linda Sheppard Whalen.

La présidence

Chaque année, le Conseil des gouverneurs évalue le rendement de la présidente au regard des objectifs établis. Conformément à la *Loi sur le CRDI*, c'est le Conseil qui recommande au gouverneur en conseil les candidatures à la présidence. Le mandat de Maureen O'Neil à la présidence du Centre

arrivait à échéance en avril 2003. Le Conseil a recommandé au ministre la reconduction de son mandat en juin 2002. Cette recommandation a été acceptée.

Le fonctionnement du Conseil

La composition du Conseil

La *Loi sur le CRDI* stipule qu'au moins onze des gouverneurs doivent avoir de l'expérience dans le domaine du développement international ou dans ceux des sciences naturelles, des sciences sociales ou de la technologie. Le Conseil tient compte de ces prescriptions dans le profil générique des compétences et de l'expérience qu'il élabore en vue de déterminer les candidats aptes à combler les vacances au sein du Conseil.

En 2002-2003, cinq nouveaux gouverneurs ont été nommés et le mandat de 11 gouverneurs en poste, dont celui du président du Conseil, a été renouvelé. Toutefois, comme le processus de nomination a pris du retard, le quorum n'a pas été atteint lors de la réunion du Conseil de juin 2002. La réunion s'est déroulée comme s'il s'était agi d'une réunion du Comité de direction. Le rapport sur l'étude spéciale dont le CRDI a fait l'objet souligne cette lacune et fait observer que le CRDI devrait explorer, de concert avec le Conseil privé, les moyens d'améliorer ce processus.

À ce jour, l'évaluation du rendement du Conseil a été laissée à la discrétion du président. Le Conseil envisage la possibilité d'instaurer un mode d'évaluation plus officiel; la discussion de cette question est prévue pour la réunion d'octobre 2003.

La formation des membres

Les nouveaux membres du Conseil reçoivent une documentation complète sur le Centre, dont un Guide à l'intention des gouverneurs, et prennent part à des séances d'orientation. Tous les membres du Conseil effectuent au moins un déplacement pendant leur mandat sur les lieux où se déroulent des projets du CRDI. Leur observation directe des travaux de recherche aide le Conseil à prendre des décisions qui répondent aux besoins du Sud.

La responsabilité de la conduite des affaires

L'étude spéciale du Bureau du vérificateur général conclut que le Conseil des gouverneurs a adopté de saines pratiques pour la conduite des affaires du Centre. Elle souligne toutefois que l'évaluation de ces pratiques et de l'efficacité du Conseil,

pourrait être améliorée. Pour donner suite à cette recommandation, le Conseil des gouverneurs entend aborder la question de la gouvernance à sa réunion d'octobre en insistant surtout sur l'évaluation du rendement.

Le Conseil des gouverneurs du CRDI (2002–2003)

GORDON S. SMITH, président, Conseil des gouverneurs, Victoria, Canada (*mandat renouvelé le 15 août 2002*)
Directeur exécutif du Centre for Global Studies, à l'Université de Victoria et ancien sous-ministre des Affaires étrangères

MARGARET CATLEY-CARLSON, vice-présidente, Wakefield, Canada (*mandat renouvelé le 24 septembre 2002*)
Consultante, présidente, membre du conseil d'administration ou conseillère auprès de divers organismes et ancienne présidente du Conseil de la population à New York

MAUREEN O'NEIL, présidente, CRDI, Ottawa, Canada
Ancienne présidente du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique et ancienne présidente de l'Institut Nord-Sud

MERVAT BADAWI, Safat, Koweït (*mandat renouvelé le 24 septembre 2002*)
Directrice, Département technique du Fonds arabe pour le développement économique et social

LALLA BEN BARKA, Addis-Abeba, Éthiopie
Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique

CHEE YOKE LING, Kuala Lumpur, Malaisie (*nommée le 30 mai 2002*)
Conseillère juridique au Third World Network, Malaisie

MARY COYLE, Antigonish, Canada (*nommée le 24 septembre 2002*)
Directrice, Coady International Institute, Université St. Francis Xavier, Nouvelle-Écosse

GED DAVIS, Londres, Royaume-Uni (*nommé le 30 mai 2002*)
Vice-président, Global Business Environment, Shell International Ltd., et directeur de l'équipe de conception des scénarios énergétiques de Shell

MAURICE FOSTER, Ottawa, Canada (*nommé le 24 septembre 2002*)
Ancien député fédéral

BERYL GAFFNEY, Ottawa, Canada (*mandat expiré le 22 juin 2002*)
Ancienne députée fédérale et ancienne conseillère de la municipalité de Nepean et de la municipalité régionale d'Ottawa-Carleton

JACQUES GÉRIN, Montréal, Canada (*mandat expiré le 6 juin 2002*)
Consultant, Hatch & Associés, Inc.; président de l'Institut international du développement durable et président de la Commission sur l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada

OCTAVIO GÓMEZ-DANTÉS, Mexico, Mexique (*mandat renouvelé le 9 mars 2003*)
Directeur de l'évaluation du rendement, ministère de la Santé du Mexique

LEN GOOD, Ottawa, Canada (*mandat renouvelé le 21 juin 2002*)
Président, Agence canadienne de développement international

DAN MARTIN, San Francisco, États-Unis
Directeur de la recherche, Fondation Gordon et Betty Moore

FRANCINE MATTE, Montréal, Canada (*nommée le 4 novembre 2002*)
Consultante en droit commercial et droit de la concurrence, ancienne avocate principale et coordonnatrice de la pratique du droit de la concurrence à la firme Stikeman Elliot

SIR ALISTER MCINTYRE, Kingston, Jamaïque (*mandat renouvelé le 22 septembre 2002*)
Consultant en développement et commerce international, ancien conseiller technique en chef auprès du Mécanisme régional de négociation de la communauté des Caraïbes (CARICOM) et ancien vice-chancelier de l'University of the West Indies

TOM MCKAY, Victoria, Canada (*mandat renouvelé le 16 décembre 2002*)
Comptable en management accrédité, consultant et ancien directeur général des affaires municipales de Kitchener

NORAH OLEMO, Nairobi, Kenya (*mandat renouvelé le 10 décembre 2002*)
Directrice, Kenya Industrial Property Office

JEAN-GUY PAQUET, Sainte-Foy, Canada (*mandat renouvelé le 24 septembre 2002*)
Président et chef de la direction, Institut national d'optique, ancien président, Laurentienne Vie Inc. et président du Conseil de l'Agence spatiale canadienne

FRANCISCO SAGASTI, Lima, Pérou (*mandat renouvelé le 21 janvier 2003*)
Président, FORO Nacional/Internacional, et ancien chef de la planification stratégique à la Banque mondiale

RODGER SCHWASS, Tara, Canada (*mandat renouvelé le 2 mars 2003*)
Professeur émérite et chercheur principal à la Faculté d'études de l'environnement de l'Université York

OLAV SLAYMAKER, Vancouver, Canada (*mandat expiré le 6 juin 2002*)
Directeur des études, Liu Centre for the Study of Global Issues, et professeur de géographie, Université de la Colombie-Britannique

LINDA SHEPPARD WHALEN, St. John's, Canada
Directrice générale du Centre for Long-Term Environmental Action à Terre-Neuve

La gestion des ressources humaines

Le Conseil des gouverneurs surveille l'évolution d'un grand nombre d'initiatives mettant à contribution les ressources humaines et s'occupe de toutes les questions relatives à la rémunération, mais c'est à la présidente qu'incombe la gestion au jour le jour des ressources humaines. Lorsque ces ressources revêtent une grande importance stratégique, la présidente prend les décisions qui s'imposent avec le concours des présidents et des membres de plusieurs comités, dont le Comité de la haute direction, le Comité de gestion des ressources humaines et le Comité consultatif sur les bureaux régionaux.

Le succès du Centre, dans l'ensemble de ses activités, dépend du sérieux et de la qualité du travail de son personnel. Pour que le CRDI atteigne ses objectifs et conserve à longue échéance l'influence qu'il exerce dans les pays en développement, il lui faut attirer et garder le personnel le plus compétent dans tous les domaines où il intervient. En ce sens, le Centre a fait de grands progrès l'an dernier en instaurant des politiques et des pratiques qui répondent vraiment aux besoins du CRDI et de son personnel, à court et à long termes. Par exemple, le Centre a :

- adopté une philosophie d'emploi qui, d'une part, met l'accent sur l'engagement



Le succès du Centre, dans l'ensemble de ses activités, dépend du sérieux et de la qualité du travail de son personnel.

qu'a pris le CRDI de travailler en collaboration avec les populations des pays en développement à la recherche de la paix, de la prospérité et de l'équité, et, d'autre part, favorise un climat de travail favorable qui encourage la créativité, l'innovation et le travail d'équipe;

- instauré un nouveau système d'évaluation des postes afin de déterminer avec plus d'exactitude la valeur relative des postes dans tous les services du CRDI;
- adopté un nouveau système de rémunération qui reconnaît et récompense les réalisations du personnel et son apport aux travaux du Centre;

- adopté des politiques et règlements qui permettent au personnel de mieux harmoniser travail et vie personnelle;
- mis en œuvre une politique globale régissant les travaux du Comité d'orientation en matière de santé et de sécurité et ceux des Comités d'orientation en matière de santé et de sécurité en milieu de travail, au siège du CRDI et dans les bureaux régionaux; il a offert aux cadres et aux employés une formation sur leurs responsabilités en vertu de la Partie I du *Code canadien du travail* (257 membres du personnel ont suivi ces cours en 2002-2003).

Le personnel du CRDI en équivalents temps plein

	2003-2004	2002-2003		2001-2002
	Budget	Budget révisé	Réalisations	Réalisations
Soutien à la recherche pour le développement				
Soutien technique	83	80	74	71
Éléments complémentaires aux programmes	36	36	37	33
Gestion des programmes	26	29	28	26
Total	145	145	139	130
Services administratifs				
Administration (au siège du CRDI)	128	125	118	119
Administration des bureaux régionaux	84	79	78	80
Total	212	204	196	199
Total	357	349	335	329
Détachements			3	4
Secrétariats et personnel affecté aux projets			82	72

Le Comité de la haute direction

À titre d'organe de décision, le Comité de la haute direction est assujéti à la responsabilité qui incombe à la présidente de veiller à la supervision et à l'orientation des travaux et du personnel du Centre, comme le stipule la *Loi sur le CRDI*. Les fonctions du Comité de la haute direction sont les suivantes :

- afin de respecter le mandat général du Conseil des gouverneurs, veiller aux intérêts du Centre et promouvoir les valeurs qu'il défend; anticiper les événe-

ments qui peuvent toucher le CRDI; favoriser le travail d'équipe, la capacité de s'adapter aux changements ainsi que la collaboration entre les divers services;

- aider la présidente à s'acquitter de ses obligations envers le Conseil des gouverneurs et, ce faisant, élaborer les principaux objectifs, politiques et programmes qui seront soumis à l'approbation du Conseil et enchâssés dans le Cadre général des stratégies et des programmes, le Programme annuel des travaux et budget, le système d'évaluation, le rapport annuel et d'autres documents de travail, le cas échéant;

■ se charger de toute autre fonction que décide de lui déléguer le Conseil des gouverneurs ou la présidente.

Les membres du Comité de la haute direction, 2002–2003

MAUREEN O'NEIL, présidente du Centre
Ancienne présidente du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique et ancienne présidente de l'Institut Nord-Sud

FEDERICO BURONE, directeur, Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes
Économiste et ancien directeur exécutif du Secrétariat de gestion de l'environnement (Amérique latine et Caraïbes), Uruguay

PETER COOPER, directeur du domaine de programme Environnement et gestion des ressources naturelles
Spécialiste de l'étude des sols et ancien chef du programme d'évaluation et de diffusion de systèmes du Centre international pour la recherche en agroforesterie au Kenya

JORGE DA SILVA, directeur, Division des finances et de l'administration
Comptable en management accrédité et ancien directeur des Services de vérification au CRDI

ROGER FINAN, directeur, Bureau régional de l'Asie du Sud
Comptable en management et ancien directeur de la Vérification interne au CRDI

GILLES FORGET, directeur, Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale
Toxicologue et ancien chef d'équipe de l'initiative de programme Écosystèmes et santé humaine au CRDI

CONSTANCE FREEMAN, directrice, Bureau régional de l'Afrique orientale et australe
Économiste, ancienne titulaire de la chaire d'économie de la défense et conseillère principale, Centre d'études stratégiques de l'Afrique, Washington

RICHARD FUCHS, directeur du domaine de programme Technologies de l'information et de la communication au service du développement
Sociologue, ancien président de Futureworks Inc. et ancien membre de la Commission de relance économique de Terre-Neuve

JOHN HARDIE, chef de cabinet et directeur, Politiques et planification
Économiste agricole et ancien économiste à Agriculture Canada

BRENT HERBERT-COPLEY, directeur du domaine de programme Équité sociale et économique
Politologue et ancien coordonnateur de Recherche sur les systèmes de connaissances au CRDI

JUDITH LOCKETT, vice-présidente par intérim, Direction générale des ressources, directrice des finances (depuis le 15 janvier 2003) et directrice, Ressources humaines
Spécialiste des ressources humaines et ancienne directrice générale de la Direction de la planification de la gestion et des opérations à Santé Canada

STEPHEN MCGURK, directeur, Bureau régional de l'Asie du Sud-Est et de l'Est
Économiste du développement et ancien administrateur du programme de sécurité économique de la Fondation Ford

ROHINTON MEDHORA, vice-président, Direction générale des programmes et des partenariats
Économiste et ancien chef d'équipe de l'initiative de programme Commerce, emploi et compétitivité au CRDI

EGLAL RACHED, directrice, Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord
Spécialiste en agriculture et en ressources renouvelables et ancienne scientifique en chef, Sécurité alimentaire, au CRDI

ROBERT ROBERTSON, conseiller juridique
Avocat, membre du Barreau du Haut-Canada et ancien président de la section canadienne d'Amnistie internationale

RALPH TAIT, vice-président, Direction générale des ressources, et directeur des finances (a démissionné le 15 janvier 2003)
Comptable agréé et ancien directeur général, Xela Enterprises Limited, Guatemala

LES COORDONNÉES DU CRDI

Sur l'Internet

www.crdi.ca — Site Web du CRDI

reseau.crdi.ca — Site réseau du CRDI

idrinfo@idrc.ca — Catalogues et bases de données de la bibliothèque

info@idrc.ca — Renseignements généraux

reference@idrc.ca — Service de référence de la bibliothèque

pub@idrc.ca — Renseignements sur les publications du CRDI

mag@idrc.ca — Correspondance adressée à la rédaction du magazine électronique *Explore*

Siège

Centre de recherches pour le développement international

BP 8500, Ottawa (Ontario) Canada K1G 3H9

Adresse municipale : 250, rue Albert, 5^e étage, Ottawa (Ontario) Canada K1P 6M1

Tél. : (+1.613) 236.6163

Télé. : (+1.613) 238.7230

Courriel : info@idrc.ca

Web : www.crdi.ca

Asie

Bureau régional de l'Asie du Sud-Est et de l'Est

Tanglin PO Box 101, Singapour 912404, République de Singapour

Adresse municipale : 30 Orange Grove Road, 7^e étage, RELC Building, Singapour 258352

République de Singapour

Tél. : (+65) 6235-1344

Télé. : (+65) 6235-1849

Courriel : asro@idrc.org.sg

Web : www.idrc.org.sg

Bureau régional de l'Asie du Sud

208 Jor Bagh, New Delhi 110 003, Inde

Tél. : (+91-11) 2461-9411

Télé. : (+91-11) 2462-2707

Courriel : saro@idrc.org.in

Web : www.crdi.ca/saro/

Amérique latine et Caraïbes

Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes

Adresse municipale : Avenida Brasil 2655,

11300 Montevideo, Uruguay

Tél. : (+598-2) 709-0042

Télé. : (+598-2) 708-6776

Courriel : lacroinf@idrc.org.uy

Web : www.crdi.ca/lacro

Afrique

Bureau régional de l'Afrique orientale et australe

BP 62084, Nairobi, Kenya

Adresse municipale : Liaison House, 2^e et 3^e étages, State House Avenue, Nairobi, Kenya

(N. B. : Tout courrier doit être adressé à la directrice régionale)

Tél. : (+254-20) 2713-160/1, 2713-273/4

Télé. : (+254-20) 2711-063

Courriel : chunja@idrc.or.ke

Web : www.crdi.ca/earo

Bureau régional du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord

BP 14 Orman, Gizeh, Le Caire, Égypte

Adresse municipale : 8, rue Ahmed Niseem, 8^e étage, Gizeh, Le Caire, Égypte

Tél. : (+20-2) 336-7051/52/53/54/57

Télé. : (+20-2) 336-7056

Courriel : skamel@idrc.org.eg

Web : www.crdi.ca/cairo/

Bureau régional de l'Afrique occidentale et centrale

BP 11007, CD Annexe, Dakar, Sénégal

Adresse municipale : Avenue Cheikh Anta Diop, Angle Boulevard de l'Est, Dakar, Sénégal

Tél. : (+221) 864-0000, poste 2074

Télé. : (+221) 825-3255

Courriel : jgerard@idrc.org.sn

Web : www.crdi.ca/braco

EXPOSÉ ET ANALYSE DE LA GESTION FINANCIÈRE

État des résultats

Revenus

(milliers \$)	2003–2004	2002–2003			2001–2002	Écart entre les réalisations
	Budget	Budget révisé	Réalisations	Écart	Réalisations	
Revenu global	127 444	120 826	138 031	17 205	148 275	-6,9 %
Crédits parlementaires	108 299	100 893	97 603	(3 291)	97 164	0,5 %
Augmentation des revenus	15 410	16 526	36 505	19 979	47 515	-23,2 %
Recouvrement des coûts indirects	1 000	1 000	1 218	218	1 615	-24,6 %
Revenus de placement	1 200	880	1 140	260	779	46,3 %
Autres revenus	1 535	1 527	1 565	38	1 202	30,2 %

Les revenus du Centre proviennent de cinq grandes sources : crédits parlementaires, activités liées à l'augmentation des revenus, recouvrement des coûts indirects, revenus de placement et autres revenus.

Le Centre reçoit différents types de **crédits parlementaires**. Le plus important est constitué de la part de l'aide publique au développement (APD) du Canada attribuée au Centre. Il reçoit également un crédit parlementaire destiné à couvrir une partie des coûts liés à la rémunération. De temps à autre, le Centre reçoit aussi des crédits parlementaires supplémentaires pour des projets précis, qui sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés quand les dépenses afférentes à ces projets sont engagées. En 2002–2003, le revenu total provenant des crédits parlementaires était inférieur de 3,3 millions \$ aux prévisions budgétaires en raison de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques (ICA), un projet financé au moyen d'un crédit parlementaire supplémentaire. L'ICA est toujours en mode démarrage et ses dépenses de programme n'ont pas atteint le niveau prévu.

Les activités liées à l'**augmentation des revenus** désignent plus particulièrement les activités de recherche exécutées ou administrées par le Centre pour le compte d'autres entités, dont l'ACDI et d'autres organismes. Les projets menés dans le cadre de ces activités s'inscrivent tous dans le mandat du Centre. Les revenus tirés de cette source pendant l'exercice ont totalisé 36,5 millions \$, soit 20 millions \$ de plus que la somme prévue. Cet écart est attribuable au fait que le Centre ne pouvait confier l'administration de certains

BREF GLOSSAIRE DES TERMES FINANCIERS

Crédits parlementaires	Financement approuvé par le Parlement du Canada.
Augmentation des revenus	Fonds gérés ou administrés par le Centre pour le compte d'autres organismes pour des projets qui s'inscrivent dans le mandat du CRDI.
Fonds affectés	Fonds provenant de sources externes qui sont destinés à une fin précise.
Engagements en cours	Obligations financières du Centre correspondant aux sommes qu'il doit pour ses programmes réguliers et pour les activités liées à l'augmentation des revenus.
Affectations de programme	Fonds mis de côté pour de nouveaux projets s'inscrivant dans les activités des programmes de recherche pour le développement du Centre.
Budget révisé	Budget approuvé, modifié par suite des suppléments budgétaires et réaffectations.
Soutien technique	Coûts associés à l'aide apportée à l'élaboration de nouveaux projets, au suivi des projets de recherche en cours et à la prestation de soutien scientifique spécialisé aux bénéficiaires.
Éléments complémentaires aux programmes	Coûts des services de soutien direct à la prestation des programmes de recherche pour le développement, qui comprennent l'évaluation des programmes, les communications et la gestion de l'information sur la recherche.
Gestion des programmes	Tous les coûts reliés à l'orientation et à l'appui stratégiques du programme des travaux et du cadre des programmes du Centre.

accords avec l'ACDI à l'Initiative micro-nutriments Inc. (IM) tant que l'analyse des risques financiers que présente l'IM n'était pas terminée. Du montant total tiré des activités liées à l'augmentation des revenus, 25 millions \$ provenaient de l'ACDI et étaient destinés au financement de partenariats.

Les revenus provenant du **recouvrement des coûts indirects** correspondent aux frais facturés par le Centre pour l'administration des activités liées à l'augmentation des revenus. Ils ont été légèrement supérieurs aux prévisions (de 0,2 million \$), car il y a eu davantage d'activités liées à

l'augmentation des revenus qu'on ne l'avait prévu.

Le Centre est autorisé à investir les fonds excédentaires dans des titres productifs d'intérêts. Les **revenus de placement** de l'exercice 2002-2003, qui se sont élevés à 1,1 million \$, ont dépassé quelque peu les prévisions, la valeur du portefeuille ayant été plus élevée que prévue.

Les **autres revenus**, qui ont totalisé 1,6 million \$ en 2002-2003, comprennent les revenus tirés de la sous-location de locaux à bureaux, des installations de conférence et de réception, de la vente de publications et de diverses autres sources.

Dépenses

(milliers \$)	2003-2004	2002-2003			2001-2002	Écart entre les réalisations
	Budget	Budget révisé	Réalisations	Écart	Réalisations	
Total des dépenses	128 007	124 269	139 938	15 669	138 560	1,0 %
Programmes de recherche pour le développement						
Programmes du Centre	65 266	63 494	61 389	(2 105)	50 997	20,4 %
Augmentation des revenus	15 410	16 526	36 505	19 979	47 515	-23,2 %
Soutien à la recherche pour le développement	22 036	20 428	20 152	(276)	18 830	7,0 %
Services administratifs	25 295	23 821	21 892	(1 929)	21 218	3,2 %

Les dépenses du Centre sont réparties en fonction d'une structure de coûts à trois volets, qui établit une distinction entre les subventions à la recherche, le soutien à la recherche et les coûts administratifs.

Les dépenses relatives aux programmes de recherche pour le développement correspondent aux coûts directs (surtout sous forme de subventions et de contributions) des projets de recherche scientifique et technique qui sont soit financés, soit administrés par le CRDI. Il s'agit des dépenses tant des programmes du Centre que des activités liées à l'augmentation des revenus. En 2002-2003, les dépenses des programmes du Centre se sont élevées à 61,4 millions \$. L'écart de 2,1 millions \$ est attribuable en grande partie aux retards dans les dépenses de l'ICA (voir en page 51). Les dépenses au titre des activités liées à l'augmentation des revenus ont totalisé 36,5 millions \$, soit 20 millions \$ de plus que les prévisions, en raison du retard dans la cession de certains accords avec l'ACDI à l'Initiative micronutriments Inc.

Le soutien à la recherche pour le développement regroupe les coûts liés aux activités à forte concentration de savoir qui

viennent appuyer les programmes de recherche pour le développement. Ces activités comprennent le soutien technique, les éléments complémentaires aux programmes et la gestion des programmes. Les dépenses à ce chapitre se sont élevées à 20,2 millions \$ et des économies de 0,3 million \$ ont été réalisées par rapport aux prévisions. Ces économies sont surtout attribuables à des lacunes en matière de dotation et à des frais de déplacement moins élevés.

Sous les services administratifs sont regroupées les diverses fonctions d'orientation, de direction, d'administration et de services qui appuient le fonctionnement du Centre et aident ce dernier à assumer ses responsabilités organisationnelles, dont l'administration de six bureaux régionaux. Les dépenses relatives aux services administratifs ont été de 21,9 millions \$ et il y a eu des économies de 1,9 million \$. Ces économies sont attribuables aux lacunes en matière de dotation, au recours moindre à des services professionnels, à des frais de communication moins élevés et à un amortissement inférieur aux prévisions étant donné le retard pris dans l'élaboration des systèmes intégrés d'information.

Bilan

Actif

(milliers \$)	2002–2003	2001–2002	Écart entre les réalisations
	Réalisations	Réalisations	
Actif total	46 224	60 599	-23,7 %
Encaisse et placements à court terme			
Non affectés	17 261	16 413	5,2 %
Affectés	13 413	31 104	-56,9 %
Débiteurs et frais payés d'avance	6 519	4 471	45,8 %
Actif à long terme	9 031	8 611	4,9 %

Le Centre reçoit des fonds pour les projets bien avant qu'il n'ait à les dépenser, et c'est pour cette raison que **l'encaisse et les placements à court terme** sont élevés. Ces fonds sont placés dans des instruments du marché monétaire à court terme. Certaines sommes sont remises au Centre à des fins bien précises et sont comptabilisées à titre d'encaisse et placements à court terme affectés. Toutes les autres sommes sont dites non affectées.

Au 31 mars 2003, l'encaisse et les placements à court terme affectés s'élevaient à 13,4 millions \$, en baisse de 17,7 millions \$ par rapport à l'an dernier. En décembre 2002, tous les fonds ayant trait au secrétariat Initiative micronutriments ont été transférés à la nouvelle entité autonome, et c'est ce qui explique cette baisse.

Dans le cours normal des activités, **les débiteurs et les frais payés d'avance** ont atteint 6,5 millions \$ pour l'exercice, soit 2 millions \$ de plus qu'au 31 mars 2002, en raison des activités liées à l'augmentation des revenus.

L'actif à long terme est constitué d'un placement à long terme, des immobilisations et de dépôts recouvrables sur les locaux loués. Au 31 mars 2003, il s'élevait à 9 millions \$, en hausse de 0,4 million \$ depuis mars 2002 en raison de l'achat de matériel informatique.

Passif

(milliers \$)	2002–2003	2001–2002	Écart entre les réalisations
	Réalisations	Réalisations	
Passif total	38 260	50 728	-24,6 %
Créditeurs et charges à payer	9 822	7 166	37,1 %
Revenus reportés	16 729	32 779	-49,0 %
Passif à long terme	11 709	10 783	8,6 %

Les créiteurs et les charges à payer s'inscrivent dans le fonctionnement courant du Centre. Il s'agit, entre autres, des paiements dus aux fournisseurs, des subventions à verser aux bénéficiaires et des salaires et congés annuels devant être payés aux employés. À la fin de mars 2003, ils totalisaient 9,8 millions \$, soit 2,6 millions \$ de plus qu'en mars 2002. Cet écart résulte d'une augmentation des dépenses de fin d'exercice dans les programmes de recherche pour le développement.

Les revenus reportés comprennent la portion non dépensée des fonds reçus au titre des activités liées à l'augmentation des revenus et des crédits parlementaires supplémentaires. Le solde de fin d'exercice était de 16,7 millions \$, bien inférieur à ce qu'il était en mars 2002 (32,8 millions \$). Le transfert des fonds du secrétariat Initiative micronutriments explique cet écart.

Le passif à long terme comprend une provision pour les avantages sociaux complémentaires des employés, le loyer reporté pour le siège social et le revenu reporté pour les

acquisitions d'immobilisations. Il s'établissait à 11,7 millions \$, soit 0,9 million \$ de plus que l'an dernier, cette hausse étant attribuable principalement à l'augmentation des acquisitions d'immobilisations.

Avoir du Centre

(milliers \$)	2002-2003	2001-2002	Écart entre les réalisations
	Réalisations	Réalisations	
Avoir	7 964	9 871	-19,3 %

Au 31 mars 2003, l'**avoir du Centre** était de 8 millions \$, en baisse de 1,9 million \$ par rapport au 31 mars 2002, conséquence des résultats d'exploitation nets de l'exercice 2002-2003. L'avoir en fin d'exercice était supérieur de 1,5 million \$ aux prévisions, en grande partie parce que les dépenses afférentes aux services administratifs ont été moins élevées qu'on ne l'avait prévu.

Autres aspects importants de la gestion financière

Engagements en cours

(milliers \$)	2002-2003	2001-2002	Écart entre les réalisations
	Réalisations	Réalisations	
Total des engagements en cours	83 663	115 823	-27,8 %
Programmes du Centre	64 532	59 171	9,1 %
Augmentation des revenus	19 131	56 652	-66,2 %

Au 31 mars 2003, le Centre était engagé à l'égard de versements pouvant atteindre 83,7 millions \$, dans la mesure où le Parlement du Canada et les partenaires externes lui octroyaient les fonds nécessaires et où les bénéficiaires respectaient les dispositions des accords de subvention. La diminution considérable des engagements en cours par rapport à l'an dernier (115,8 millions \$) découle de l'accession à l'autonomie du secrétariat Initiative micronutriments.

Du total des engagements en cours, 64,5 millions \$ sont destinés aux programmes du Centre financés au moyen de crédits parlementaires, dont deux projets financés par des crédits parlementaires supplémentaires attribués les années précédentes, et 19,1 millions \$ doivent être versés à des projets financés par d'autres bailleurs de fonds (activités liées à l'augmentation des revenus).

Affectations de programme

(milliers \$)	2003-2004	2002-2003		2001-2002	Écart entre les réalisations
	Budget	Budget révisé	Réalisations	Réalisations	
Affectations de programme totales	104 000	91 200	95 593	122 015	-21,7%
Programmes de recherche pour le développement					
Programmes du Centre	75 000	62 500	62 855	54 957	14,4%
Institut pour la connectivité dans les Amériques	9 000	10 000	1 916	1 120	71,1%
Augmentation des revenus	20 000	18 700	30 822	65 938	-53,3%

Les **affectations de programme** correspondent aux fonds mis de côté pour de nouveaux projets s'inscrivant dans les activités des programmes de recherche pour le développement. La plus grande partie (84 %) des affectations de programme ont été engagées en 2002–2003 et se transformeront en dépenses pendant la durée de vie des projets approuvés. Pour l'exercice clos le 31 mars 2003, les affectations de programme se sont élevées à 95,6 millions \$. Les affectations destinées aux programmes du Centre ont quelque peu dépassé le montant prévu au budget; quant aux affectations de programme de l'ICA, elles ont été beaucoup moins importantes qu'on ne l'avait prévu, les activités de programme de l'Institut ayant débuté tard dans l'exercice. Les affectations de programme des activités liées à l'augmentation des revenus ont excédé de 12,1 millions \$ le budget prévu. Cet écart s'explique par le fait que l'Initiative micronutriments Inc. a demandé au Centre d'administrer pour son compte un accord avec l'ACDI jusqu'à ce que cet accord puisse lui être cédé.

Perspectives 2003–2004

Dans la foulée de l'engagement pris par le premier ministre du Canada d'accroître l'enveloppe de l'aide internationale de 8 % par année jusqu'à ce qu'elle atteigne le double du niveau actuel, le crédit parlementaire de base du CRDI pour l'exercice 2003–2004 a été fixé à 100,2 millions \$, en hausse de 7,7 millions \$ par rapport à l'exercice précédent. Une fois ajoutés les crédits du Conseil du Trésor pour les coûts reliés à la rémunération, le report des acquisitions d'immobilisations et les crédits parlementaires supplémentaires, **le revenu total provenant des crédits parlementaires s'établit à 108,3 millions \$ pour l'exercice 2003–2004.**

La somme prévue au budget pour les **dépenses de programme du Centre** en 2003–2004 est de 65,3 millions \$, en hausse de 1,8 million \$ sur le budget révisé de l'exercice 2002–2003. Cette hausse dénote des affectations de programme plus élevées et des prévisions de décaissements supérieures à l'égard de projets déjà approuvés.

Le budget 2003–2004 des dépenses afférentes au **soutien à la recherche et services administratifs** est de 47,3 millions \$, dépassant de 3,1 millions \$ le

budget révisé de l'exercice 2002–2003. Cette hausse s'explique par les répercussions financières de l'examen de la classification des postes et de la rémunération, les coûts différentiels rattachés aux équivalents temps plein (ETP) approuvés en 2002–2003, la hausse des frais de déplacement et les coûts différentiels liés aux divers systèmes intégrés d'information.

Les **affectations de programme** sont établies à 75 millions \$, ce qui représente une hausse importante par rapport à la somme de 62,5 millions \$ approuvée l'an dernier et découle des hausses prévues du financement du Centre pour les exercices 2003–2004 et 2004–2005. Compte tenu de l'engagement du gouvernement fédéral de doubler l'enveloppe de l'aide internationale d'ici à 2010, les dépenses de programme du Centre devraient demeurer élevées au cours des prochaines années.

La nature et la durée des activités de programme du Centre ayant beaucoup changé ces dernières années, la prévision des dépenses de programme est devenue une tâche de plus en plus ardue. En 2003–2004, le Centre lancera une initiative en vue de remédier à la situation. Il devrait par la suite être en mesure de mieux évaluer le moment des décaissements futurs et, par conséquent, de prévoir avec plus d'exactitude ses dépenses de programme.

Rappel des cinq dernières années

	2003–2004	2002–2003	2001–2002	2000–2001	1999–2000	1998–1999
(milliers \$)	Budget			Réalisations		
État des revenus						
Revenus						
Crédits parlementaires	108 299	97 603	97 164	91 242	90 250	86 086
Augmentation des revenus	15 410	36 505	47 515	39 796	43 313	35 907
Recouvrement des coûts indirects	1 000	1 218	1 615	1 810	1 746	1 671
Revenus de placement	1 200	1 140	779	1 223	387	2 343
Autres revenus	1 535	1 565	1 202	1 237	1 410	714
Dépenses						
Programmes de recherche pour le développement						
Programmes du Centre	65 266	61 389	50 997	55 634	55 084	58 873
Augmentation des revenus	15 410	36 505	47 515	39 796	43 313	35 907
Soutien à la recherche pour le développement	22 036	20 152	18 830	20 111	20 294	18 872
Services administratifs	25 295	21 892	21 218	21 420	21 047	17 853
Résultats nets d'exploitation	(563)	(1 907)	9 715	(1 653)	(2 632)	(4 784)
Affectations de programme						
Programmes de recherche pour le développement						
Programmes du Centre	75 000	62 855	54 957	43 565	46 860	63 869
Institut pour la connectivité dans les Amériques	9 000	1 916	1 120	—	—	—
Augmentation des revenus	20 000	30 822	65 938	58 373	57 140	38 282

	2002–2003	2001–2002	2000–2001	1999–2000	1998–1999
(milliers \$)			Réalisations		
Bilan					
Actif					
Encaisse et placements à court terme					
Non affectés	17 261	16 413	8 211	8 417	8 424
Affectés	13 413	31 104	31 540	24 772	23 035
Débiteurs et frais payés d'avance	6 519	4 471	15 726	11 893	14 267
Actif à long terme	9 031	8 611	8 945	9 896	10 197
Passif					
Créditeurs et charges à payer	9 822	7 166	9 942	9 233	8 382
Revenus reportés	16 729	32 779	43 679	32 787	31 991
Passif à long terme	11 709	10 783	10 645	11 149	11 109
Avoir	7 964	9 871	156	1 809	4 441
Engagements en cours					
Programmes du Centre	64 532	59 171	64 825	77 503	90 158
Augmentation des revenus	19 131	56 652	45 148	51 246	49 816

LES ÉTATS FINANCIERS



CRDI : S. Colvey

RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ÉTATS FINANCIERS

La direction assume la responsabilité des états financiers exposés dans le présent rapport annuel, lesquels ont été examinés et approuvés par le Conseil des gouverneurs du Centre. Ces états financiers, qui comprennent des chiffres que la direction a estimés en se fondant sur son expérience et son jugement, ont été préparés comme il se doit en fonction d'un seuil raisonnable d'importance relative et sont conformes aux principes comptables généralement reconnus. La direction assume aussi la responsabilité de toute l'information présentée dans le rapport annuel, cette information étant conforme à celle qui figure dans les états financiers.

La direction s'appuie sur des méthodes et des systèmes de contrôle financier qui garantissent, d'une manière raisonnable, la fiabilité des données financières, la protection des biens et l'efficacité des activités, le tout conformément à la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international* et aux règlements administratifs du Centre. Les Services de vérification du CRDI sont chargés de procéder à l'examen périodique des mécanismes de contrôle interne et de veiller à leur application.

C'est au Conseil des gouverneurs qu'il incombe de s'assurer que la direction assume ses responsabilités en matière de communication de l'information financière et de contrôle interne. Il remplit cette fonction, qui comporte entre autres volets l'examen et l'approbation des états financiers, par l'entremise du Comité des finances et de la vérification. Ce comité, formé de gouverneurs, se réunit régulièrement avec la direction, les vérificateurs internes et les vérificateurs externes.

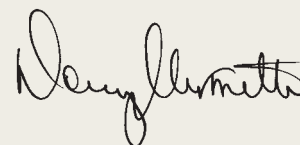
La vérificatrice générale du Canada procède, en toute indépendance, à une vérification des états financiers conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Sa vérification comprend les sondages et autres procédés nécessaires pour lui permettre d'exprimer une opinion sur les états financiers. Le Comité des finances et de la vérification du Conseil des gouverneurs demeure à l'entière disposition des vérificateurs externes.

La présidente du Centre,

Le vice-président, Ressources,
et chef de la direction financière,



Maureen O'Neil



Denys Vermette

Ottawa, Canada
le 30 mai 2003



RAPPORT DU VÉRIFICATEUR

Au Centre de recherches pour le
développement international
et au ministre des Affaires étrangères

J'ai vérifié le bilan du Centre de recherches pour le développement international au 31 mars 2003 et les états des résultats et de l'avoir et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Centre. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Centre au 31 mars 2003 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pour la vérificatrice générale du Canada

Shahid Minto, CA
vérificateur général adjoint

Ottawa, Canada

Le 30 mai 2003

Bilan

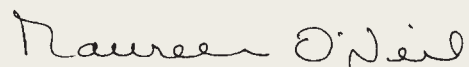
au 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	2003	2002
Actif		
À court terme		
Encaisse et placements à court terme (note 3)		
Non affectés	17 261	16 413
Affectés	13 413	31 104
Débiteurs (note 4)	5 196	3 191
Frais payés d'avance	1 323	1 280
	<u>37 193</u>	<u>51 988</u>
Placements à long terme (note 5)	2 983	2 983
Immobilisations (note 6)	5 931	5 499
Dépôts recouvrables	117	129
	<u>46 224</u>	<u>60 599</u>
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	9 822	7 166
Revenus reportés (note 8)	12 559	32 325
	<u>22 381</u>	<u>39 491</u>
Revenus reportés à long terme (note 8)	4 170	454
Financement reporté — immobilisations (note 9)	5 931	5 499
Provision pour avantages sociaux futurs complémentaires	3 748	3 527
Loyer reporté pour le siège social	2 030	1 757
	<u>38 260</u>	<u>50 728</u>
Avoir	<u>7 964</u>	<u>9 871</u>
	<u>46 224</u>	<u>60 599</u>
Engagements (notes 13 et 14)		
Éventualités (note 16)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Approuvé au nom du Conseil :

La présidente du Centre,



Le vice-président, Ressources, et
chef de la direction financière



État des résultats et de l'avoir

pour l'exercice clos le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	2003	2002
Revenus		
Activités liées à l'augmentation des revenus (note 10)	36 505	47 515
Recouvrement des coûts indirects (note 10)	1 218	1 615
Revenus de placement	1 140	779
Autres revenus	1 565	1 202
	<u>40 428</u>	<u>51 111</u>
Dépenses		
Programmes de recherche pour le développement		
Programmes du Centre	61 389	50 997
Activités liées à l'augmentation des revenus	<u>36 505</u>	<u>47 515</u>
	97 894	98 512
Soutien à la recherche pour le développement		
Soutien technique	10 967	9 756
Éléments complémentaires aux programmes	4 551	4 436
Gestion des programmes	<u>4 634</u>	<u>4 638</u>
	20 152	18 830
Services administratifs		
Administration	17 072	16 144
Administration des bureaux régionaux	<u>4 820</u>	<u>5 385</u>
	21 892	21 529
Dépenses totales (annexe I)	<u>139 938</u>	<u>138 871</u>
Coût d'exploitation net avant financement public	<u>(99 510)</u>	<u>(87 760)</u>
Crédit parlementaire (note 11)	92 629	93 139
Crédits parlementaires supplémentaires (note 12)	2 807	1 956
Amortissement du financement reporté — immobilisations (note 9)	<u>2 167</u>	<u>2 069</u>
	97 603	97 164
Résultats d'exploitation avant les coûts liés à la restructuration	(1 907)	9 404
Coûts liés à la restructuration	<u>—</u>	<u>(311)</u>
Résultats d'exploitation nets	(1 907)	9 715
Avoir au début de l'exercice	<u>9 871</u>	<u>156</u>
Avoir en fin d'exercice	<u>7 964</u>	<u>9 871</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

État des flux de trésorerie

pour l'exercice clos le 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	2003	2002
Flux de trésorerie — activités d'exploitation		
Résultats d'exploitation nets	(1 907)	9 715
Éléments sans incidence sur l'encaisse		
Amortissement des immobilisations	2 167	2 069
Perte (gain) sur cession d'immobilisations	(12)	65
Provision pour avantages sociaux complémentaires	434	587
Amortissement du loyer reporté	273	273
	<u>2 862</u>	<u>2 994</u>
Variation nette du fonds de roulement à l'exclusion de l'encaisse et des placements à court terme	<u>(17 859)</u>	<u>(1 679)</u>
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	<u>(16 904)</u>	<u>11 030</u>
Flux de trésorerie — activités de financement		
Augmentation (diminution) des revenus reportés à long terme	2 216	(1 131)
Financement des immobilisations	2 599	1 750
Amortissement du financement reporté — immobilisations	<u>(2 167)</u>	<u>(2 069)</u>
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	<u>2 648</u>	<u>(1 450)</u>
Flux de trésorerie — activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations	(2 587)	(1 815)
Diminution de l'encaisse affectée	<u>17 691</u>	<u>436</u>
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	<u>15 104</u>	<u>(1 379)</u>
Augmentation nette de l'encaisse	848	8 201
Encaisse et placements à court terme non affectés au début de l'exercice	<u>16 413</u>	<u>8 212</u>
Encaisse et placements à court terme non affectés en fin d'exercice	<u>17 261</u>	<u>16 413</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Tableau des dépenses

au 31 mars 2003
(en milliers de dollars)

	2003	2002
Annexe I		
Versements de subventions	78 857	55 965
Salaires et avantages sociaux	31 374	31 532
Services professionnels	8 590	11 849
Locaux et entretien	5 977	6 304
Déplacements	5 388	5 657
Amortissement	2 167	2 069
Réunions et conférences	2 010	2 790
Formation	1 737	1 883
Communications	1 347	1 803
Entretien du matériel et des véhicules	842	793
Fournitures	753	17 321
Livres et périodiques	330	285
Assurances	120	124
Divers	446	496
Dépenses totales reportées sur l'état des résultats et de l'avoir	139 938	138 871

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS

(en milliers de dollars sauf indication contraire)

1. Pouvoirs et objets

Le Centre de recherches pour le développement international (le Centre) est une société sans capital-actions créée en 1970 par le Parlement du Canada qui a promulgué, à cette fin, la *Loi sur le Centre de recherches pour le développement international*. Ses activités sont financées principalement au moyen d'un crédit parlementaire annuel. Le Centre est réputé être un organisme de bienfaisance reconnu pour les besoins de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

Le Centre a pour mission de lancer, d'encourager, d'appuyer et de mener des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur la mise en œuvre des connaissances scientifiques, techniques et autres en vue du progrès économique et social de ces régions.

2. Principales conventions comptables

Les états financiers ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada et suivent les principales conventions comptables énoncées ci-après.

A) Financement public

La portion du crédit parlementaire qui sert à l'acquisition d'immobilisations est reportée et amortie selon la même méthode et sur la même période que les immobilisations connexes. Le solde du crédit parlementaire est comptabilisé dans l'exercice pour lequel il est approuvé. Les crédits parlementaires reçus aux fins de projets particuliers sont reportés et constatés quand les dépenses connexes sont engagées.

B) Revenus

Les fonds reçus ou à recevoir en vertu de contrats pour des activités liées à l'augmentation des revenus sont inscrits à titre de revenus reportés. Ces derniers sont constatés à titre de revenus dans l'exercice où les dépenses connexes sont engagées. Tous les autres revenus sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

C) Versements de subventions

Tous les versements de subventions sont assujettis à l'attribution des crédits du Parlement. Ils sont enregistrés comme dépenses dans l'exercice où ils deviennent exigibles conformément aux dispositions des accords signés et aux politiques du Centre quant aux versements. Les remboursements afférents à des versements de subventions effectués antérieurement sont comptabilisés en réduction des dépenses de l'exercice tant que le projet est en cours et dans les autres revenus quand le projet est clos.

D) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties, à compter de l'exercice suivant l'acquisition, de façon linéaire sur leur durée de vie utile prévue. Pour chaque catégorie d'immobilisations, la durée de vie utile prévue est la suivante :

Matériel informatique	3 ans
Logiciels	3 ou 5 ans
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Véhicules	3 ans
Réseau téléphonique	5 ans
Améliorations locatives	durée non écoulée du bail

E) Placements

Les placements à court terme sont comptabilisés au moindre du coût ou de la valeur au marché. Les placements à long terme sont comptabilisés au coût. Quand un placement à long terme subit une moins-value durable, la valeur comptable est réduite pour tenir compte de cette moins-value.

F) Conversion des devises

Les opérations en devises sont converties en dollars canadiens une fois par semaine selon le taux de change en vigueur la dernière journée de la semaine précédente. Les actifs et passifs monétaires en devises sont rajustés en fonction du taux de change en vigueur à la fin de l'exercice. Les gains et les pertes sur change sont inclus dans les résultats de l'exercice sous la rubrique Autres revenus.

G) Provision pour avantages sociaux futurs complémentaires

En règle générale, les employés ayant plus de cinq années de service ont droit à une indemnité de départ calculée à raison d'une semaine de salaire par année de service. Le passif pour ces indemnités est inscrit dans les comptes quand l'avantage est acquis par l'employé.

H) Loyer reporté

Toute période de loyer gratuite et tous les autres avantages incitatifs liés à des contrats de location à long terme sont reportés et amortis de façon linéaire sur la durée du contrat et comptabilisés en réduction de la dépense.

I) Charges de retraite

Les employés du Centre qui y sont admissibles participent au Régime de pensions de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. Les employés et le Centre contribuent au régime. Les cotisations versées par le Centre sont passées en charges de l'exercice au cours duquel elles sont engagées et représentent la totalité des obligations du Centre au titre du régime de retraite. En vertu des mesures législatives en vigueur, le Centre n'est pas tenu de cotiser pour les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique.

3. Encaisse et placements à court terme

	2003	2002
Encaisse	1 434	3 563
Placements à court terme		
Banques à charte canadiennes	16 908	26 057
Sociétés commerciales	12 332	17 897
	<u>30 674</u>	<u>47 517</u>

Le Centre est autorisé à investir dans les titres productifs d'intérêts des institutions susmentionnées. Ces fonds sont placés dans des instruments du marché monétaire à court terme qui doivent bénéficier d'une cote équivalente ou supérieure à R-1 (bas) selon l'évaluation d'une agence reconnue de cotation des titres. Les instruments de placement sont constitués principalement d'acceptations bancaires et de billets à court terme.

Le rendement moyen du portefeuille du Centre au 31 mars 2003 était de 3,07 p. 100 (2002 : 2,19 p. 100) et la durée moyenne des placements était de 69 jours (2002 : 85 jours). La juste valeur marchande des placements au 31 mars 2003 équivalait approximativement à leur valeur comptable nette.

Certains comptes bancaires du Centre sont assortis d'une marge de crédit. Au 31 mars 2003, aucune marge de crédit n'était utilisée.

Du montant total de l'encaisse et des placements à court terme, 13 413 \$ (2002 : 31 104 \$) sont affectés à des activités de recherche précises :

	2003	2002
Activités liées à l'augmentation des revenus	3 199	25 106
Interventions en santé — Afrique	792	1 704
Institut pour la connectivité dans les Amériques	8 913	3 807
Fonds de dotation	509	487
	<u>13 413</u>	<u>31 104</u>

4. Débiteurs et créditeurs

Les débiteurs et les créditeurs sont enregistrés dans le cours normal des activités. Ils sont payables sur présentation et ne portent pas intérêt. La valeur comptable de ces comptes avoisine la juste valeur en raison de leur échéance brève. Une fraction importante (20 p. 100) des débiteurs est due par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et ne présente aucun risque notable de crédit. Du montant total des débiteurs, 3 825 \$ (2002 : 2 162 \$) se rapportaient à des activités liées à l'augmentation des revenus.

5. Placements à long terme

Ces fonds sont investis dans une obligation du gouvernement du Canada venant à échéance en 2004. Au 31 mars 2003, le rendement moyen de cette obligation était de 6,50 p. 100 (2002 : 6,50 p. 100) et la durée initiale moyenne du placement était de sept ans. La juste valeur marchande de l'obligation était de 3 098 \$ au 31 mars 2003 (2002 : 3 124 \$).

6. Immobilisations

	Coût		Amortissement cumulé		Valeur comptable nette	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002
Matériel informatique	7 406	7 048	5 540	5 697	1 866	1 351
Améliorations locatives	2 293	2 026	1 549	1 310	744	716
Logiciels	6 084	5 050	3 464	2 544	2 620	2 506
Mobilier et matériel de bureau	2 046	2 049	1 577	1 440	469	609
Réseau téléphonique	1 350	1 316	1 281	1 207	69	109
Véhicules	939	944	776	736	163	208
	<u>20 118</u>	<u>18 433</u>	<u>14 187</u>	<u>12 934</u>	<u>5 931</u>	<u>5 499</u>

L'amortissement relatif à l'exercice est de 2 167 \$ (2002 : 2 069 \$).

7. Régime de retraite

Les cotisations du Centre au Régime de pension de retraite de la fonction publique ne dépassent généralement pas 2,14 fois les cotisations des employés au titre des services courants et des services passés. Les cotisations au Régime de pensions de retraite de la fonction publique se sont établies de la façon suivante :

	2003	2002
Cotisations du Centre	2 335	2 354
Cotisations des employés	938	919

8. Revenus reportés

Les revenus reportés comprennent la portion non dépensée au 31 mars 2003 des fonds reçus ou à recevoir au titre des activités reliées à l'augmentation des revenus, ainsi que la portion non dépensée des deux crédits parlementaires supplémentaires (voir note 12). Les soldes sont les suivants :

	2003	2002
À court terme		
Activités liées à l'augmentation des revenus	7 025	27 268
Crédits parlementaires supplémentaires		
Interventions en santé — Afrique	534	1 250
Institut pour la connectivité dans les Amériques (ICA)	5 000	3 807
	<u>12 559</u>	<u>32 325</u>
À long terme		
Crédits parlementaires supplémentaires		
Interventions en santé — Afrique	257	454
Institut pour la connectivité dans les Amériques (ICA)	3 913	—
	<u>4 170</u>	<u>454</u>

Du montant reporté relatif aux activités liées à l'augmentation des revenus, une somme de 2 473 \$ (2002 : 20 455 \$) venait de l'ACDI. De cette somme, 1 449 \$ (2002 : 19 609 \$) ont été reçus durant l'exercice et 1 024 \$ (2002 : 846 \$) étaient dus par cette dernière à la fin de l'exercice.

9. Financement reporté — immobilisations

	2003	2002
Solde au début de l'exercice	5 499	5 818
Financement des acquisitions d'immobilisations	2 599	1 750
Amortissement	(2 167)	(2 069)
Solde en fin d'exercice	<u>5 931</u>	<u>5 499</u>

10. Activités liées à l'augmentation des revenus

Les activités liées à l'augmentation des revenus désignent plus particulièrement les activités de recherche exécutées ou administrées par le Centre pour le compte d'autres entités. Ces activités de recherche sont financées par l'ACDI et par d'autres organismes, dont certains du gouvernement du Canada. Les revenus et les dépenses constatés se répartissent ainsi entre ces différentes sources :

	2003	2002
ACDI	25 068	35 971
Autres organismes	8 051	10 570
Autres organismes du gouvernement du Canada	3 386	974
	<u>36 505</u>	<u>47 515</u>

Le Centre recouvre les coûts indirects découlant de l'administration des activités liées à l'augmentation des revenus. Pour l'exercice, les sommes récupérées s'établissaient à 1 218 \$ (2002 : 1 615 \$), dont 495 \$ (2002 : 893 \$) provenaient de l'ACDI.

11. Crédit parlementaire

	2003	2002
Crédit parlementaire voté	95 228	94 889
Report pour les acquisitions d'immobilisations (note 9)	(2 599)	(1 750)
Crédit parlementaire comptabilisé dans l'état des résultats et de l'avoir	<u>92 629</u>	<u>93 139</u>

12. Crédits parlementaires supplémentaires

En mars 1994, le Centre s'est vu accorder un crédit parlementaire supplémentaire de 15 millions \$, affecté au financement d'un projet d'interventions en santé en Afrique. En septembre 2001, le Parlement a voté un crédit de 20 millions \$ en faveur de l'Institut pour la connectivité dans les Amériques. Les revenus constatés durant l'exercice se sont élevés à 2,8 millions \$ (2002 : 2 millions \$).

13. Engagements en vertu de contrats de location-exploitation

Le Centre a signé des contrats de location pour le logement de son personnel dans différents pays et pour des locaux et du matériel qu'il utilise au Canada et dans les bureaux régionaux. Les contrats de location expirent à des dates différentes et le dernier prend fin en 2010. Les paiements annuels minimaux à verser en vertu des différents contrats de location sont les suivants :

2003-2004	5 597
2004-2005	5 493
2005-2006	6 223
2006-2007	7 166
2007-2010	<u>4 778</u>
Total	<u>29 257</u>

14. Engagements contractuels relatifs à des projets

Le Centre s'est engagé à effectuer des versements totalisant 83,7 millions \$ (2002 : 115,8 millions \$) au cours des quatre prochains exercices, dans la mesure où le Parlement du Canada et les partenaires externes lui octroient les fonds nécessaires et où les bénéficiaires respectent les dispositions des accords de subventions. Du total des engagements contractuels, 64,5 millions \$ (2002 : 59,2 millions \$) doivent venir directement du Centre, le solde de 19,2 millions \$ (2002 : 56,6 millions \$) devant provenir des partenaires externes.

15. Opérations entre apparentés

Outre les opérations entre apparentés dont il est fait mention ailleurs dans les présents états financiers, le Centre entretient des liens en matière de propriété commune avec tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. Le Centre fait affaire avec ces derniers dans le cours normal de ses activités.

16. Éventualités

Une réclamation de quelque 0,6 million de dollars afférente à un bien loué est en suspens à la fin de l'exercice. En se fondant sur les avis juridiques reçus, la direction estime qu'il n'est pas possible de déterminer le montant du passif pouvant découler, le cas échéant, de cette poursuite.

Le Centre est défendeur dans d'autres procès en cours. La direction considère toutefois comme improbable qu'il en résulte des passifs importants.